

Registre des délibérations - décisions

TOME IV

SEANCE PUBLIQUE DU :

Lundi 4 octobre 2010

SOMMAIRE

TOME IV/ IV

Suite Délibérations et annexes 601 à 681
(2010/427 à 2010/444)

Décisions et annexes 682 à 792
(2010/272 à 2010/386)

Le présent registre contenant deux cent pages a été coté et paraphé par Monsieur Nicolas MAUPEU, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2010/769/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 07/02/2011

Pour Madame le Maire, et par
délégation,



M. Nicolas MAUPEU

Dans le cas de fibres non connectées aux deux extrémités, les tableaux feront apparaître l'atténuation réflectométrique globale pour chaque longueur d'onde (deux sens et deux sens moyennés).

3.4 – MESURES PHOTOMETRIQUES

Les tableaux présenteront les valeurs de l'atténuation dans chaque sens de propagation, ainsi que la valeur des deux sens moyennés.

L'ATTENUATION THEORIQUE MAXIMALE, FOURNIE PAR VILLE OU CALCULEE AVEC LA FORMULE DU § 4.2, SERA RAPPELEE EN TETE DES TABLEAUX CORRESPONDANTS.

3.5 – RECAPITULATIF

Pour le cas général, les valeurs cochées suivantes sont à présenter en tableau :

	Deux sens et deux sens moyennés à 1550 nm	Deux sens et deux sens moyennés à 1310 nm	Différence des deux sens moyennés entre 1310 et 1550 nm
Épissures	X	X	X
Connecteurs	X	X	X
Réflexions	X		
Atténuation linéique	X		
Atténuation photométrique	X	X	

Pour les fibres non connectées aux deux extrémités, l'atténuation photométrique n'est pas à réaliser mais l'atténuation réflectométrique globale du segment est à présenter en tableau pour chaque longueur d'onde.

4 – SEUILS DES RESERVES

4.1 – SEUILS DES RESERVES POUR LES PARAMETRES MESURES

Les points suivants donnent lieu à des réserves :

4.1.1 – Inspection visuelle

- Toute non-conformité relevée lors des contrôles visuels.

4.1.2 - Épissures

- Atténuation à 1550 nm supérieure ou égale à : 0,20 dB
- Pic de réflexion visible sur les traces réflectométriques.

4.1.3 – Connecteurs

ON CONSIDERE QU'UN CONNECTEUR EST CONSTITUE DE DEUX FICHES, D'UN RACCORD ET DE DEUX EPISSURES, Y COMPRIS S'IL S'AGIT D'UN CONNECTEUR D'EXTREMITÉ OU D'UN CONNECTEUR DE JARRETIERE.

- Atténuation à 1550 nm supérieure ou égale aux valeurs suivantes, pour des connecteurs soudés sur fibre G.652 de chaque côté :

Connecteur	SC	FC, ST	EC	VFO
Atténuation	0,5 dB	0,6 dB	0,8 dB	1 dB

- Taux de réflexion à 1550 nm supérieur ou égal aux valeurs suivantes :

Connecteur	SC/APC	FC, ST, SC/PC	EC	VFO
Taux de réflexion	- 50 dB	- 30 dB	- 45 dB	- 30 dB

4.1.4 - Contraintes sur la fibre

Pour un connecteur ou une épissure :

- Atténuation à 1550 nm supérieure à l'atténuation à 1310 nm, de 0,10 dB ou plus.

4.1.5 - Uniformité de l'atténuation

- Discontinuité supérieure ou égale à 0,10 dB à 1550 nm.
- Pic de réflexion visible sur les traces réflectométriques.

4.1.6 - Atténuation linéique

- Pas de seuil donnant lieu à réserve.

4.1.7 - Atténuation globale

- Atténuation à 1550 nm, dans l'une ou l'autre des directions de propagation, supérieure ou égale au maximum théorique A_{Maxi} qui sera fourni par VILLE et qui peut être calculé avec la formule décrite au § 4.2.
- Pas de seuil donnant lieu à réserve pour l'atténuation à 1310 nm.

4.2 - CALCUL DE L'ATTENUATION THEORIQUE MAXIMALE D'UN SEGMENT

L'atténuation maximale d'un segment peut être exprimée par la formule suivante :

$$A_{Maxi} = (\alpha_{FO} \times L_{FO} + \alpha_{ép} \times N_{ép} + \alpha_{cn} \times N_{cn}) \times C - \alpha_{rf}$$

Dans laquelle :

- A_{Maxi} en dB est l'atténuation du segment, hors équipements optoélectroniques.
- α_{FO} en dB/km est l'atténuation linéique de la fibre câblée, sans les épissures.
- L_{FO} en km est la longueur de fibre du segment, mesurée par réflectométrie.
- $\alpha_{ép}$ en dB est l'atténuation d'une épissure.
- $N_{ép}$ est le nombre d'épissures sur le segment, sans celles des connecteurs.
- α_{cn} en dB est l'atténuation d'un connecteur, incluant ses épissures.
- N_{cn} est le nombre de connecteurs sur la liaison.
- C est un coefficient d'effet statistique.
- α_{rf} en dB est la correction du niveau de référence de la mesure photométrique.

Les valeurs numériques à 1550 nm, sont les suivantes :

4.2.1 - Atténuation de la fibre câblée α_{FO}

- 0,215 dB/km si le segment est inférieur à 20 km
- 0,205 dB/km si le segment est supérieur ou égal à 20 km
- 0,200 dB/km si le segment est supérieur ou égal à 80 km

ON CONSIDERE QUE CES VALEURS S'APPLIQUENT A DES CABLES FABRIQUES EN 2001.

En fonction de l'écart entre cette date et la date de fabrication du câble, on compte une correction de l'atténuation, en plus (vers le passé) ou en moins (vers le futur), de :

0,004 dB/km par an

4.2.2 - Atténuation des épissures $\alpha_{ép}$

0,07 dB	si leur nombre est inférieur à 10
0,05 dB	si leur nombre est supérieur ou égal à 10
0,04 dB	si leur nombre est supérieur ou égal à 20

4.2.3 - Nombre d'épissures $N_{ép}$

Les épissures des connecteurs seront comptées avec les connecteurs et ne sont donc pas prises en compte dans le nombre d'épissures.

4.2.4 - Atténuation des connecteurs α_{cn}

ON CONSIDERE QU'UN CONNECTEUR EST CONSTITUE DE DEUX FICHES, D'UN RACCORD ET EVENTUELLEMENT DE DEUX EPISSURES.

De ce point de vue, on ne fait pas de différence entre les connecteurs de jarretières et les autres.

Une distinction est faite entre les différents types de connecteurs.
 Pour des connecteurs soudés sur fibre G.652 de chaque côté :

Connecteur	SC	FC, ST	EC	VFO
α_{cn}	0,5 dB	0,6 dB	0,8 dB	1 dB

Si N_{cn} est supérieur ou égal à 4 (tous types confondus), enlever 0,15 dB par connecteur.

Si N_{cn} est supérieur ou égal à 8 (tous types confondus), enlever 0,20 dB par connecteur.

4.2.5 - Nombre de connecteurs N_{cn}

ON NE PREND PAS EN COMPTE LES JARRETIERES EN TANT QUE TELLES DANS LA FORMULE. ON COMPTABILISE SIMPLEMENT LES CONNECTEURS QUI LES CONSTITUENT.

Les connexions d'extrémité sont comptées comme des connexions entières et non pas comme des demi-connexions.

4.2.7 - Coefficient d'effet statistique C

$C = 0,98$ si on a à la fois $L_{Fo} \geq 20$ km et $N_{cn} \geq 3$

$C = 1$ dans les autres cas.

4.2.8 - Correction du niveau de référence photométrique α_{rf}

Selon le type de connecteur d'extrémité, pour tenir compte du connecteur utilisé pour la prise du niveau de référence lors de la mesure photométrique (niveau 0 dB), on considère les valeurs α_{rf} suivantes :

Connect. d'extrémité	SC	FC, ST	EC	VFO
α_{rf}	0,25 dB	0,30 dB	0,45 dB	0,55 dB

En cas de connecteurs différents aux extrémités, on retiendra la plus forte valeur entre les deux connecteurs concernés si la référence a été prise avec un raccord hybride. On retiendra la moyenne des deux valeurs si la référence a été prise en faisant la moyenne entre deux jeux de jarretières.

Pour une mesure de l'atténuation au réflectomètre, (cas des fibres non connectorisées), α_{rf} = 0.

5 – CONFIGURATION APRES ESSAIS

La liaison optique doit être mise à disposition de l'exploitation dans la configuration suivante :

- L'ensemble des connecteurs ayant subi une manœuvre lors de la recette seront nettoyés selon les procédures en vigueur dans la profession et remis en place.
- Les éventuelles anomalies de repérage sur les étiquettes seront signalées.

ANNEXE 4

Contenu du cahier de recette

Le PRESTATAIRE s'engage à fournir à VILLE les documents suivants :

- Les schémas de baies et le plan de câblage VILLE, dans le cas d'une recette de raccordement, validés ou annotés (support papier).
 - Le synoptique de liaison VILLE, dans le cas d'une recette d'activation de fibres, validé ou annoté (support papier).
 - Les diverses informations demandées aux § 3.1 et 3.2 de l'annexe 1 (supports papier et informatique).
 - Les analyses et tableaux de synthèse des mesures réflectométriques et photométriques, tels que décrits aux § 3.3 et 3.4 de l'annexe 1, (supports papier et informatique).
 - Les traces réflectométriques, aux deux longueurs d'onde pour le support informatique et à 1550 nm pour le support papier, telles que décrites aux § 3.1 et 3.3 de l'annexe 1.
-

Séance publique du lundi 4 octobre 2010

Convoqué le 28/09/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 4 octobre 2010 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS.

Absents :

Georges FRECHE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

PEGASE Convention de location du réseau haut débit entre la Ville de Montpellier et Hérault Télécom Raccordement d'ABX

Au nom de la Commission, Michaël DELAFOSSE rapporte :

La société Hérault Télécom a été autorisée, par arrêté ministériel à exploiter des réseaux de télécommunications publics et privés sur le territoire français.

La Ville de Montpellier dispose sur son territoire d'un réseau de câbles à fibres optiques PEGASE qu'elle se propose de mettre à la disposition d'opérateurs de télécommunications.

Pour les besoins de développement de ses réseaux, et en particulier afin de desservir ABX sur le parc Euromédecine, Hérault Télécom a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une liaison optique de son réseau Pégase. Cette liaison optique mise à disposition représente un linéaire d'environ 500 mètres de paires de fibres optiques.

Après négociation, Hérault Télécom a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :

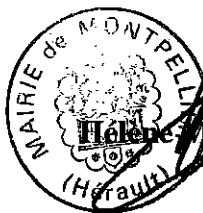
- durée dix ans,
- frais d'accès au service payés en une fois et correspondant aux travaux de raccordement dont le montant est de 1 200 €,
- redevance annuelle fixée à 2 € par mètre linéaire et par paire de fibres optiques base juin 2002 soit environ
- 1 000 €.

En conséquence, nous vous proposons:

- d'approuver la convention à passer entre Hérault Télécom et la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cette convention;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène ANDROUX

Publiée le : 05/10/2010



DE LA HAUTE HERAULT
MONTPELLIER

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A LA SOCIETE HERAULT TELECOM
RACCORDEMENT DE LA SOCIETE ABX**

Entre les soussignés :

- **Madame le Maire**, agissant au nom et comme représentant de la Ville de MONTPELLIER
sise au 1, place Francis Ponge, en exécution d'une délibération du Conseil municipal du

ci-après dénommée "**la Ville**"

d'une part,

et

Hérault Télécom, société par actions simplifiée au capital de 1.500.000 euros, dont le siège
social est situé 266 rue de la Gariguette, ZAC Saint Antoine à SAINT AUNES (34130),
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MONTPELLIER.

Représentée par son Directeur, M. Georges GUILHEM, dûment habilité à cet effet"

ci-après dénommée "**l'opérateur**"

d'autre part,

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - DEFINITIONS	4
ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION	4
ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES FIBRES OPTIQUES	4
ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES.....	5
ARTICLE 5 - SOUS-CONCESSION	5
ARTICLE 6 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES	5
6.4.1 MISE A DISPOSITION	6
6.4.2 RECEPTION.....	6
6.4.3 RETARD DE MISE A DISPOSITION.....	7
ARTICLE 7 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES.....	7
ARTICLE 8 - MODIFICATION DES LIAISONS.....	9
ARTICLE 9 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES	10
ARTICLE 10 - RESPONSABILITE - ASSURANCES	11
ARTICLE 11 - CONTROLE DE LA VILLE	11
ARTICLE 12 - CESSIION DE LA CONVENTION.....	11
ARTICLE 13 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION	11
ARTICLE 14 - RESILIATION	12
ARTICLE 15 - REGLEMENT DES LITIGES.....	13

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT

Conformément au code des postes et télécommunications, la société Hérault Télécom, a été autorisée par l'ARCEP à exploiter des réseaux de télécommunications publics et privés sur le territoire français.

La Ville de Montpellier dispose sur son territoire de câbles à fibres optiques qu'elle se propose de mettre à la disposition de tiers et notamment d'opérateurs de télécommunications.

Pour les besoins de développement de ses réseaux, Hérault Télécom a sollicité de la Ville la mise à disposition de liaisons optiques réalisées par cette dernière sur son territoire.

ARTICLE 1 - DEFINITIONS

Les termes employés dans la présente convention sont définis comme suit :

- **Fibres optiques** : infrastructures optiques dont les caractéristiques sont définies en annexe n°2 et composant un câble de télécommunications mis à disposition par la Ville.
- **Liaisons** : désigne les fibres optiques terminées par des connecteurs entre deux points de livraison telles que déterminées en annexe n°1. Le terme "liaison" pourra indifféremment être employé au pluriel ou au singulier, ce terme prendra alors en compte l'intégralité des fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.
- **Mise à disposition** : réception des fibres optiques levée de toute réserve majeure par l'opérateur les conditions définies à l'article 6.4 ci-après.
- **Point(s) de livraison** : points géographiques identifiés en annexe n°1 où sont mis à disposition de l'opérateur les fibres optiques.
- **Dysfonctionnement** : désigne l'interruption ou la dégradation d'une liaison, dont il résulte que les spécifications techniques de fibres optiques définies en annexe n°2 ne sont plus respectées.
- **Rétablissement** : désigne la restauration provisoire ou définitive des spécifications techniques d'une liaison à la suite d'un dysfonctionnement.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions générales, techniques et financières par lesquelles la Ville met à disposition de l'opérateur des fibres optiques déployées sur son domaine public routier pour réaliser la liaison entre la rue du Caducée et la rue de la valsière.

Au cas où des dispositions législatives, réglementaires ou autres relatives à l'application de cette convention entreraient en vigueur pendant l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à se rapprocher pour modifier en conséquence, le cas échéant, les termes de la présente.

ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES FIBRES OPTIQUES

Les fibres optiques de la Ville mises à disposition de l'opérateur sont implantées entre les points de livraison suivants :

- Rue du Caducée (point 1 sur plan joint en annexe n°1).
- Rue de la Valsière (point 2 sur plan joint en annexe n°1).

Liaisons		linéaire en ml
Rue du Caducée	Rue de la Valsière	500

Descriptions de la liaison

La longueur de ces liaisons est d'environ : 500 m

Cette longueur sera définie précisément lors de la phase de réception et servira de base au calcul de la redevance.

Les infrastructures optiques déployées par la Ville et mises à disposition de l'opérateur sont définies dans l'annexe n°1 à la présente.

Les spécifications techniques de ces fibres optiques sont définies dans l'annexe n° 2 à la présente.

En cas de demande complémentaire de la part de l'opérateur, un avenant à la convention sera négocié.

ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES

L'opérateur est et restera le propriétaire de l'ensemble des fibres optiques et des fourreaux qu'il déploiera jusqu'aux points de livraison des fibres optiques de la Ville mises à disposition dans le cadre de la présente.

La Ville demeure quant à elle propriétaire de ses fibres optiques, la présente convention ne pouvant pas être considérée comme transférant à l'opérateur la propriété desdites fibres optiques réalisées sur le domaine public, ni constituer un quelconque droit réel, ni être considérée comme constitutive de droits réels.

ARTICLE 5 - SOUS-CONCESSION

Il est entendu entre les parties que la Ville n'a signé la présente convention qu'en raison de la qualité de l'opérateur.

L'opérateur s'interdit de sous-concéder ou sous-louer les fibres optiques ainsi que les lieux et les emprises mis à sa disposition, sauf autorisation préalable expresse de la Ville.

ARTICLE 6 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES

6.1: AUTORISATIONS REGLEMENTAIRES

La Ville fournira à l'opérateur toutes les autorisations réglementaires, de passage ou d'occupation, nécessaires au raccordement de ses équipements aux fibres optiques mises à sa disposition, dans son domaine de compétence et pendant la durée de la présente convention.

L'opérateur doit se conformer pendant l'exécution des travaux de raccordement, ou pendant les travaux de modification ultérieurs, au règlement de voirie de la Ville.

6.2: PREVENTION ET SAUVEGARDE

L'opérateur prendra toute mesure pour ne pas compromettre la sécurité des tiers au cours de l'exécution des travaux de raccordement ou dans le cadre de l'exploitation de ses équipements de raccordement. L'opérateur se conformera strictement aux règles d'hygiène et de sécurité.

6.3 : FRAIS A LA CHARGE DE L'OPÉRATEUR

L'ensemble des coûts occasionnés par les travaux de raccordement de ses équipements aux fibres optiques par l'opérateur sont à sa charge exclusive. A cet effet, un état des lieux contradictoire, en présence des représentants des parties contractantes, sera réalisé préalablement à tout commencement d'exécution des travaux et un procès-verbal de cette visite sera dressé.

De son côté, la Ville supportera également les dépenses exigées par l'entretien et la maintenance de ses fibres optiques ou autres installations mises à disposition aux points de livraison.

6.4 : RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES

La Ville s'engage à mettre les liaisons optiques à la disposition de l'opérateur aux points de livraison et à la date de mise à disposition définis en annexe n°1.

6.4.1 Mise à disposition

La Ville s'engage à livrer les liaisons à l'opérateur à la date définie en annexe n°1 comme la "**date de mise à disposition**". Cette date est la date à laquelle l'opérateur aura pu prononcer la réception de la liaison, levée de toutes réserves majeures dans les conditions définies à l'article 6.4.2 ci-après.

6.4.2 Réception

Une réception des liaisons sera réalisée par les parties à l'invitation de la Ville. Elle se déroulera comme suit:

La Ville informera l'opérateur par lettre ou télécopie du jour de la réception, huit (8) jours au moins avant la date prévue pour cette dernière. Lors des opérations de réception telles que définies en annexe n°3 et à l'issue des tests, les parties procéderont, aux points de livraison, à la signature du certificat de réception de la (des) liaison(s).

Dans l'hypothèse où des réserves mineures seraient émises lors de la signature du certificat de réception, les parties définiront en commun le délai imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves et feront figurer ce délai sur ledit certificat. Ces réserves mineures sont considérées comme ne mettant pas en cause la conformité des fibres optiques aux spécifications techniques définies en annexe n°2.

La levée desdites réserves par la Ville fera l'objet d'un courrier ou d'une télécopie adressé à l'opérateur; elle ne donnera pas lieu à une nouvelle réception des liaisons.

Dans l'hypothèse où des réserves majeures seraient émises lors de la signature du certificat de réception, les parties définiront en commun le délai impératif imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves et feront figurer ce délai sur ledit certificat. Ces réserves majeures sont considérées comme empêchant la mise en service de la liaison ou des fibres optiques.

En cas d'impossibilité pour l'opérateur de participer, au jour dit, aux opérations de réception, l'opérateur devra en aviser par écrit la Ville deux (2) jours avant la date de réception initiale.

La Ville proposera une nouvelle date de réception, pour laquelle l'opérateur s'engage à se rendre disponible.

6.4.3 Retard de mise à disposition

En cas de retard de la Ville dans la mise à disposition d'une liaison par rapport à la date de mise à disposition définie en annexe n°1 et après un délai supplémentaire d'une (1) semaine, l'opérateur peut réclamer à la Ville, une réduction de redevance, calculée comme suit :

$$CR = C \cdot R / 100$$

où :

CR= montant du crédit de redevance

C= le montant de la redevance annuelle de mise à disposition, telle que définie à l'article 9.2 ci-après,

R= nombre de jours calendaires de retard par rapport à la date de mise à disposition définie à l'article 6.4.1. et fixée en annexe n°1.

La Ville déduira le montant de ce crédit CR des sommes dues par l'opérateur dès le prochain titre de recettes émis par la Ville au titre de la redevance de mise à disposition.

Dans l'hypothèse où aucune mise à disposition n'est intervenue dans les 30 jours suivants la date prévue en annexe n°1, l'opérateur pourra résilier la convention, sans autre préavis qu'un courrier recommandé avec accusé de réception notifiant ladite résiliation.

ARTICLE 7 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

7.1 : EXPLOITATION

L'opérateur sera responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, de tous dommages matériels qui pourraient résulter de ses équipements de raccordement et des dégâts matériels qu'il pourrait occasionner aux fibres optiques existantes appartenant à la Ville dans les conditions définies à l'article 10 ci-après.

7.2 : RESPECT DES LIAISONS MISES A DISPOSITION / MAINTENANCE PREVENTIVE ET EXPLOITATION DES LIAISONS

L'opérateur s'engage à n'apporter aucune nuisance ou dégradation aux points de livraison, emprises et fibres optiques qui seront à sa disposition en application de la présente convention. Le cas échéant et à l'issue d'un accord préalable entre les deux parties sur les travaux de réparation à effectuer, l'opérateur procède sans délai à la remise en état des lieux.

L'opérateur devra entretenir dans les règles de l'art et à ses frais les équipements qu'il aura déployés dans le cadre de la présente.

La Ville assure la maintenance de ses liaisons, notamment afin de permettre à l'opérateur d'assurer la continuité des services fournis à ses propres clients. En cas d'intervention programmée de la Ville pour assurer la maintenance préventive ou l'exploitation de ses liaisons, elle devra en informer préalablement l'opérateur quarante cinq (45) jours ouvrés avant la date d'intervention, afin que les parties définissent en commun les conditions et mesures conservatoires à prendre dans le cadre de cette intervention. De même, si l'opérateur constate un défaut affectant ses liaisons, il en informera la Ville sans délai.

7.3 : MAINTENANCE CORRECTIVE / DISPONIBILITE DES LIAISONS

Les préposés ou prestataires de l'opérateur devront se conformer strictement à l'occasion de toute intervention au règlement de voirie de la Ville et aux règles d'hygiène et de sécurité

en vigueur. Pour la maintenance de ses équipements, l'opérateur n'aura pas libre accès aux points de livraison des liaisons mises à disposition par la Ville tels que définis en annexe n°1.

Toutefois, en cas d'urgence justifiée par la nécessité de rétablir les services de télécommunications, l'opérateur pourra intervenir sur ses équipements et son câble à fibre optique sur un des points de livraison sans délai en tenant informés par fax et avant l'intervention:

- le prestataire de maintenance du réseau Ville, dont les coordonnées seront communiquées à l'opérateur après la mise à disposition des fibres optiques
- les services techniques de la Ville.

7.3.1. Mode d'alerte

La Ville fournit une assistance téléphonique et un service d'intervention sur site par l'intermédiaire de son prestataire de maintenance afin de remédier à une anomalie ou à un dysfonctionnement sur les fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.

Le traitement de l'appel se fera en deux étapes : assistance téléphonique, puis intervention sur site si nécessaire.

A la détection d'une anomalie ou d'un dysfonctionnement sur la liaison, l'opérateur appelle le prestataire de maintenance du réseau Ville et avertit la Ville par télécopie.

L'opérateur devra analyser préalablement l'origine potentielle du défaut et n'appeler le prestataire de maintenance du réseau Ville qu'une fois qu'il s'est assuré que le problème ne provient pas de ses propres équipements.

L'opérateur confirme son appel par l'envoi en télécopie d'une fiche d'anomalie valant demande d'intervention.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville accuse réception de celle-ci dans les 30 minutes et vérifie qu'il possède toutes les informations pour rétablir le bon fonctionnement.

La période de dysfonctionnement sera déterminée à partir de la réception de ladite télécopie comportant toutes les informations sur la liaison, correspondant aussi au point de départ des délais énoncés ci-après, l'accusé de réception de la télécopie faisant foi.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville intervient suivant les indications mentionnées dans la fiche d'anomalie et fournira les informations à l'opérateur sur l'état d'avancement du diagnostic et de la remise en état de la liaison. L'opérateur donnera toute information en sa possession nécessaire au prestataire de la maintenance du réseau Ville, ou de ses commettants, chargé de la suppression de la défaillance. L'intervention fera l'objet d'un rapport adressé par la Ville à l'opérateur indiquant l'heure du début du dysfonctionnement et l'heure de rétablissement de la liaison.

Les coordonnées de la Ville sont les suivantes :

N° de téléphone : 04 67 34 71 17/ 04 67 34 70 33

N° de télécopie : 04 67 34 59 09

Les coordonnées du prestataire seront communiquées à l'opérateur après la mise à disposition des fibres optiques, celles-ci seront mises à jour par la Ville dès que nécessaire.

Les demandes d'intervention de l'opérateur seront recevables 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

La Ville assurera à ses frais le diagnostic et la réparation de la liaison en cas de dysfonctionnement, sauf si celui-ci est dû à l'opérateur. Dans ce cas, ce dernier remboursera à la Ville les dépenses qu'elle aura engagées, dûment justifiées.

7.3.2 Délais de rétablissement

En cas de dysfonctionnement affectant une liaison, la Ville ou ses commettants s'efforceront de rétablir les spécifications de ladite liaison sans frais supplémentaires pour l'opérateur dans le délai énoncé ci-dessous.

En cas de dysfonctionnement d'une liaison (24 h/24, 7 jours sur 7) :

- le délai maximum d'intervention de la Ville est de : quatre (4) heures.
- le délai maximum de rétablissement provisoire d'une liaison est de douze (12) heures.
- le délai maximum de rétablissement définitif d'une liaison est de trois (3) jours.

Les délais avant le rétablissement de la liaison sont calculés dans les conditions fixées par l'article 7.3.1 ci-avant.

Les conditions de disponibilité annuelle d'une liaison sont les suivantes :

- une liaison ne pourra être affectée par plus de trois (3) dysfonctionnements par an
- le temps de dysfonctionnement cumulé maximum d'une liaison sur une année est de trente six (36) heures ;

7.3.3 Crédit de redevance :

L'opérateur bénéficiera d'un crédit de redevance correspondant à :

- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 9.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal de rétablissement provisoire de 12 heures ;
- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 9.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal annuel de dysfonctionnement de 36 heures ;
- 5% du montant de la redevance annuelle par dysfonctionnement dès le 4^{ème} dysfonctionnement d'une liaison pour une même année.

Le crédit de redevance sera automatiquement déduit par la Ville lors du calcul du montant du titre annuel de recette émis par la trésorerie principale municipale en application des dispositions de l'article 9.2 ci-après.

L'application du crédit de redevance n'emporte en aucun cas pour l'opérateur renonciation à invoquer la résiliation de la présente convention dans les conditions définies à l'article 14.2.2 ci-après, l'opérateur se réservant le droit de faire valoir cette résiliation à tout moment et nonobstant l'application ou le paiement du crédit de redevance.

ARTICLE 8 - MODIFICATION DES LIAISONS

L'opérateur devra à la demande de la Ville, dans l'intérêt du domaine public occupé ou dans l'intérêt général, subir les déplacements ou les modifications requises des liaisons.

La Ville devra aviser l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins quarante cinq (45) jours ouvrés à l'avance, de la nécessité de ce déplacement et/ou de ces modifications.

Dans l'hypothèse où les travaux correspondants sur une ou plusieurs fibres optiques mises à disposition de l'opérateur entraîneraient l'interruption de cette mise à disposition les

parties se rapprocheront afin de définir toute mesure provisoire permettant d'assurer la continuité des services fournis par l'opérateur.

Dans cette hypothèse, les parties se concerteraient pour trouver une possibilité de basculer les liaisons concernées vers d'autres infrastructures optiques disponibles. A défaut d'accord, l'opérateur pourra résilier tout ou partie de la présente convention dans les conditions définies à l'article 14.2.1 ci-après, sans application du préavis de trois (3) mois.

ARTICLE 9 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

9.1: FRAIS D'ACCES

Le montant des frais d'accès au service est fixé à 1 200 euros nets toutes charges comprises; son règlement s'effectuera en une seule fois sur présentation d'un titre de recette émis après la mise à disposition des fibres optiques.

9.2: REDEVANCE DE MISE A DISPOSITION

9.2.1 Montant de la redevance

L'opérateur versera à la Ville, et par virement bancaire, une indemnité annuelle d'occupation.

Le montant annuel de cette redevance s'élève à 2 € nets /mètre linéaire et par paire de fibres optiques (deux euros nets toutes charges comprises par mètre linéaire et par paire de fibres optiques) base juin 2002.

Il est calculé comme suit :

$$R = 2 \text{ € } \times d \times n$$

d = longueur de la liaison en mètres linéaires.

n = nombre de paires de fibres optiques mises à disposition.

Les valeurs d et n seront celles fixées dans le procès-verbal de réception des équipements mis à disposition.

9.2.2 Paiement de la redevance

Sur présentation par la Ville d'un titre de recette, portant la référence comptable "convention de mise à disposition de fibres optiques par la Ville de Montpellier à Hérault Télécom – liaison ABX", qui sera adressé à :

HÉRAULT TELECOM
30 avenue Edouard Belin
92500 RUEIL-MALMAISON

Le premier étant accompagné d'un relevé d'identité bancaire.

Le paiement sera effectué le 30 juin de chaque année sur présentation au moins soixante jours avant du titre de recette correspondant de l'année en cours, le premier d'entre eux sera facturé dès la date de mise à disposition telle que définie à l'article 6.4.1.

Pour la première et la dernière échéance, la redevance sera calculée au prorata temporis de la mise à disposition effective des fibres optiques, étant entendu que la première facturation sera calculée à compter de la date de mise à disposition et jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

9.2.3 Variation de la redevance

L'indemnité ci-dessus évolue au 1^{er} janvier de chaque année par application de la formule suivante :

$P = P_o (0,6 \frac{S}{SO} + 0,4 \frac{PsdT}{PsdTO})$ dans laquelle :

- **P** est le prix actualisé;
- **P_o** le prix de référence (valeur juin 2002);
- **S** est la dernière valeur connue au 1^{er} janvier de l'année considérée de l'indice général des salaires dans les industries mécaniques et électriques ICHTTS1
- **SO** est la valeur du même indice du mois de février 2002 soit 116,5;
- **PsdT** est la dernière valeur considérée de l'indice « produits et services du secteur industrie du téléphone »,
- **PsdTO** est la valeur du même indice du mois de février 2002 soit 121,8.

ARTICLE 10 - RESPONSABILITE - ASSURANCES

L'opérateur est responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, des dommages ou dégâts matériels ainsi que de toutes les conséquences dommageables qui pourraient résulter de l'implantation ou de l'exploitation de ses équipements aux points de livraison.

Il lui appartiendra de conclure les assurances nécessaires et de communiquer à la Ville les attestations relatives aux contrats d'assurance qu'il aura souscrits.

L'opérateur devra justifier annuellement de ces attestations à la première demande de la Ville.

L'opérateur fera son affaire de tous les recours intentés contre la Ville par des tiers, ainsi que des réclamations auxquelles pourraient donner lieu ses équipements ou son activité, de façon à ce que la Ville ne puisse pas être inquiétée ou recherchée à ce sujet.

La responsabilité de la Ville pourra être engagée en cas de préjudices causés à l'opérateur du fait du non respect de ses propres obligations au titre de la présente convention, à l'exclusion des cas de force majeure répondant aux conditions définies par la jurisprudence des tribunaux français.

ARTICLE 11 - CONTROLE DE LA VILLE

L'opérateur a l'obligation de tenir la Ville informée des conditions d'exécution de la présente convention, de répondre aux demandes de renseignements et de fournir les documents s'y rapportant.

ARTICLE 12 - CESSION DE LA CONVENTION

L'opérateur ne pourra pas céder ou apporter tout ou partie des droits et obligations de la présente convention à un tiers sans la signature préalable d'une nouvelle convention avec la Ville.

ARTICLE 13 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature. Elle est conclue pour une durée initiale de dix ans à compter de la date de mise à disposition définie à l'article 6.4.1 ci-avant. Elle sera ensuite renouvelée par nouvelles périodes d'une (1) année après accord exprès des parties, l'opérateur informera la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois (3) mois avant chacune de ces échéances de son intention de renouvellement.

La Ville se réserve le droit de revoir le prix de la redevance tous les deux ans afin de tenir compte de l'évolution des conditions économiques. Elle signifiera son intention six mois avant l'échéance de chaque période de deux ans à l'opérateur. A défaut d'accord des parties, la Ville et l'opérateur mettront un terme à la présente convention.

ARTICLE 14 - RESILIATION

14.1 : A L'INITIATIVE DE LA VILLE

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public occupé ou à l'intérêt général ou pour des motifs tirés du non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles, sous réserve d'en informer l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois (3) mois à l'avance.

14.1.1: Dans l'intérêt général

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public concerné ou à l'intérêt général.

14.1.2: En cas d'inexécution de ses obligations au titre des présentes par l'opérateur

La Ville peut en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

14.1.3 Indemnisation de résiliation

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 14.1.1, l'opérateur n'aura droit à aucune indemnisation.

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 14.1.2 l'opérateur abandonnera à titre d'indemnité le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

14.1.4 Procédure de résiliation

La résiliation sera prononcée par la Ville. La résiliation sera notifiée à l'opérateur par lettre recommandée avec avis de réception. En cas de faute de l'opérateur, la décision de résiliation doit être précédée d'une lettre de mise en demeure visée à l'article 14.1.2 ci-avant et adressée à l'opérateur pour lui permettre de s'expliquer sur les griefs qui lui sont faits.

14.1.5 Dépose des équipements de l'OPÉRATEUR

L'opérateur est tenu de déposer ses équipements de raccordement, dans un délai d'un (1) mois à compter de la date de notification de résiliation.

14.2 : A L'INITIATIVE DE L' OPÉRATEUR

14.2.1 Sans faute de la Ville

L'opérateur peut résilier de plein droit et à tout moment la présente convention, sous réserve d'en informer la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception

Dans ce cas l'OPÉRATEUR abandonnera à titre d'indemnité le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

14.2.2 En cas d'inexécution

L'opérateur peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par la Ville de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

Cette résiliation entraînera le remboursement des redevances perçues d'avance pour la période restant à courir au-delà de la date de résiliation et ce, nonobstant la réparation de tout préjudice auquel pourrait prétendre l'opérateur du fait de ladite résiliation.

ARTICLE 15 - REGLEMENT DES LITIGES

Le tribunal administratif compétent pour toutes les actions dont la convention est l'objet, la cause ou l'occasion est celui dans le ressort duquel est situé l'ouvrage précité.

Liste des annexes :

- Annexe n°1 : Descriptif des liaisons de la Ville mises à disposition
- Annexe n°2 : Spécifications techniques des fibres optiques mises à disposition
- Annexe n°3 : Procédure de réception

Fait à Montpellier le

En cinq exemplaires originaux de 13 pages chacun.

Pour la Ville de Montpellier

Pour Madame le Maire

L'Adjoint Délégué

Pour Hérault Télécom



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A LA SOCIETE HERAULT TELECOM
RACCORDEMENT DE LA SOCIETE ABX**

ANNEXE N°1 : DESCRIPTION DES LIAISONS MISES A DISPOSITION

1° Description géographique des liaisons mises à disposition d'Hérault Télécom par la Ville :

La liaison est composée d'une paire de fibres optiques du réseau haut débit Pégase de la Ville sur une distance estimée à 500 m depuis la rue du Caducée à la rue de la Valsière.

2° Points de livraison de la liaison :

Liaison	linéaire en m
Rue du Caducée Rue de la Valsière	500

3° Date de mise à disposition des liaisons :

Deux mois après la signature de la convention.





**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A LA SOCIETE HERAULT TELECOM
RACCORDEMENT DE LA SOCIETE ABX**

ANNEXE N°2 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES FIBRES OPTIQUES

SPECIFICATION TECHNIQUE

DES FIBRES G.652 / CEI 793-2 B1.1

Extraits

Les fibres doivent être conformes à la norme ITU-T G.652 et présenter les caractéristiques suivantes :

Paramètre	Valeur
Diamètre de mode à 1310 nm	$9,3 \pm 0,4 \mu\text{m}$
Diamètre de gaine optique	$125 \pm 1 \mu\text{m}$
Excentration cœur / gaine	$\leq 0,8 \mu\text{m}$
Non circularité du diamètre de mode	$\leq 6 \%$
Non circularité de la gaine optique	$\leq 1 \%$
Longueur d'onde de coupure en câble	$\leq 1250 \text{ nm}$
Dispersion chromatique à 1550nm	$\leq 18 \text{ ps/nm.km}$
Atténuation maximale à 1550nm (hors câble)	$\leq 0,25 \text{ dB/km}$
Uniformité de l'atténuation à 1310 et 1550 nm	Pas de discontinuité supérieure à 0,01 dB
Atténuation induite en cycle de température (-60 / +85°C, fibre hors câble)	$\leq 0,05 \text{ dB/km}$
PMD	$\leq 0,2 \text{ ps/km}^{1/2}$ Moyenne quadratique $\leq 0,1 \text{ ps/km}^{1/2}$
Perte additionnelle en macrocourbure (100 tours sur 60 mm de diamètre) à 1550 nm et 1620 nm	$\leq 0,1 \text{ dB}$
Test en tension (100 % des fibres testées)	Tension de test $> 100 \text{ Kpsi}$ ($= 0.69 \text{ GN/m}^2$) à 1,0 % d'allongement équivalent

Les méthodes de mesure sont celles normalisées ou reconnues par la profession.

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A LA SOCIETE HERAULT TELECOM
RACCORDEMENT DE LA SOCIETE ABX**

ANNEXE N°3 : PROCEDURE DE RECETTE OPTIQUE

CAHIER DES CHARGES
POUR LES
RECETTES OPTIQUES

(ANNEXES TECHNIQUES)

EXTRAITS

1 – INTRODUCTION ET GENERALITES

Le présent document décrit les caractéristiques techniques nécessaires à la validation de tronçons optiques. Il définit les essais optiques à effectuer et les documents à fournir lors de la recette d'un segment ou d'un tronçon.

Le segment, ou arc optique, est défini comme un ensemble de fibres pouvant relier deux équipements optoélectroniques tels que transmetteurs ou amplificateurs optiques. Un tronçon est une partie de segment.

Ce document s'applique aux recettes de raccordement de câbles, ainsi qu'aux recettes d'activation de fibres sur des câbles dont le raccordement a déjà été validé.

LE PRESTATAIRE S'ASSURERA DU RESPECT DES CONSIGNES DE SECURITE DU MILIEU DANS LEQUEL IL INTERVIENT, AINSI QUE DU RESPECT DES AUTORISATIONS D'EMPRUNT DES EMPRISES FERROVIAIRES OU APPARTENANT A D'AUTRES OPERATEURS.

POUR UNE RECETTE DE RACCORDEMENT, LE PRESTATAIRE DEVRA OBTENIR DE L'ENTREPRISE DE RACCORDEMENT, LA PRESENTATION, AU MOMENT DE LA RECETTE, DU DOSSIER TECHNIQUE DU RACCORDEMENT (UN EXEMPLAIRE PAPIER), INCLUANT LE CAHIER DE MESURE.

Cet exemplaire du dossier technique sera ensuite transmis à la Ville avec le cahier de recette.

Les appareils de mesures utilisés devront avoir fait l'objet d'un étalonnage et être munis d'un certificat et d'un étiquetage d'étalonnage en cours de validité.

2 – CONTROLES

2.1 – CONTROLES VISUELS

Le respect des conditions techniques du raccordement sera contrôlé aux deux extrémités du segment, en particulier quant au bon positionnement des câbles et des connecteurs d'extrémité, ainsi qu'à leur repérage.

Le contrôle visuel permettra également de vérifier :

- la conformité aux règles de l'art pour le positionnement et le lovage des jarretières,
- le respect des règles de repérage des têtes de câbles et des câbles,
- la conformité aux documents Ville (selon le cas : schémas de baies, plan de câblage, synoptique de liaison).

- en présence d'équipements optiques non précédemment recettés (tels que tête de câble, tiroir d'épissurage...), que le raccordement de ces équipements est fait selon les spécifications techniques du fabricant ou celles de la Ville (pour le lovage des fibres, le positionnement des manchons de soudures...).

Dans le cas de fibres non connectées, un test de continuité sera effectué, principalement dans le but de contrôler qu'il n'y a pas de croisement de fibres. Une source visible ou toute autre méthode pourront être utilisées.

Lors d'une recette de raccordement, l'inspection visuelle portera aussi sur le marquage du câble (fabricant, année de fabrication, type de fibre s'il y a lieu...).

À la requête de la Ville, le PRESTATAIRE pourra demander à l'entreprise de raccordement l'ouverture d'une ou plusieurs boîtes de jonction. Le PRESTATAIRE effectuera alors un contrôle visuel de la conformité du raccordement. L'entreprise de raccordement assurera la fermeture des boîtes de jonction, puis le contrôle de leur étanchéité.

2.2 – MESURES REFLECTOMETRIQUES

**ELLES SERONT EFFECTUEES DANS LES 2 SENS DE PROPAGATION,
AUX LONGUEURS D'ONDE DE 1310 NM ET 1550 NM.**

Leur but est de caractériser l'atténuation linéique de la fibre, l'atténuation des connecteurs et des épissures ainsi que leurs réflexions, et de contrôler l'absence de défauts atténuant et de contraintes sur la fibre.

Les paramètres d'acquisition seront choisis de façon à obtenir une résolution verticale suffisante pour que toutes les épissures soient lisibles.

Les courbes devront être exploitables jusqu'à leur extrémité éloignée, de façon à permettre la mesure de l'atténuation linéique et la détection d'inhomogénéité éventuelles sur la dernière longueur (après la dernière épissure).

L'indice de réfraction à prendre en compte pour paramétrer le réflectomètre est celui indiqué par le fabricant de la fibre, ou à défaut : 1,47 à 1550 nm et à 1310 nm.

La fiche d'un connecteur en fin de segment devra être mesurée en étant connectée à une bobine de référence, de façon à obtenir des valeurs d'atténuation et de réflexion dans chaque sens de propagation.

Par bobine de référence, on entend une bobine de fibre équipée aux extrémités avec des fiches de connecteur dites de référence, c'est à dire dont la fibre présente une très faible excentration qui est mesurée et garantie par l'entreprise assurant le montage des fibres-amorces.

La longueur de cette bobine devra être suffisante pour caractériser le connecteur, y compris s'il présente un pic de réflexion.

2.3 – MESURES PHOTOMETRIQUES

LA MESURE DE L'ATTENUATION GLOBALE DU SEGMENT SERA EFFECTUEE DANS LES DEUX SENS DE PROPAGATION, AUX LONGUEURS D'ONDE DE 1310 NM ET 1550 NM.

La procédure de mesure sera la méthode d'insertion, et utilisera deux jarretières équipées de connecteurs de référence (à faible excentration), qui seront connectées entre elles pour déterminer le niveau de référence (niveau 0 dB).

Dans le cas de connecteurs différents aux deux extrémités du segment, le niveau de référence sera pris avec un raccord hybride ou à défaut, en faisant une moyenne entre deux jeux de jarretières.

Les mesures photométriques ne seront pas réalisées sur des fibres qui ne sont pas connectorisées aux deux extrémités.

3 – PRESENTATION DES RESULTATS

3.1 – CAHIER DE RECETTE

Les résultats seront regroupés dans un cahier de recette.

Il inclura entre autres les tableaux de valeurs, le résultat du contrôle visuel, un récapitulatif des réserves éventuelles, ainsi que les traces réflectométriques à 1550 nm dans les deux sens.

Une version sera fournie sur support informatique (disquette ou cédérom) qui comprendra notamment toutes les traces réflectométriques (soit les traces dans les deux sens à 1310 nm et 1550 nm).

La première page de couverture indiquera entre autres, de façon bien visible :

- "Cahier de recette optique",
- le nom de l'opération,
- le numéro du code opération VILLE ("Code Opéra"), ainsi que le numéro de RRE RO,
- le nom de l'entreprise PRESTATAIRE.

Le cahier de recette mentionnera également s'il s'agit d'une recette d'activation de fibres ou de raccordement.

Dans ce dernier cas, le nom de l'entreprise ayant effectué le raccordement sera aussi mentionné.

De même, le type de soudeuse et le programme de soudage utilisés pour le raccordement seront reportés dans le cahier de recette, lorsque ces informations sont présentes dans le dossier technique de l'entreprise de raccordement.

Les réserves éventuellement relevées seront présentées dans un paragraphe dédié.

3.2 – CONTROLES VISUELS

Les différents points vérifiés seront indiqués, avec leur niveau de conformité et les éventuelles anomalies relevées.

Dans le cas d'une recette de raccordement, les schémas de baies et le plan de câblage VILLE, validés ou annotés, seront reproduits.
Les indications portées sur le marquage du câble seront également retranscrites.

Dans le cas d'une recette d'activation de fibre, le synoptique de liaison VILLE, validé ou annoté, sera reproduit.

Dans le cas de fibres non connectorisées, le résultat des tests de continuité sera indiqué.

3.3 – MESURES REFLECTOMETRIQUES

POUR L'UNIFORMITE DE L'ATTENUATION, IL SERA INDIQUE SI L'ATTENUATION PRESENTE OU NON DES POINTS DE DISCONTINUITE.

La valeur dans chaque sens de propagation ainsi que la valeur des deux sens moyennés seront présentés en tableaux, ceci pour :

- l'atténuation des connecteurs et des épissures, à 1310 et 1550 nm,
- le taux de réflexion des connecteurs à 1550 nm,
- l'atténuation linéique du segment hors connecteurs, à 1550 nm.

(Voir le récapitulatif au § 3.5).

Si le segment comporte des connecteurs en ligne, l'atténuation linéique à 1550 nm est à présenter pour chaque tronçon entre ces composants.

Pour les connecteurs et les épissures, un tableau présentera la différence d'atténuation entre les deux longueurs d'onde (valeur à 1310 nm moins valeur à 1550 nm).

Le tableau des épissures à 1550 nm fera apparaître la moyenne des épissures pour chaque fibre, ainsi que la moyenne générale, avec trois chiffres après la virgule.

Pour l'atténuation d'une épissure, si la valeur des deux sens moyennés est négative, elle sera comptée à zéro pour le calcul des moyennes par fibre et générale. (Elle pourra rester notée négative dans la colonne des deux sens moyennés).

Pour l'atténuation linéique, la valeur des deux sens moyennés sera donnée avec trois chiffres après la virgule.

Le type du connecteur mesuré sera rappelé en tête du tableau correspondant.

Dans le cas de fibres non connectées aux deux extrémités, les tableaux feront apparaître l'atténuation réflectométrique globale pour chaque longueur d'onde (deux sens et deux sens moyennés).

3.4 – MESURES PHOTOMETRIQUES

Les tableaux présenteront les valeurs de l'atténuation dans chaque sens de propagation, ainsi que la valeur des deux sens moyennés.

L'ATTENUATION THEORIQUE MAXIMALE, FOURNIE PAR VILLE OU CALCULEE AVEC LA FORMULE DU § 4.2, SERA RAPPELEE EN TETE DES TABLEAUX CORRESPONDANTS.

3.5 – RECAPITULATIF

Pour le cas général, les valeurs cochées suivantes sont à présenter en tableau :

	Deux sens et deux sens moyennés à 1550 nm	Deux sens et deux sens moyennés à 1310 nm	Différence des deux sens moyennés entre 1310 et 1550 nm
Épissures	X	X	X
Connecteurs	X	X	X
Réflexions	X		
Atténuation linéique	X		
Atténuation photométrique	X	X	

Pour les fibres non connectées aux deux extrémités, l'atténuation photométrique n'est pas à réaliser mais l'atténuation réflectométrique globale du segment est à présenter en tableau pour chaque longueur d'onde.

4 – SEUILS DES RESERVES

4.1 – SEUILS DES RESERVES POUR LES PARAMETRES MESURES

Les points suivants donnent lieu à des réserves :

4.1.1 – Inspection visuelle

- Toute non-conformité relevée lors des contrôles visuels.

4.1.2 - Épissures

- Atténuation à 1550 nm supérieure ou égale à : 0,20 dB
- Pic de réflexion visible sur les traces réflectométriques.

4.1.3 – Connecteurs

ON CONSIDERE QU'UN CONNECTEUR EST CONSTITUE DE DEUX FICHES, D'UN RACCORD ET DE DEUX EPISSURES, Y COMPRIS S'IL S'AGIT D'UN CONNECTEUR D'EXTREMITÉ OU D'UN CONNECTEUR DE JARRETIERE.

- Atténuation à 1550 nm supérieure ou égale aux valeurs suivantes, pour des connecteurs soudés sur fibre G.652 de chaque côté :

Connecteur	SC	FC, ST	EC	VFO
Atténuation	0,5 dB	0,6 dB	0,8 dB	1 dB

- Taux de réflexion à 1550 nm supérieur ou égal aux valeurs suivantes :

Connecteur	SC/APC	FC, ST, SC/PC	EC	VFO
Taux de réflexion	- 50 dB	- 30 dB	- 45 dB	- 30 dB

4.1.4 - Contraintes sur la fibre

Pour un connecteur ou une épissure :

- Atténuation à 1550 nm supérieure à l'atténuation à 1310 nm, de 0,10 dB ou plus.

4.1.5 - Uniformité de l'atténuation

- Discontinuité supérieure ou égale à 0,10 dB à 1550 nm.
- Pic de réflexion visible sur les traces réflectométriques.

4.1.6 - Atténuation linéique

- Pas de seuil donnant lieu à réserve.

4.1.7 - Atténuation globale

- Atténuation à 1550 nm, dans l'une ou l'autre des directions de propagation, supérieure ou égale au maximum théorique A_{Maxi} qui sera fourni par VILLE et qui peut être calculé avec la formule décrite au § 4.2.
- Pas de seuil donnant lieu à réserve pour l'atténuation à 1310 nm.

4.2 - CALCUL DE L'ATTENUATION THEORIQUE MAXIMALE D'UN SEGMENT

L'atténuation maximale d'un segment peut être exprimée par la formule suivante :

$$A_{\text{Maxi}} = (\alpha_{\text{FO}} \times L_{\text{FO}} + \alpha_{\text{ép}} \times N_{\text{ép}} + \alpha_{\text{cn}} \times N_{\text{cn}}) \times C - \alpha_{\text{rf}}$$

Dans laquelle :

- A_{Maxi} en dB est l'atténuation du segment, hors équipements optoélectroniques.
- α_{FO} en dB/km est l'atténuation linéique de la fibre câblée, sans les épissures.
- L_{FO} en km est la longueur de fibre du segment, mesurée par réflectométrie.
- $\alpha_{\text{ép}}$ en dB est l'atténuation d'une épissure.
- $N_{\text{ép}}$ est le nombre d'épissures sur le segment, sans celles des connecteurs.
- α_{cn} en dB est l'atténuation d'un connecteur, incluant ses épissures.
- N_{cn} est le nombre de connecteurs sur la liaison.
- C est un coefficient d'effet statistique.
- α_{rf} en dB est la correction du niveau de référence de la mesure photométrique.

Les valeurs numériques à 1550 nm, sont les suivantes :

4.2.1 - Atténuation de la fibre câblée α_{FO}

- 0,215 dB/km si le segment est inférieur à 20 km
- 0,205 dB/km si le segment est supérieur ou égal à 20 km
- 0,200 dB/km si le segment est supérieur ou égal à 80 km

ON CONSIDERE QUE CES VALEURS S'APPLIQUENT A DES CABLES FABRIQUES EN 2001.

En fonction de l'écart entre cette date et la date de fabrication du câble, on compte une correction de l'atténuation, en plus (vers le passé) ou en moins (vers le futur), de :

0,004 dB/km par an

4.2.2 - Atténuation des épissures $\alpha_{\text{ép}}$

0,07 dB	si leur nombre est inférieur à 10
0,05 dB	si leur nombre est supérieur ou égal à 10
0,04 dB	si leur nombre est supérieur ou égal à 20

4.2.3 - Nombre d'épissures $N_{ép}$

Les épissures des connecteurs seront comptées avec les connecteurs et ne sont donc pas prises en compte dans le nombre d'épissures.

4.2.4 - Atténuation des connecteurs α_{cn}

ON CONSIDERE QU'UN CONNECTEUR EST CONSTITUE DE DEUX FICHES, D'UN RACCORD ET EVENTUELLEMENT DE DEUX EPISSURES.

De ce point de vue, on ne fait pas de différence entre les connecteurs de jarretières et les autres.

Une distinction est faite entre les différents types de connecteurs.
Pour des connecteurs soudés sur fibre G.652 de chaque côté :

Connecteur	SC	FC, ST	EC	VFO
α_{cn}	0,5 dB	0,6 dB	0,8 dB	1 dB

Si N_{cn} est supérieur ou égal à 4 (tous types confondus), enlever 0,15 dB par connecteur.

Si N_{cn} est supérieur ou égal à 8 (tous types confondus), enlever 0,20 dB par connecteur.

4.2.5 - Nombre de connecteurs N_{cn}

ON NE PREND PAS EN COMPTE LES JARRETIERES EN TANT QUE TELLES DANS LA FORMULE. ON COMPTABILISE SIMPLEMENT LES CONNECTEURS QUI LES CONSTITUENT.

Les connexions d'extrémité sont comptées comme des connexions entières et non pas comme des demi-connexions.

4.2.7 - Coefficient d'effet statistique C

$C = 0,98$ si on a à la fois $L_{Fo} \geq 20$ km et $N_{cn} \geq 3$

$C = 1$ dans les autres cas.

4.2.8 - Correction du niveau de référence photométrique α_{rf}

Selon le type de connecteur d'extrémité, pour tenir compte du connecteur utilisé pour la prise du niveau de référence lors de la mesure photométrique (niveau 0 dB), on considère les valeurs α_{rf} suivantes :

Connect. d'extrémité	SC	FC, ST	EC	VFO
α_{rf}	0,25 dB	0,30 dB	0,45 dB	0,55 dB

En cas de connecteurs différents aux extrémités, on retiendra la plus forte valeur entre les deux connecteurs concernés si la référence a été prise avec un raccord hybride. On retiendra la moyenne des deux valeurs si la référence a été prise en faisant la moyenne entre deux jeux de jarretières.

Pour une mesure de l'atténuation au réflectomètre, (cas des fibres non connectorisées), $\alpha_H = 0$.

5 – CONFIGURATION APRES ESSAIS

La liaison optique doit être mise à disposition de l'exploitation dans la configuration suivante :

- L'ensemble des connecteurs ayant subi une manœuvre lors de la recette seront nettoyés selon les procédures en vigueur dans la profession et remis en place.
- Les éventuelles anomalies de repérage sur les étiquettes seront signalées.

ANNEXE 4

Contenu du cahier de recette

Le PRESTATAIRE s'engage à fournir à VILLE les documents suivants :

- Les schémas de baies et le plan de câblage VILLE, dans le cas d'une recette de raccordement, validés ou annotés (support papier).
 - Le synoptique de liaison VILLE, dans le cas d'une recette d'activation de fibres, validé ou annoté (support papier).
 - Les diverses informations demandées aux § 3.1 et 3.2 de l'annexe 1 (supports papier et informatique).
 - Les analyses et tableaux de synthèse des mesures réflectométriques et photométriques, tels que décrits aux § 3.3 et 3.4 de l'annexe 1, (supports papier et informatique).
 - Les traces réflectométriques, aux deux longueurs d'onde pour le support informatique et à 1550 nm pour le support papier, telles que décrites aux § 3.1 et 3.3 de l'annexe 1.
-

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2010 / 429

Séance publique du lundi 4 octobre 2010

Convoqué le 28/09/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en
mairie, Salles des Rencontres, le lundi 4 octobre 2010 à 18H00, sous la présidence de
Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS.

Absents :

Georges FRECHE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Attribution de subvention à l'association Confluences dans le cadre des actions territoriales

Au nom de la Commission, Patrick VIGNAL rapporte :

Un projet de délibération a été soumis au vote du Conseil municipal du 26 juillet 2010, une erreur matérielle sur l'imputation budgétaire à prendre en compte a été constatée, de ce fait ce projet n'a pas abouti.
En conséquence, ce projet est à nouveau soumis au vote du Conseil municipal :

La Ville de Montpellier poursuit sa politique en favorisant la mise en place d'actions territoriales sur les quartiers de la ville, engagé depuis de nombreuses années. L'objectif de ces actions est de recréer une dynamique, axée sur les domaines tels que l'éducation, l'insertion, la citoyenneté, les activités sportives et culturelles autour de la population des quartiers.

Dans ce cadre, l'association Confluences propose au travers du projet « Les Internationales de la Guitare prennent leurs quartiers » de mettre en place un certain nombre d'actions afin que ne soient pas exclus de la Culture les habitants des quartiers en difficulté.

Les opérations dans ces quartiers, réalisées en lien avec les associations ou les comités de quartiers, prendront plusieurs formes : organisation de concerts, de spectacles pour les jeunes publics, d'ateliers découvertes de la lutherie, de scènes ouvertes et d'expositions.

Dans le cadre de son soutien au développement culturel et afin de permettre la réalisation de ces actions territoriales, la Ville de Montpellier propose, compte tenu du projet portée, d'attribuer à l'association Confluences une subvention d'un montant de 4 800 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'attribuer le montant de la subvention proposé ci-dessus ;
- de prélever la somme de 4 800 € sur les crédits prévus au budget 2010 (6574/925);
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 05/10/2010

Séance publique du lundi 4 octobre 2010

Convoqué le 28/09/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 4 octobre 2010 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUPOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Amina BENOUGHIA-JAFFIOL, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS.

Absents :

Georges FRECHE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre des actions territoriales

Au nom de la Commission, Patrick VIGNAL rapporte :

La Ville de Montpellier poursuit en 2010 sa politique visant à favoriser la mise en place sur les quartiers d'actions territoriales. L'objectif de ces actions est de recréer une dynamique axée sur des domaines tels que l'éducation, l'insertion, la citoyenneté, les activités sportives et de loisirs autour de la population.

Afin de permettre la réalisation de ces actions territoriales, la Ville de Montpellier souhaite attribuer une subvention aux associations suivantes :

Association Bas les Maskes

Bas les Maskes est une association loi 1901 qui a pour but de susciter des échanges interculturels, de proposer des services et moyens favorisant les projets collectifs et citoyens dans le respect des différences et des spécificités de chacun. Dans ce cadre, cette association se propose d'intervenir sur le quartier Saint-Martin, avec la mise en place :

- d'actions spontanées en conte, dessins, musique,
- d'ateliers intergénérationnels de création d'instruments de musique traditionnels,
- d'ateliers d'expression théâtrale.

Afin d'aider cette association dans la mise en place de ces actions, la Ville propose d'attribuer à cette structure une subvention d'un montant de 1 200 €.

Montpellier Elite Taekwondo Dragons Team

Montpellier Elite Taekwondo Dragons Team mène des actions en faveur d'un public connaissant des difficultés d'intégration. Cette structure se propose de mettre en place de nombreuses actions en faveur des habitants du quartier Bagatelle et Ovalie afin de favoriser la cohésion sociale entre ces deux quartiers. L'association proposera en particulier pour les jeunes des activités et sorties sportives et pour les familles des moments de convivialité (tournoi de pétanque, barbecue géant...).

Afin d'aider cette structure à mener à bien ces projets, la Ville propose de lui octroyer une subvention de fonctionnement d'un montant de 3 800 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'attribuer aux associations les subventions indiquées ci-dessus ;
- de prélever la somme de 5 000 € sur les crédits prévus au BP 2010 (6574/925/ LC 17 698) ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 05/10/2010

Séance publique du lundi 4 octobre 2010

Convoqué le 28/09/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 4 octobre 2010 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brâhim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS.

Absents :

Georges FRECHE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

MARCHE DE MOBILIERS URBAINS PUBLICITAIRES Attribution du marché

Au nom de la Commission, Serge FLEURENCE rapporte :

Afin de disposer de mobiliers urbains esthétiques et de bonne qualité, la Ville a décidé de lancer un marché de fournitures et de services associés pour lui permettre de couvrir ses besoins en termes d'information municipale.

Le règlement de concertation de ce marché comprend la mise à disposition et la maintenance du matériel suivant :

- 300 panneaux 2 m²
- 65 panneaux 8 m²
- 20 colonnes portes affiches

et en option

- 2 dispositifs numériques 2 m²
- 2 dispositifs numériques 8 m²
- équipements de bornes wifi d'une partie de ces dispositifs

La moitié de la surface totale de ces dispositifs est réservée à la communication de la Ville.

La commission d'appel d'offres, dans sa séance du 14 septembre 2010 a décidé d'attribuer ce marché à la société Jean Claude DECAUX ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Elle a choisi de retenir la solution variante (matériel d'occasion) afin de percevoir une redevance d'exploitation commerciale plus importante, ainsi que les options dispositifs numériques 2m² et 8m².

Cette redevance ainsi que la redevance d'occupation du domaine public génèrent une recette annuelle pour la Ville de 1 028 919,08 € TTC.

En conséquence, nous vous proposons :

- d'approuver l'attribution de ce marché à la société Jean Claude DECAUX
- d'autoriser Madame le Maire ou son adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme Madame le Maire



Jérôme MANDROUX

Publiée le : 05/10/2010

Séance publique du lundi 4 octobre 2010

Convoqué le 28/09/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 4 octobre 2010 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSÉ, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS.

Absents :

Georges FRECHE, Stéphane MELLA, Martine PEITOUT.

Entretien des plans d'eau, du Lez et des ouvrages de régulation Marché à bons de commande Autorisation de signer le marché

Au nom de la Commission, Serge FLEURENCE rapporte :

La Ville de Montpellier gère l'entretien des plans d'eau et des ouvrages de régulation du Lez. Ces travaux sont effectués régulièrement tout au long de l'année.

Les marchés à bons de commande offrent une flexibilité adaptée aux nombreuses interventions.

Ce marché, conclu pour une durée de 1 an reconductible trois fois, se caractérise par un seuil minimum de 90 000 € hors taxe et un seuil maximum de 360 000 € hors taxe.

Une consultation selon une procédure adaptée en application de l'article 28 du code des marchés publics suivants les dispositions de l'article 77 du code des marchés publics concernant les marchés à bons de commande a été lancée avec les critères de jugement suivants :

Valeur technique 60%

Prix unitaires évalués au regard d'une opération type 40 %

Lors de sa séance du 14 septembre 2010, la Commission d'appel d'offres a proposé d'attribuer le marché à l'entreprise PHILIP Frères qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

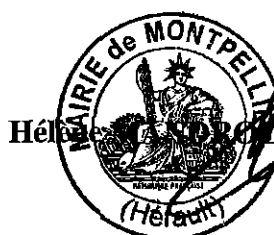
Les crédits nécessaires sont inscrits au budget général : Nature 61 523, Fonction 816, Ligne 13 391

En conséquence, nous vous proposons :

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure,
- d'autoriser Madame le maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer le marché avec l'entreprise retenue par la Commission d'appel d'offres et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Publiée le : 05/10/2010



Direction du Génie Urbain
Hydraulique urbaine

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2010 / 433

Séance publique du lundi 4 octobre 2010

Convoqué le 28/09/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 4 octobre 2010 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMBAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Amina BENOUGHA-JAFFIOL, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS.

Absents :

Georges FRECHE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Entretien des ruisseaux, des bassins de rétention et de leurs ouvrages hydrauliques

Marché à bons de commande Autorisation de signer le marché

Au nom de la Commission, Serge FLEURENCE rapporte :

La Ville entretient les ruisseaux sur leurs parties publiques, les bassins de rétention et leurs ouvrages hydrauliques.

Ces travaux sont effectués régulièrement tout au long de l'année. Les marchés à bons de commande offrent une flexibilité adaptée aux nombreuses interventions.

Ce marché, conclu pour une durée de 1 an reconductible trois fois, se caractérise par un seuil minimum de 40 000 € hors taxe et un seuil maximum de 160 000 € hors taxe.

Une consultation selon une procédure adaptée en application de l'article 28 du code des marchés publics suivants les dispositions de l'article 77 du code des marchés publics concernant les marchés à bons de commande a été lancée avec les critères de jugement suivants :

Valeur technique 60%

Prix unitaires évalués au regard d'une opération type 40 %

Lors de sa séance du 14 septembre 2010, la Commission d'appel d'offres a proposé d'attribuer le marché à l'entreprise PHILIP Frères qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget général : Nature 61 523, Fonction 816, Ligne 13 391


En conséquence, nous vous proposons :

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure,
- d'autoriser Madame le maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer le marché avec l'entreprise retenue par la Commission d'appel d'offres et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Publiée le : 05/10/2010

Pour extrait conforme, Madame le Maire

The image shows an official circular stamp of the 'MAIRIE DE MONTEUIL' (Municipality of Montreuil). The stamp features a central emblem with a figure and a star. Overlaid on the stamp is a large, stylized handwritten signature in black ink. Below the stamp, the name 'Hélène MANDROUX' is printed in a bold, sans-serif font.

Séance publique du lundi 4 octobre 2010

Convoqué le 28/09/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 4 octobre 2010 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZBACH, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMBEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS.

Absents :

Georges FRECHE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Modernisation du système d'alerte de crue Rectification de la délibération n°2009/632

Au nom de la Commission, Serge FLEURENCE rapporte :

La Ville de Montpellier assure la prévention du risque pluvial à partir d'un système d'alerte hydrométéorologique.

Ce système a été mis en place en 1999 et son état vieillissant peut induire un niveau de sécurité insuffisant pour son fonctionnement en période de crise.

Le Maire devant assurer la sécurité de la population par rapport au risque inondation, il a été proposé de moderniser ce système d'alerte hydrométéorologique.

Le projet comprend 3 axes d'amélioration :

- Le développement de l'instrumentation,
- La sécurisation des communications,
- L'amélioration de la supervision, avec notamment un accès depuis l'extérieur par connexion internet.

Le coût du projet est estimé à 525 000 € HT.

Après une consultation approfondie des partenaires, le montant des subventions attendues pourrait être de l'ordre de 90%, avec la répartition suivante :

- FEDER : 50%
- Conseil régional : 20%
- Etat : 20%

Ce projet a été approuvé par délibération du Conseil municipal (n° 2009 / 632), datée du 14 décembre 2009.

Le fait de solliciter ces subventions auprès des partenaires proposés a également été approuvé par délibération du Conseil municipal (n° 2010/181), datée du 3 mai 2010.

La délibération n° 2009/632 du 14 Décembre 2009 prévoit de réaliser le marché de conception-réalisation dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres restreint européen. Or, compte-tenu du montant des travaux et de la complexité du projet (nombre de prestataires impliqués), il est proposé de réaliser celui-ci par le biais d'un marché de conception-réalisation, dans le cadre d'une procédure adaptée, en application de l'article 69-III du

code des marchés publics. Les membres du jury ont été élus au sein du Conseil municipal (représentation proportionnelle au plus fort reste)

A l'issue de la procédure, les travaux s'étaleront entre janvier 2011 et juin 2013.

En conséquence, nous vous proposons :

- d'approuver la procédure du projet, à savoir un marché de conception-réalisation lancé dans le cadre d'une procédure adaptée,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire

Le Conseil adopte.



Bonne nuit conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 05/10/2010

Séance publique du lundi 4 octobre 2010

Convoqué le 28/09/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 4 octobre 2010 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAQUI, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS.

Absents :

Georges FRECHE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Attribution d'une subvention pour l'association TELA BOTANICA

Au nom de la Commission, Serge FLEURENCE rapporte :

Le plan Biodiversité 2010 / 2014 adopté par le Conseil Municipal dans sa séance du 08/02/2010 comporte dans son chapitre "observer et connaître" des actions relatives à l'implication des habitants dans la connaissance de la Biodiversité à Montpellier. Ces actions prévoient de s'appuyer sur des initiatives d'associations allant dans ce sens pour offrir aux citoyens la possibilité d'accéder à ce type de savoir.

C'est donc dans ce cadre que l'association TELA BOTANICA sollicite l'aide financière de la Ville pour un montant de 2 200 € afin d'organiser une formation grand public à la botanique et à la reconnaissance des plantes.

L'association TELA BOTANICA développe des projets autour de la botanique, en collaboration directe avec des chercheurs, des professionnels et le grand public. Elle participe aux progrès de la botanique et aux sciences qui s'y rattachent, en créant des réseaux de communication et d'échanges entre les personnes physiques et morales.

L'initiative de cette association qui comporte à la fois un niveau d'initiation puis de perfectionnement s'inscrit parfaitement dans le plan biodiversité.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal

- d'attribuer une subvention d'un montant de 2 200 € qui sera prélevée sur le budget 2010 chapitre 928 nature 6574 ligne de crédit 2375 ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Publiée le : 05/10/2010

Séance publique du lundi 4 octobre 2010

Convoqué le 28/09/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 4 octobre 2010 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMBAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS.

Absents :

Georges FRECHE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Réalisation de serrureries dans divers espaces verts de la Ville. Autorisation de signer les marchés

Au nom de la Commission, Serge FLEURENCE rapporte :

Le présent dossier a pour objet l'appel d'offres pour la réalisation de serrureries dans divers espaces verts de la Ville. Il est établi pour l'année 2010 renouvelable deux fois maximum par expresse reconduction.

1/ PRESENTATION DU MARCHE

Il s'agit d'un marché à bons de commande :

		Montant minimum	Montant maximum
Lot n°1	Hôpitaux Facultés Mosson Cévennes	40 000 € HT	250 000 € HT
Lot n°2	Croix d'Argent Près d'Arènes Port Marianne	40 000 € HT	250 000 € HT
Lot n°3	Montpellier Centre	40 000 € HT	250 000 € HT

2/ FINANCEMENT AU BUDGET PRIMITIF

(service des Espaces Verts et Parc zoologique) sur l'imputation budgétaire suivante :

Fonction	Nature	Numéro de ligne
908231	2312	14714
908231	61521	16212
908232	2312	14684

3/ RAPPEL DE LA PROCEDURE

La date limite des offres a été fixée au 28 mai 2010.

L'ouverture des plis a eu lieu le 1^{er} juin 2010.

Après l'analyse du mémoire technique et l'analyse financière des offres, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 15 juin 2010 a retenu les candidats suivants :

- Lot 1 Hôpitaux Facultés Mosson Cévennes : entreprise ACS PROTECT
- Lot 2 Croix d'Argent Près d'Arènes Port Marianne : entreprise ACS PROTECT

→ Lot 3 Montpellier Centre :
→

entreprise ACS PROTECT

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire et notamment les marchés avec l'entreprise adjudicataire de chaque lot.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 05/10/2010

Direction des Ressources
Humaines
Gestion Prévisionnelle des
Postes et des Emplois

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2010 / 437

Séance publique du lundi 4 octobre 2010

Convoqué le 28/09/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 4 octobre 2010 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Amina BENOUGHARHA-JAFFIOL, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS.

Absents :

Georges FRECHE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

MODIFICATION DU TABLEAU DE L'EFFECTIF

Au nom de la Commission, Serge FLEURENCE rapporte :

I – SUPPRESSIONS DE POSTES :

Filière administrative :

Administrateur hors classe : suppression de 2 postes suite au départ de deux agents

Filière sécurité :

Directeur de PM : suppression du poste car le recrutement va s'effectuer sur un autre cadre d'emploi de la filière administrative

II – CREATIONS DE POSTE :

Filière administrative :

Attaché principal : création d'un poste pour le recrutement d'un Directeur de la réglementation et de la Tranquillité Publique

Adjoint administratif 1^{ère} classe : création d'un poste pour le reclassement d'un agent au Service de la Surveillance de la Voie Publique et Environnement Urbain et anciennement gardien de PM.

Adjoint administratif 2^{ème} classe : création de 3 postes pour assurer les réintégrations d'agents titulaires suite à disponibilité ou congé parental.

Filière Technique :

Ingénieur : création d'un poste afin d'assurer la responsabilité technique du futur Hôtel de Ville

III - AUTORISATION DE RECRUTEMENT D'UN AGENT NON TITULAIRE SUR UN POSTE VACANT :

Mission Cohésion sociale :

Un poste sur le cadre d'emplois des Attachés territoriaux est vacant à la Mission Cohésion sociale, en tant que Directeur de la Mission Cohésion sociale. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux, justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans le domaine social.

Niveau de rémunération : IB 379 à 985

Service Multi média :

Un poste sur le cadre d'emplois des Attachés territoriaux est vacant au Service Multimédia à la Direction de la Communication en qualité de Responsable de Service Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux, justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans le domaine de la communication.

Niveau de rémunération : IB 379 à 985

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

d'acter les modifications apportées au tableau de l'effectif.

Le Conseil adopte.



Par extrait conforme, Madame le Maire
Helène MANDROUX

Publiée le : 05/10/2010

GRADE OU EMPLOI	CAT	EFFECTIF BUDGETAIRE CM DU 26/07/2010	DONT NON-COMPLET	NOMBRE DE SUPPRESSIONS PARAGRAPHE I	CREATION DE POSTES SUITE A L'EVOLUTION DE L'ORGANISATION PARAGRAPHE II	NOUVEAU SOLDE EFFECTIF BUDGETAIRE	DONT TPS NON- COMPLET	TOTAL POURVU AU 01/09/10	DONT TPS NON- COMPLET
FILIERE ADMINISTRATIVE									
EMPLOI FONCTIONNEL DE DGS	A	1		0	0	1		1	
EMPLOI FONCTIONNEL DE DGAS	A	5		0	0	5		4	
ADMINISTRATEUR HORS CLASSE	A	3		-2	0	1		1	
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	A	0		0	0	0		0	
CE ADMINISTRATEURS	A	9	0	-2	0	7	0	5	0
DIRECTEUR TERRITORIAL	A	6		0	0	6		6	
ATTACHE PRINCIPAL	A	20		0	1	21		19	
ATTACHE	A	63		0	0	63		61	
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	A	1		0	0	1		0	
CE ATTACHES	A	90	0	0	1	91	0	86	0
REDACTEUR CHEF	B	33		0	0	33		33	
REDACTEUR PRINCIPAL	B	25		0	0	25		25	
REDACTEUR	B	42		0	0	42		38	
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	B	0		0	0	0		0	
CE REDACTEURS	B	100	0	0	0	100	0	96	0
ADJOINT ADMIN PRINC 1ERE CLASSE	C	23		0	0	23		23	
ADJOINT ADMIN PRINC 2EME CLASSE	C	33		0	0	33		32	
ADJOINT ADMINISTRATIF 1ERE CLASSE	C	102		0	1	103		102	
ADJOINT ADMINISTRATIF 2EME CLASSE	C	342		0	3	345		342	
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	C	0		0	0	0		0	
CE ADJOINTS ADMINISTRATIFS	C	500	0	0	4	504	0	499	0
SOUS-TOTAL FILIERE ADMINISTRATIVE		699	0	-2	5	702	0	686	0
ANIMATEUR CHEF	B	2		0	0	2		2	
ANIMATEUR PRINCIPAL	B	1		0	0	1		1	
ANIMATEUR	B	7		0	0	7		7	
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	B	0		0	0	0		0	
CE ANIMATEURS	B	10	0	0	0	10	0	10	0
ADJOINT D'ANIMATION PRINCIPAL 1ERE CLASSE	C	0		0	0	0		0	
ADJOINT D'ANIMATION PRINCIPAL 2EME CLASSE	C	2		0	0	2		2	
ADJOINT D'ANIMATION 1ERE CLASSE	C	7		0	0	7		7	
ADJOINT D'ANIMATION 2EME CLASSE	C	68		0	0	68		70	
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	C	0		0	0	0		0	
CE ADJOINTS D'ANIMATION	C	77	0	0	0	77	0	79	0
FILIERE CULTURELLE						67			
CONSERVATEUR DU PATRIMOINE CHEF	A	0		0	0	0		0	
CONSERVATEUR DU PATRIMOINE	A	1		0	0	1		1	
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	A	0		0	0	0		0	
CE CONSERVATEURS	A	1	0	0	0	1	0	1	0
ATTACHE CONSERVATION	A	1		0	0	1		1	
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	A	0		0	0	0		0	
CE ATTACHES CONSERVATION	A	1	0	0	0	1	0	1	0
ASSISTANT QUALIFIE DE CONSERVATION 2ECL	B	2		0	0	2		2	
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	B	0		0	0	0		0	
CE ASSISTANTS QUALIFIES CONSERVATION	B	2	0	0	0	2	0	2	0
ASSISTANT DE CONSERVATION 1E CL	B	1		0	0	1		1	
ASSISTANT DE CONSERVATION 2ECL	B	0		0	0	0		0	
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	B	0		0	0	0		0	
CE ASSISTANTS CONSERVATION	B	1	0	0	0	1	0	1	0
ADJOINT DU PATRIMOINE PRINCIPAL 1E CL	C	0		0	0	0		0	
ADJOINT DU PATRIMOINE PRINCIPAL 2EME CL	C	0		0	0	0		0	
ADJOINT DU PATRIMOINE 1ERE CLASSE	C	0		0	0	0		0	
ADJOINT DU PATRIMOINE 2EME CLASSE	C	4		0	0	4		3	
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	C	0		0	0	0		0	
CE ADJOINT DU PATRIMOINE	C	4	0	0	0	4	0	3	0
SOUS-TOTAL FILIERE CULTURELLE		9	0	0	0	9	0	8	0
FILIERE MEDICO-SOCIALE									
VETERINAIRE CLASSE EXCEPTIONNELLE	A	1		0	0	1		1	
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	A	0		0	0	0		0	
CE VETERINAIRES	A	1	0	0	0	1	0	1	0
PSYCHOLOGUE DE CLASSE NORMALE	A	3		0	0	3		3	
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	A	0		0	0	0		0	
CE PSYCHOLOGUES	A	3	0	0	0	3	0	3	0
MEDECIN HORS CLASSE	A	1		0	0	1		1	
MEDECIN ICL	A	1		0	0	1		1	
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	A	0		0	0	0		0	
CE MEDECINS	A	2	0	0	0	2	0	2	0
REEDUCATEUR CADRE SANTE	A	0		0	0	0		0	
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	A	0		0	0	0		0	
CE REEDUCATEUR CADRE SANTE	A	0	0	0	0	0	0	0	0
PUERICULTRICE CADRE SANTE SUP	A	2		0	0	2		2	
PUERICULTRICE CADRE SANTE	A	13		0	0	13		13	
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	A	1		0	0	1		0	
CE PUERICULTRICES CADRE SANTE	A	16	0	0	0	16	0	15	0
PUERICULTRICE CLASSE SUPERIEURE	A	11		0	0	11		8	
PUERICULTRICE CLASSE NORMALE	A	22		0	0	22		20	
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	A	0		0	0	0		0	
CE PUERICULTRICES	A	33	0	0	0	33	0	28	0
INFIRMIERE CLASSE NORMALE	B	3		0	0	3		3	
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	B	2		0	0	2		0	
CE INFIRMIERS	B	6	0	0	0	6	0	3	0
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF PPAL	B	7		0	0	7		7	
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	B	2		0	0	2		1	
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	B	0		0	0	0		0	
CE ASSISTANTS SOCIO-EDUCATIFS	B	9	0	0	0	9	0	8	0
EDUCATEUR CHEF JEUNES ENF	B	8		0	0	8		8	
EDUCATEUR PRINCIPAL 1 ENFIS	B	5		0	0	5		5	
EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS	B	40		0	0	40		40	
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	B	0		0	0	0		0	
CE EDUCATEURS JEUNES ENFANTS	B	53	0	0	0	53	0	53	0
MONITEUR-EDUCATEUR	B	1		0	0	1		1	
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	B	0		0	0	0		0	
CE MONITEURS EDUCATEURS	B	1	0	0	0	1	0	1	0
REEDUCATEUR CLASSE SUP	B	0		0	0	0		0	

GRADE OU EMPLOI	CAT	EFFECTIF BUDGETAIRE CM DU 26/07/2010	DONT NON-COMPLET	NOMBRE DE SUPPRESSIONS PARAGRAPHE I	CREATION DE POSTES SUITE A L'EVOLUTION DE L'ORGANISATION PARAGRAPHE II	NOUVEAU SOLDE EFFECTIF BUDGETAIRE	DONT TPS NON- COMPLET	TOTAL POURVU AU 01/09/10	DONT TPS NON- COMPLET
REEDUCATEUR CLASSE NORMALE	B	1		0	0	1		1	
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	B	0		0	0	0		0	
CE REEDUCATEURS	B	1	0	0	0	1	0	1	0
AUXILIAIRE DE PUERICULTURE PRINCIPAL 1ERE CL.	C	13		0	0	13		13	
AUXILIAIRE DE PUERICULTURE PRINCIPAL 2EME CL.	C	39		0	0	39		39	
AUXILIAIRE DE PUERICULTURE 1ERE CLASSE	C	228		0	0	228		223	
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	C	0		0	0	0		0	
CE AUXILIAIRES DE PUERICULTURE	C	280	0	0	0	280	0	275	0
AGENT SPECIAL ECOLE MAT PRINCIPAL 1ERE CL.	C	0		0	0	0		0	
AGENT SPECIAL ECOLE MAT PRINCIPAL 2EME CL.	C	22		0	0	22		21	
AGENT SPECIAL ECOLE MAT 1 CL.	C	329		0	0	329		328	
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	C	0		0	0	0		0	
CE AGENTS SPEC. ECOLES MATERNELLES	C	351	0	0	0	351	0	349	0
SOUS-TOTAL FILIERE MEDICO-SOCIALE		756	0	0	0	756	0	739	0
FILIERE SECURITE									
DIRECTEUR DE POLICE MUNICIPALE	A	1		-1		0			
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	A	0		0		0			
CE DIRECTEUR DE PM	A	1	0	-1	0	0	0	0	0
CHEF SERVICE PM CL EXC.	B	0	0		0	0		0	
CHEF SERVICE PM CL SUP.	B	2	0		0	2		2	
CHEF SERVICE PM CL NORM.	B	0	0		0	0		0	
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	B	0		0	0	0		0	
CE CHEF DE SERVICE DE PM	B	2	0	0	0	2	0	2	0
CHEF DE POLICE MUNICIPALE	C	0		0	0	0		0	
BRIGADIER CHEF PRINCIPAL	C	39		0	0	39		39	
BRIGADIER	C	32		0	0	32		32	
GARDIEN DE POLICE MUNICIPALE	C	58		0	0	58		52	
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	C	0		0	0	0		0	
CE AGENTS DE PM	C	129	0	0	0	129	0	123	0
SOUS-TOTAL FILIERE SECURITE		132	0	0	0	131	0	126	0
FILIERE SPORTIVE									
CONSEIL TERR APS PRINCIPAL 2EME CLASSE	A	1	0		0	1		1	
CONSEIL TERR APS	A	2	0		0	2		2	
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	A	0		0	0	0		0	
CE CONSEILLERS APS	A	3	0	0	0	3	0	3	0
EDUCATEUR APS H CL.	B	8	0		0	8		8	
EDUCATEUR APS 1ERE CLASSE	B	3	0		0	3		3	
EDUCATEUR APS 2EME CLASSE	B	6	0		0	6		6	
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	B	0		0	0	0		0	
CE EDUCATEURS APS	B	17	0	0	0	17	0	17	0
OPERATEUR A P S PRINCIPAL	C	0		0	0	0		0	
OPERATEUR A P S QUALIFIE	C	1		0	0	1		1	
OPERATEUR A P S	C	1		0	0	1		1	
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	C	0		0	0	0		0	
CE OPERATEURS APS	C	2	0	0	0	2	0	2	0
SOUS-TOTAL FILIERE SPORTIVE		22	0	0	0	22	0	22	0
EMPLOI FONCTIONNEL DE DGST	A	1		0	0	1		1	
INGENIEUR EN CHEF CL EXCEPT.	A	6		0	0	6		6	
INGENIEUR EN CHEF CL NORM.	A	11		0	0	11		11	
INGENIEUR PRINCIPAL	A	34		0	0	34		33	
INGENIEUR	A	41		0	0	41		38	
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	A	0		0	1	1		0	
CE INGENIEURS	A	93	0	0	1	94	0	89	0
TECHNICIEN SUPERIEUR CHEF	B	40		0	0	40		40	
TECHNICIEN SUPERIEUR PRINCIPAL	B	19		0	0	19		19	
TECHNICIEN SUPERIEUR	B	62		0	0	62		62	
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	B	2		0	0	2		0	
CE TECHNICIENS SUP	B	123	0	0	0	123	0	121	0
CONTROLEUR CHEF	B	6		0	0	6		6	
CONTROLEUR PPAL	B	10		0	0	10		10	
CONTROLEUR DE TRAVAUX	B	13		0	0	13		9	
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	B	0		0	0	0		0	
CE CONTROLEURS TRAVAUX	B	29	0	0	0	29	0	25	0
AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL	C	34		0	0	34		34	
AGENT DE MAITRISE	C	97		0	0	97		91	
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	C	0		0	0	0		0	
CE AGENTS DE MAITRISE	C	131	0	0	0	131	0	125	0
ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 1ER CLASSE	C	69		0	0	69		67	
ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 2EME CLASSE	C	151		0	0	151		152	
ADJOINT TECHNIQUE 1ERE CLASSE	C	246		0	0	246		245	
ADJOINT TECHNIQUE 2EME CLASSE	C	1073	7	0	0	1073	7	1050	7
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	C	0		0	0	0		0	
CE ADJOINTS TECHNIQUES	C	1539	7	0	0	1539	7	1514	7
COLLABORATEURS DE CABINET						1916			
COLLABORATEURS DE CABINET		7	0	0	0	7		7	
SOUS-TOTAL COLLAB. CABINET		7	0	0	0	7		7	
TOTAL		3627	7	-3	6	3630	7	3550	7

Séance publique du lundi 4 octobre 2010

Convoqué le 28/09/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 4 octobre 2010 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS.

Absents :

Georges FRECHE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

ENJOY - Rapport des administrateurs - Exercice 2009

Au nom de la Commission, Max LEVITA rapporte :

Fanny DOMBRE-COSTE,
Michel ASLANIAN,

Administrateurs représentant la Ville au Conseil d'Administration de ENJOY, présentent au Conseil Municipal au titre du mandat que leur a confié la Ville au sein du Conseil d'Administration de la société, le rapport établi pour l'exercice 2009 conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

1) Statuts et composition de la Société

Le capital social s'élève à 30 047 094 €. Une augmentation du capital a été effectuée à hauteur de 16 296 740 € en 2009 (conseil d'administration du 6 février 2009 : 99 980 actions émises à 163 €).

Ce capital social est réparti entre deux groupes d'actionnaires :

- Les collectivités locales
- Les actionnaires privés

La Ville de Montpellier détient 11.39 % du capital social. Sa participation au capital s'élève 3 423 326 € représentant 21 002 actions.

	Actionnaires	%
Publics	Communauté d'Agglomération de Montpellier	43,61%
	Région Languedoc-Roussillon	27,22%
	Ville de Montpellier	11,39%
	Département de l'Hérault	1,41%
	Ville de Pérols	0,00%
Privés	Caisse des Dépôts et Consignations	3,41%
	Caisse d'Epargne du Languedoc Roussillon	3,07%
	Crédit Mutuel Méditerranéen	2,61%
	Comité de la foire	2,52%
	SERM	2,05%
	Chambre de commerce et de l'industrie de Montpellier	1,25%
	SAS Financière de participation Banque Populaire du SUD	0,71%
	SAS La citadelle	0,43%
	SAS Odysséum	0,23%
	Chambre d'Agriculture de l'Hérault	0,03%
	Chambre des métiers de l'Hérault	0,01%
	UMIH 34	0,01%
	Les chevaliers du Cep	0,01%
	Autres privés	0,03%

Nombre de réunions du Conseil d'administration : 4

L'assemblée générale a eu lieu le 30 juin 2009.

2) Activités

La Délégation de Service Public pour l'exploitation du Corum et du Zénith Sud est entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2009.

Les activités réalisées en 2009 se répartissent sur les trois sites ainsi :

- Le Corum : 148 manifestations économiques et 133 spectacles
- Le Parc Expo : 75 manifestations économiques et 3 spectacles
- Le Zénith : 13 manifestations économiques et 78 spectacles

Par catégories, on peut également les répartir ainsi :

- Congrès, Conventions : 106 manifestations
- Foires, Salons : 28 manifestations
- Autres meetings et événements sportifs : 102 manifestations
- Spectacles, Concerts : 214 manifestations

Cela représente un total de 450 manifestations (451 en 2008), 1 172 776 participants (1 065 076 en 2008) et 1 352 187 journées participants (1 531 649 en 2008).

Personnel

Le nombre moyen de salariés en 2009 est identique à 2008 soit 107 salariés .

Le montant de la masse salariale pour 2009 (114 salariés) s'élève à 4 232 K€ soit + 6.2 % par rapport à 2008. 114 salariés sont présents dans les effectifs de l'entreprise en 2009 dont 7 contrats à durée déterminée et 1 mandataire social.

3) Comptes annuels

a) Compte de résultat

• Résultat d'exploitation

Le total des produits d'exploitation diminue de - 11% par rapport à 2008 pour atteindre 20 762 K€ en 2009 : baisse de -12% du chiffre d'affaire 2009 (20 252 K€ contre 22 990 K€ en 2008) et ce malgré une augmentation des subventions d'exploitation de + 51 K€.

Le total des charges d'exploitation diminue également de -11% par rapport à 2008 s'élevant à 20 419 K€.

Le résultat d'exploitation 2009 s'élève à 343 K€ contre 425 K€ en 2008 soit une diminution de 19%.

- Résultat financier et résultat courant

Le résultat financier de l'exercice 2009 est positif de 333 K€ contre 520 K€ en 2008 (soit -36%).

Ce résultat financier ajouté au résultat d'exploitation donnent un résultat courant avant impôt en 2009 de 676 K€ (contre 945 K€ en 2008 soit une baisse de -28%).

- Résultat net

Après prise en compte du résultat exceptionnel de 9.7 K€, la participation et l'intéressement pour 383.9 K€ et l'Impôt sur les Sociétés pour 95.5 K€, le résultat net s'élève à 206 K€ en 2009 (contre 218 K€ en 2008), représentant une évolution de -5.5%.

b) Bilan

- A l'actif du bilan

Le total du Bilan connaît une augmentation de +75%, passant de 34 002 K€ à 59 802 K€ au 31/12/2009, constituée par :

- ✓ une importante augmentation de + 387% de l'actif immobilisé net qui est passé de 8 983 K€ à 43 777 K€ en 2009. Cette augmentation correspond au poste « Immobilisation en cours » qui correspond à la construction en cours de la future grande salle de spectacle de l'agglomération de Montpellier : l'ARENA.

- ✓ une baisse de l'actif circulant net de -36% passant de 25 019 K€ en 2008 à 16 032 K€ en 2009

- Au passif du bilan

- ✓ Capitaux propres : Les capitaux propres atteignent 30 923 K€ en 2009 contre 14 490 K€ en 2008 soit une hausse de + 113%. Cette évolution est due à l'augmentation de capital effectuée en début d'année 2009 à hauteur de 16,3 M€.

- ✓ Provisions : Les provisions pour risques ont diminué. Elles passent de 207 K€ à 195 K€ en 2009(-5.8%).

- ✓ Dettes : Les dettes ont augmenté de 48.5%. Elles s'élèvent à 28 683 K€ en 2009 contre 19 305 K€ en 2008.

- Les emprunts et dettes auprès des établissements ont fortement augmenté en raison du financement de la nouvelle salle de spectacle l'Arena. Ce poste passe de 17 K€ en 2008 à 17 000 K€.

- Les autres dettes ont significativement diminué. Elles passent de 8 252 K€ en 2008 à 36 K€ en 2009.

c) Ratios de gestion

- *Ratio de structure d'endettement - Emprunts et dettes financières / Capitaux propres* : 55 % en 2009, ce ratio met en lumière la part d'endettement de la société en comparaison avec les capitaux propres de la société.

- *Ratio d'indépendance financière - Capitaux propres / Capitaux permanents* : 63 % en 2009, ce ratio permet de connaître la capacité de la société à se financer par ses propres moyens.

- *Ratio de synthèse – Capitaux propres / Actif immobilisé :*
70 % en 2009, ce ratio indique que les emplois longs de la SEM sont financés à hauteur de 70 % par des ressources stables, les capitaux propres.

La situation financière d'ENJOY est très satisfaisante. En effet, l'analyse des comptes 2009 démontre l'absence de risque financier pour cette SEM satellite de la Ville de Montpellier.

4) Perspectives et développements

Les principales opérations développées ou poursuivies en 2010 seront les suivantes :

➤ Pour L'Aréna

Forte attractivité de la salle pour l'événement sportif :


- ✓ signature avec Canal+ événements pour l'organisation d'un tournoi majeur de tennis (ATP) pour une période de 5 ans.
- ✓ Championnat du monde de Gymnastique Rythmique et Sportive.
- ✓ Championnat d'Europe de gymnastique.

➤ Pour le Corum :

Objectifs atteints depuis mai 2010 concernant le domaine du congrès et de la réunion d'entreprises. L'année 2010 s'annonce positive.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :
De prendre acte de ce rapport.

Le Conseil prend acte de ce rapport.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANOROUX

Publiée le : 05/10/2010

Direction Finances et
Contrôle de Gestion
Direction Finances et
Contrôle de Gestion

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2010 / 439

Séance publique du lundi 4 octobre 2010

Convoqué le 28/09/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 4 octobre 2010 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Panny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS.

Absents :

Georges FRECHE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

SERM - Rapport des administrateurs - Exercice 2009

Au nom de la Commission, Max LEVITA rapporte :

Madame Hélène MANDROUX
Monsieur Max LEVITA
Monsieur Marc DUFOUR
Monsieur Michel PASSET
Monsieur Jacques TOUCHON

Administrateurs représentant la Ville au Conseil d'Administration de la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), présentent au Conseil Municipal au titre du mandat que leur a confié la Ville au sein du Conseil d'Administration de la société le rapport établi pour l'exercice 2009 conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

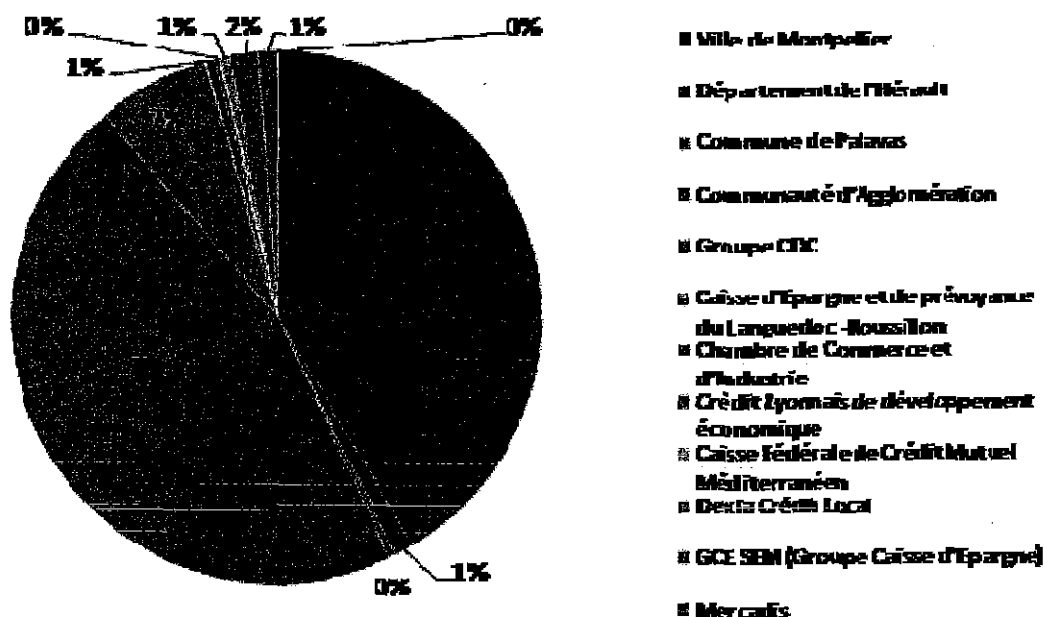
1) Statuts et composition de la Société

Le capital social est réparti entre deux groupes d'actionnaires :

- les collectivités locales (Ville de Montpellier, Département de l'Hérault, Commune de Palavas, Communauté d'Agglomération de Montpellier)
- le groupe CDC
- les autres types d'actionnaires (Caisse d'Épargne, Chambre de Commerce et d'Industrie, Crédit Lyonnais de développement économique, Caisse Fédérale de Crédit Mutuel Méditerranéen, Dexia Crédit Local, GCE SEM groupe Caisse d'Épargne, Mercadis).

La Ville de Montpellier détient 41.38% du capital social. Sa participation au Capital s'élève à 152.439 actions.

Ville de Montpellier	41.38%
Département de l'Hérault	1.12%
Commune de Palavas	0.48%
Communauté d'Agglomération	27.61%
Groupe CDC	18.12%
Caisse d'Épargne et de prévoyance du Languedoc - Roussillon	6.93%
Chambre de Commerce et d'Industrie	0.56%
Crédit Lyonnais de développement économique	0.27%
Caisse Fédérale de Crédit Mutuel Méditerranéen	0.65%
Dexia Crédit Local	1.70%
GCE SEM (Groupe Caisse d'Épargne)	1.15%
Mercadis	0.02%



2) Activités

a) Activité opérationnelle aménagement

En 2009, l'activité opérationnelle du secteur aménagement de la SERM a engendré un chiffre d'investissement de 157.2 M€ TTC se décomposant en :

- concession d'aménagement : 116.1 M€
- mandats d'études, d'acquisitions foncières et de réalisation : 41.1 M€.

Ce volume de dépenses d'investissement est en recul de 11% par rapport à 2008 dû à l'achèvement des principaux travaux de l'unité de méthanisation (-19 M€).

Sur les autres opérations de la société, le volume global d'activité a été maintenu au niveau élevé atteint en 2007 et 2008 avec des montants supérieurs en acquisitions mais inférieurs en travaux en raison des différés d'engagement sur quelques opérations et de la baisse constatée des prix des travaux en Voirie et Réseaux Divers (VRD).

Les concessions d'aménagement représentent en 2009, 74% du total du chiffre d'opération, constituant la majeure partie de l'activité de cette branche.

Au niveau des recettes, celles-ci s'élèvent à 147 M€ TTC (contre 123.3 M€ TTC en 2008) soit une augmentation de +19.2%,

- dont 68.8 M€ HT de cessions et produits locatifs (contre 44.9 M€ HT en 2008), augmentant de 53.2%
- incluant 22.3 M€ HT de valeur de cession du parking CIRCE à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

b) Activité de gestion

• *Département Energie*

L'exploitation et le développement du réseau de chaleur et du froid s'est poursuivie et développée en 2009.

L'année 2009 a été marquée par une rigueur hivernale de 5% inférieure à celle de 2008. Par contre l'automne très doux et les deux importants nouveaux abonnés que constituent le Géant Casino et le Centre Commercial ODYSSEUM ont contribué à la croissance des ventes de froid.

Les ventes d'électricité, compte tenu du redémarrage de la centrale de cogénération d'Antigone entièrement rénovée ont augmentées de 10% pour atteindre 33 419 MWh.

Outre des travaux de rénovation, les principaux investissements réalisés en 2009 ont concerné l'extension du réseau ODYSSEUM / HYPPOCRATE et la création du réseau de chaleur de Parc Marianne.

• *Immobilier d'entreprise*

La SERM a géré en 2009, 15 bâtiments d'immobilier d'entreprise sous différentes formes juridiques :

- mandats de gestion de la Maison des Syndicats pour le compte de la Ville de Montpellier,
- gérances pour le compte de Collectivités (2),
- ateliers relais et bureaux locatifs en concessions publiques d'aménagement (6), mandats de syndic de copropriété ou d'ASL (5),
- opération propre Société pour les locaux ARES à Vendargues (ex ERCAT)

c) Création et participation dans des filiales

Au 31 décembre 2009, la SERM était toujours présente dans 5 sociétés :

➤ *SAEM ENJOY MONTPELLIER*

En 2009, la SERM a augmenté de 0.2 M€ sa participation dans la SAEM ENJOY dont le capital social a été porté de 13 750 354 € à 30 047 094 €, portant ainsi sa participation à 616 955 € pour 3 785 actions, soit 2.01% du total.

➤ *SARL GEODEM*

Société en sommeil dans l'attente d'une éventuelle réactivation de son activité dans le domaine de l'étude de projets immobiliers.

➤ *SCI ODYSSEUM 1*

La SCI ODYSSEUM a réalisé au cours de l'exercice 2009, un chiffre d'affaires total de 969 K€, soit une augmentation de 15% par rapport à 2008 (840 K€ en 2008).

Le résultat net comptable ressort avec un bénéfice de 353 K€ dont 99%, soit 349 K€ pour la part de la SERM.

➤ *SAS SEAMAN (Aquarium)*

Par délibération du 1^{er} avril 2010, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a accordé une compensation tarifaire correspondant aux variations tarifaires prévues dans la DSP ainsi qu'aux réductions de tarifs accordées pour les scolaires de l'Agglomération s'élevant à 212 K€ au titre de l'année 2009.

➤ *SAS ENERGIES DU SUD*

Filiale de la SERM pour le développement des énergies renouvelables créée le 28 février 2008, son chiffre d'affaires pour 2009 s'élève à 674 K€.

En 2009, les associés ont validé lors des 4 Comités Stratégiques et de Développement 143 projets d'investissement dans l'énergie photovoltaïque représentant une puissance électrique de 12 736 KW et un investissement de 44 617 K€.

Avec ses résultats, Energies du Sud représente le 1^{er} producteur d'électricité « verte » sur l'Agglomération de Montpellier avec une production de 7.1 GWh générant une économie de carbone de 3 200 tonnes sur l'année. Les 5 premières installations photovoltaïques mises en service au cours de l'année sur les sites de

l'Agglomération, le Pôle de services de Garosud et le gymnase Spinosi de la Ville de Montpellier ont produit 107 MWh.

Comme prévu dès la création d'Energies du Sud, et après accord des Collectivités Locales actionnaires de la SERM et des associés de la SAS, l'extension du périmètre d'intervention à l'ensemble du territoire de la Région Languedoc Roussillon et ses Départements limitrophes a été décidée en Assemblée Générale du 9 décembre 2009.

3) Personnel

Le nombre moyen de salarié est de 104 en 2009 (98 en 2008), soit une augmentation de 6.1%.

Le montant de la masse salariale pour 2009 s'élève à 4 917 K€ soit + 5.9% par rapport à 2008.

4) Comptes annuels

a) Chiffre d'affaires et production nette

Le chiffre d'affaires évolue de +4.9% passant de 72 595 K€ en 2008 à 106 628 K€ en 2009, soit une augmentation de 46.9%. Cette évolution est notamment due à la cession du parking Circe à la Communauté d'Agglomération de Montpellier en fin d'année.

La production nette totale de la Société atteint ainsi 124 496 806 € contre 116 550 120 € en 2008, soit une évolution de 6.8% malgré le contexte de crise économique.

Les produits des concessions d'exploitation du Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid sont en hausse de 1% passant de 11 478 504 € en 2008 à 11 644 129 € en 2009.

b) Compte de résultat

Le total des produits d'exploitation diminue de - 0.9 % par rapport à 2008 pour atteindre 173 270 K€ en 2009. Les produits de fonctionnement de la Société sont en réduction de 5% par rapport à 2008, année particulière car elle avait enregistré le compromis de vente du Pôle Ludique 2 d'ODYSSEUM ainsi qu'une grande partie des entrées en bail sur ce site ce qui avait poussé à la hausse les rémunérations de commercialisation.

Les charges d'exploitation diminuent de -0.5% par rapport à 2008 s'élevant à 171 883 K€. Cette légère diminution provient des concessions d'aménagement.

c) Résultat

Après imputation de l'intéressement et de la participation des salariés, l'exercice 2009 présente un résultat bénéficiaire de 490.6 K€ après un impôt sur les bénéfices de 252 K€, contre un résultat bénéficiaire de 2 251 K€ en 2008 qui avait été une année exceptionnelle en terme de résultat. Les principales différences entre les 2 exercices concernent les droits de raccordement (-703 K€) et la cession d'actif incorporel (-700 K€ cession du contrat Biogaz du Thot à Energie Sud en 2008).

Chaque année la SERM constate des éléments de résultats « exceptionnels » dont une part est corrélée à l'activité opérationnelle comme les droits de raccordement ou les subventions d'équipement.

d) Bilan

Le total du Bilan connaît une augmentation de 6%, passant de 276 487 K€ à 292 988 K€ au 31/12/2009, constituée par :

- un accroissement modéré de +2.5% de l'actif immobilisé qui passe de 68 442 K€ en 2008 à 71 202 K€ en 2009 (du fait notamment de participations financières et d'investissements du Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid)

- un accroissement de l'actif circulant de +7.1%, passant de 207 046 K€ en 2008 à 221 786 K€ en 2009, provenant essentiellement de la hausse de l'encours de production dû notamment à des volumes d'acquisitions importants.

Les augmentations d'actifs ont été financées notamment par la mobilisation de nouveaux emprunts en 2009 concernant les concessions d'aménagement à hauteur de 30 675 K€.

e) Capitaux propres

La situation nette de la Société atteint près de 12 267 K€ au 31 décembre 2009.

Les capitaux propres atteignent 23 359 K€ incluant la provision réglementée d'amortissement dérogatoire pour 5 267 K€ et une provision réglementée pour investissement de 290.8 K€ (affectée à l'opération ARES ensemble immobilier) ainsi que des subventions d'équipement à hauteur de 5 533 K€.

f) Ratios de gestion

- *Ratio de structure d'endettement - Emprunts et dettes financières / Capitaux propres* : 76% en 2009, ce ratio met en lumière la part d'endettement de la société en comparaison avec les capitaux propres de la société.
- *Ratio d'indépendance financière - Capitaux propres / Capitaux permanents* : 87 % en 2009, ce ratio permet de connaître la capacité de la société à se financer par ses propres moyens.
- *Ratio de synthèse - Capitaux propres / Actif immobilisé* : 33% en 2009, ce ratio indique que les emplois longs de la Société sont financés à hauteur de 33% par des ressources stables, les capitaux propres.

La situation financière de la SERM est très satisfaisante. En effet, l'analyse des comptes 2009 démontre l'absence de risque financier pour cette SEM satellite de la Ville de Montpellier.

La SERM reste un acteur majeur du développement de la Ville de Montpellier et de l'Agglomération.

5) Perspectives et développements

Les principales opérations développées ou poursuivies en 2010 seront les suivantes :

➤ Secteur du logement

• *Pour la Ville de Montpellier*

On pourra observer la poursuite :

- des ZAC de Port Marianne (Jacques Cœur Sud, Parc Marianne, Jardins de la Lironde et engagement de Rive Gauche) ;
- des ZAC Malbosc, Ovalie et de la ZAC des Grisettes.
- pour la rénovation urbaine, des opérations Grand Cœur et Petit Bard,
- des études sur la ZAC St Roch, de l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) sur la ZAC Pagezy,
- des démolitions dans le quartier du Petit Bard.

• *Pour l'Agglomération de Montpellier*

Un engagement possible est à prévoir pour :

- les opérations de la ZAC Roque-Fraisse à St Jean de Védas
- les opérations de la ZAC Cantaussel à St Brès
- des programmes de Prades Le Lez

D'une manière générale pour le secteur du logement, les prévisions ont été établies pour 2010 en prolongeant le redémarrage sur le secteur du logement accession abordable à prix maîtrisé et sur le maintien du dispositif Loi

« Scellier » : le total des charges foncières de logements vendus en 2009 s'est élevé à 1327 logements contre 661 logements en 2008 soit un redémarrage significatif porté par les dispositifs Loi Scellier et « accession abordable » et compte tenu du compromis de vente en portefeuille fin 2009, la prévision pour le budget 2010 est de 1 113 logements vendus en charges foncières.

➤ Secteur économique

Sur l'exercice 2010 est prévue la poursuite des opérations Parc Eureka, Parc de l'Aéroport à Pérols, Garosud, Euromédecine, Marcel Dassault à St Jean de Védas, sur lesquelles les prévisions de cession de terrains sont estimées à hauteur de 10 hectares de cessions privées, soit une augmentation de 20% par rapport à 2009.

➤ Immobilier d'entreprise

Dans ce domaine il est prévu la livraison des travaux de réalisation d'une 3^{ème} tranche d'hôtel Biotechnologique (Cap Sigma) à Euromédecine et la poursuite de l'hôtel d'entreprises sur Eureka (Montpellier International Business Incubator - MIBI), ainsi que la cession du pôle ludique d'Odysseum.

➤ Grands équipements

En 2010, poursuite des travaux :

- de la Nouvelle Mairie de Montpellier,
- de l'extension de l'Aquarium Mare Nostrum,
- de la Maison de retraite Françoise Gauffier sur la ZAC Ovalie,
- de la livraison de la salle de 12 000 places à Pérols (Mandat Enjoy).

Lancement de missions d'études pour développer de nouvelles zones de logements et d'activités sur l'agglomération :

- route de la mer à Lattes et Pérols
- restructuration du quartier des Près d'Arènes à Montpellier.

➤ Filiales

• *SCI ODYSSEUM 1*

Il va être procédé en 2010 à la réitération par acte authentique du compromis de vente signé en 2004 avec la SCI OPDF dont les associés sont KLEPIERRE et ICADE.

La réalisation effective de la vente en 2010 devrait générer une plus-value.

• *SAS SEAMAN (Aquarium)*

La DSP prévoyait l'ouverture de l'extension de Mare Nostrum au 1^{er} trimestre 2010, ce qui est reporté au 1^{er} trimestre 2011.

Pour 2010, la fréquentation visée est de 350 000 visiteurs contre 400 000 prévus à la DSP dans l'hypothèse de l'ouverture de l'extension dès le 1^{er} trimestre 2010. Les politiques commerciales et tarifaires vont être réexaminées dans le courant du 1^{er} semestre 2010. Le résultat net visé en 2010 est de -100 K€ au lieu de +79 K€ prévu à la DSP, le redressement étant attendu en 2011 avec l'ouverture de l'extension.

• *SAS ENERGIES DU SUD*

L'année 2010 sera prioritairement consacrée à la mise en œuvre des projets gagnés en 2008 et en 2009 :

- les centrales du Grand Chelem, web Ellis, et Rive Droite, du Biopole à Montpellier, et de la fourrière animale à Maguelone, de la médiathèque A.Camus à Clapiers, du 864 à Castelnaud le Lez, doivent démarrer au printemps et durant l'été 2010.
- le projet de l'Arena, le Hall polyvalent du parc des expositions d'ENJOY à Pérols est lancé et devrait démarrer à l'automne 2010.
- les 2 projets TaM sont aussi très avancés car les permis de construire ont été obtenus pour les 2 sites de Castelnaud le Lez et St Jean de Védas.
- dans le cadre de l'appel d'offres national pour les centrales au sol de plus de 10 MW, la Commission de Régulation de l'Energie a pré-retenue le projet de la centrale au sol du THOT lancé par la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour lequel Energies du Sud a été retenue.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :
De prendre acte de ce rapport.

Le Conseil prend acte de ce rapport.

Publiée le : 05/10/2010



Pour M. le Maire

Hélène ANDROUX

Séance publique du lundi 4 octobre 2010

Convoqué le 28/09/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 4 octobre 2010 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS.

Absents :

Georges FRECHE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

SOMIMON - Rapport des administrateurs - Exercice 2009

Au nom de la Commission, Max LEVITA rapporte :

Monsieur Marc DUFOUR, administrateur représentant la Ville au Conseil d'Administration de la SOMIMON, présente au Conseil Municipal au titre du mandat que lui a confié la Ville au sein du Conseil d'Administration de la société, le rapport établi pour l'exercice 2009 conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

1) Statuts et composition de la Société

Le capital social de SOMIMON s'élève à 240 K€ composé de 15 000 parts sociales d'une valeur de 16 €. La Ville de Montpellier détient 8 % du capital social. Sa participation au capital s'élève à 1200 actions.

	Actionnaires	%
Publics	Communauté d'agglomération de Montpellier	42%
	Ville de Montpellier	8%
	Département de l'Herault	8%
	Caisse des Dépôts et Consignations	24%
Privé	Chambre de commerce et de l'industrie de Montpellier	8%
Organismes locaux	Chambre d'Agriculture de l'Herault	4%
	C.R.C.A	4%
	B.R.L Participations	2%

2) Activités

Les principaux évènements qui ont marqué les différentes activités de la société au cours de l'exercice 2009 sont les suivants :

- Pour l'activité Marché Fruits et Légumes :

Les volumes 2009 ont été identiques à ceux de l'année précédente et les prix de vente ont eux baissé. Ceci a engendré une année difficile pour les grossistes en fruits et légumes qui ont vu les consommateurs s'orienter vers la grande distribution à la recherche du meilleur prix.

Pour lutter, certains détaillants/ primeurs / marchands ambulants éliminent les intermédiaires en s'approvisionnant directement en Espagne pour rester compétitif.

En 2009, une part croissante de l'activité est assurée par la livraison (cantine, GMS indépendante, restaurants).

L'année 2009 a été également marquée pour cette activité par :

- ✓ L'arrivée d'un grossiste en fruits et légumes BIO
- ✓ L'arrivée d'un grossiste en fruits et légumes conventionnels
- ✓ La cessation d'activité d'un important grossiste reprise par un important grossiste régional

- Pour l'activité autres produits alimentaires (les viandes et les volailles, les condiments et les fournitures)

L'exercice 2009 de cette activité a été marqué par les événements suivants :

- ✓ L'arrivée d'un grossiste en condiment
- ✓ Le départ d'un grossiste en boissons – épicerie
- ✓ La création de deux nouveaux collèges au Comité Technique Consultatif représentant les filières « viandes et volailles, et autres produits alimentaire)
- ✓ Organisation de plusieurs rendez vous professionnels de Mercadis pour attirer un complément de gamme demandé par les acheteurs, les producteurs et les grossistes.

- Pour l'activité horticole et florale

Les opérateurs négociants en gros implantés sur le Marché d'Intérêt National (MIN) sont au nombre de 6 dont un grossiste pour fleuristes. Au 31/12/09, 20 entreprises offraient leurs productions sur le marché hebdomadaire du jeudi matin.

L'ouverture en mai 2008 d'un concurrent a fortement participé à la baisse de la fréquentation des acheteurs en début d'année 2009. Mais les arrivées de nouveaux vendeurs sous la halle aux fleurs associés à la suspension des droits d'entrée des acheteurs et à une politique de communication (Organisation de Végétal' Expo) ont redonné du dynamisme à cette activité.

- Pour l'activité Plate-forme logistique

Les services de la plateforme s'adressent principalement aux TPE/PME de distribution alimentaire et aux acteurs de la filière vitivinicole. Ces services proposent :

- ✓ Une plateforme frigorifique avec des chambres dédiées offrant pilotage des courbes de température et une protection contre la lumière dans un espace sous vidéosurveillance. rapport à 2008.
- ✓ Et des services complémentaire : réception, contrôle, pointage et mise en stock, gestion de stock en temps réel, empotage de container, sas de congélation, coordination de nos partenaires transporteurs.

Au cours de l'exercice 2009, l'activité frigorifique a progressé de 3% par rapport à 2008.

La composition du chiffre d'affaires montre que les prestations et la mise à disposition de locaux frigorifiques sont prépondérantes.

L'activité annexe « glace alimentaire » enregistre une reprise en 2009 après une diminution en raison des conditions météorologiques défavorables de l'été 2008 et de l'émergence sur Montpellier d'une offre concurrente.

3) Personnel

L'effectif de la société au 31 décembre 2009 s'élève à 16 agents dont le directeur mis à disposition par la SCET (Services Conseil Expertises Territoires) et un contrat de qualification. Un chargé de projet orienté développement a été recruté au 1^{er} janvier 2009.

4) Comptes annuels

a) Compte de résultat

• Résultat d'exploitation

- **Le total des produits d'exploitation** progresse de 10 % par rapport à 2008 pour atteindre 2 953 K€ en 2009.

Le chiffre d'affaire 2009 s'élève à 2 427 K€. Il enregistre une légère baisse de -0.9 % par rapport à 2008 :

- ✓ Les recettes frigorifiques progressent de 12 K€ en 2009.
- ✓ Les recettes de locations sont en baisse par rapport à 2008 en raison d'une moindre occupation de la halle aux fleurs & plantes (constatée pour -4 K€) et la jachère en année pleine d'un entrepôt de 1200 m² (pour -50 K€).
- ✓ Les produits divers augmentent de 23 K€ grâce à la perception de plusieurs Droits de Première Accession.

La reprise de provision gros entretien s'élève à 521 K€ en 2009 contre 227 K€ en 2008.

- **Le total des charges d'exploitation** progresse de + 7% par rapport à 2008 s'élevant à 2 925 K€ :
 - ✓ Les achats enregistrent un surcoût de 20 K€ à cause d'une fuite du réseau d'adduction d'eau. L'exercice 2009 a enregistré une hausse de 10% du prix de l'électricité. Cette hausse sera répercutée sur les tarifs 2010.
 - ✓ Les services extérieurs : L'entretien des biens de la concession réalisé par la société passe de 220 K€ en 2008 à 381 K€ en 2009.
 - ✓ Les impôts et taxes baissent de 34 K€ en raison d'une diminution de la taxe professionnelle de - 10 K€, des autres impôts locaux de - 13 K€ et d'un recul sur la formation - 9 K€.
 - ✓ Les charges de personnel enregistrent une forte baisse -105 K€ par rapport à 2008.
 - ✓ Les autres charges de gestions ont progressé en raison d'une hausse de 18 K€ de la redevance due à l'Agglomération de Montpellier par l'application contractuelle de l'indice de construction.
 - ✓ Les dotations aux amortissements et provisions restent très stable.
- **Le résultat d'exploitation** 2009 s'élève à 28 K€ contre -60 K€ en 2008
- Résultat financier et résultat courant

Le résultat financier de l'exercice 2009 est positif de 51 K€ contre 95 K€ en 2008 soit une diminution de - 46%. La baisse du taux variable (indexé EURIBOR) impacte les charges financières qui diminuent de 10 K€ les remboursements d'emprunt. Cette baisse des taux bancaires impacte aussi les produits financiers sur les placements de -54 K€.

Ce résultat financier ajouté au résultat d'exploitation donnent un résultat courant 2009 en progression de 126 % qui s'élève à 79 K€.

- Résultat net

Après le résultat exceptionnel de 2 K€, la participation et l'Impôt sur les Sociétés de 53 K€, le résultat net s'élève à 28 K€ en 2009 (contre 17 K€ en 2008) soit une augmentation de +65 %.

b) Bilan

• A l'actif du bilan

Le total du Bilan connaît une faible augmentation de + 2 %, passant de 8 150 K€ à 8 297K€ au 31/12/2009, constituée par :

- ✓ une faible augmentation de + 1.2% de l'actif immobilisé net qui est passé de 5 434 K€ à 5 501 K€ en 2009.
- ✓ une baisse de l'actif circulant net de -36% passant de 25 019 K€ en 2008 à 16 032 K€ en 2009

• Au passif du bilan

- Capitaux propres : Les capitaux propres atteignent 1 131 K€ en 2009 contre 1 103 K€ en 2008 soit une hausse de + 2.5 %.
- Provisions : Les provisions pour risques ont augmenté de +0.6%. Elles passent de 5 777 K€ à 5 812 K€ en 2009.
- Dettes : Les dettes ont augmenté de +6.6 %. Elles s'élèvent à 1 353 K€ en 2009 contre 1 269 K€ en 2008.

c) Ratios de gestion

- *Ratio de structure d'endettement - Emprunts et dettes financières / Capitaux propres* : 83 % en 2009, ce ratio met en lumière la part d'endettement de la société en comparaison avec les capitaux propres de la société.
- *Ratio d'indépendance financière - Capitaux propres / Capitaux permanent* : 14 % en 2009, ce ratio permet de connaître la capacité de la société à se financer par ses propres moyens.
- *Ratio de synthèse - Capitaux propres / Actif immobilisé* : 20 % en 2009, ce ratio indique que les emplois longs de la SEM sont financés à hauteur de 20 % par des ressources stables, les capitaux propres.

La situation financière de SOMIMON est très satisfaisante. En effet, l'analyse des comptes 2009 démontre l'absence de risque financier pour cette SEM satellite de la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- De prendre acte de ce rapport.

Le Conseil prend acte de ce rapport.

Pour en valoir, Madame le Maire



Hervé ANDREUX

Publiée le : 05/10/2010

Séance publique du lundi 4 octobre 2010

Convoqué le , le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 4 octobre 2010 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAPOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS.

Absents :

Georges FRECHE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT, Claudine TROADEC-ROBERT.

TaM - Rapport des administrateurs - Exercice 2009

Au nom de la Commission, Max LEVITA rapporte :

Monsieur Serge FLEURENCE
Madame Régine SOUCHE
Monsieur Hervé MARTIN

Administrateurs représentant la Ville au Conseil d'Administration de TAM, présentent au Conseil Municipal au titre du mandat que leur a confié la Ville au sein du Conseil d'Administration de la société le rapport établi pour l'exercice 2009 conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

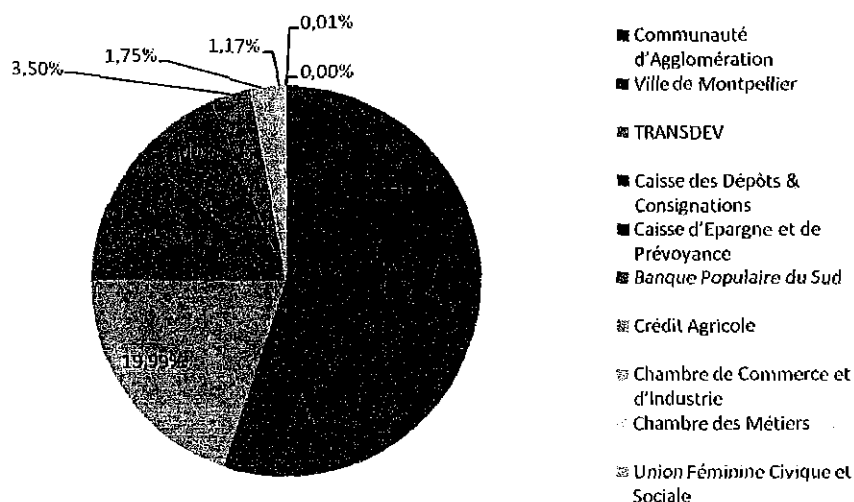
1) Statuts et composition de la Société

Le capital social est réparti entre deux groupes d'actionnaires :

- les collectivités locales (Communauté d'Agglomération et Ville de Montpellier)
- les autres types actionnaires (TRANSDEV, Caisse des Dépôts et Consignations, Caisse d'Epargne, Banque Populaire du Sud, Crédit Agricole, Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre des Métiers, Union féminine civique et sociale UFCV).

La Ville de Montpellier détient 27.33% du capital social. Sa participation au Capital s'élève à 1 171 250 € avec 9 370 actions.

Communauté d'Agglomération	27.79%
Ville de Montpellier	27.33%
TRANSDEV	19.99%
Caisse des Dépôts & Consignations	11.46%
Caisse d'Epargne et de Prévoyance	7%
Banque Populaire du Sud	3.50%
Crédit Agricole	1.75%
Chambre de Commerce et d'Industrie	1.17%
Chambre des Métiers	0.0146%
Union Féminine Civique et Sociale	0.0029%



Le Conseil d'Administration du 16 décembre 2009 a désigné Jean-Luc FRIZOT, Directeur Général de TAM à compter du 22 mars 2010 et Directeur Général Délégué pendant la période transitoire du 15 février au 21 mars 2010.

Son prédécesseur Marc LE TOURNEUR a renoncé à son mandat de Directeur Général pour faire valoir ses droits à la retraite.

2) Activités

a) Transport

TAM est titulaire de la Délégation de Service Public (DSP) Transport de la Communauté d'Agglomération de Montpellier jusqu'au 31/12/2009.

Depuis le 31/12/04, suite à décision préfectorale, le Périmètre de Transports Urbains (PTU) correspondant au champ d'application de la DSP est constitué de 31 communes.

Aussi un avenant N°6 à la DSP a été signé fin 2009 ajustant les objectifs d'offre, de trafic et de charges forfaitaires liés au réseau restructuré sur la dernière année de la DSP 2009.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration du 16 décembre 2009 a autorisé la signature du nouveau contrat de DSP et de l'avenant n°1 à la convention du groupement solidaire TAM/TRANSDEV des Transports publics sur le PTU de l'Agglomération de Montpellier du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017, fixant les modalités de fonctionnement du groupement solidaire dans le cadre de l'exécution de la convention de DSP transport, et les missions et responsabilités de TAM et TRANSDEV Montpellier durant toute la durée de la convention.

L'exercice 2009 est une année de stabilisation du réseau (comme 2008) ; c'est aussi l'année de prolongation EST de la ligne 1 du tramway jusqu'au centre commercial Odysseum.

Avec 67 millions de voyages, le volume de la clientèle a progressé de 2.2% par rapport à 2008. Cependant le tarif moyen de déplacements validés a augmenté de 1.9% sur 2009, soit tout juste 0.5% au-delà de l'objectif contractuel.

De ce fait, les recettes de trafic atteignent les 38.3M€ prévus et ont augmentés de 3.3% (37.07M€ en 2008).

TAM confirme sa volonté de préserver l'environnement en 2009 par :

- *Le renforcement de l'offre Vélomagg'*

En 2009 l'activité (le nombre de locations) a évolué de 64% pour atteindre le nombre de 133 550 locations.

Au 1^{er} avril 2009, 4 nouvelles vélostations ont été créées et équipées de totems automatiques dans le centre ville.

Le parc vélo atteint un niveau sans précédent : 1000 vélos Longue Durée et 650 vélos Courte durée (soit 400 vélos de plus qu'en 2008).

Conformément à l'avenant 6 du contrat de DSP TAM/Communauté d'Agglomération de Montpellier, la contribution forfaitaire versée par l'Agglomération atteint 45.21 M€ TTC, dont 0.64 M€ TTC correspondant au service VELOMAGG, pour un budget global de 45.78M€ voté au BP 2009 (hausse globale de 2.9 M€ TTC par rapport à 2008 en incluant les développements Odysseum : le parking CIRCE et le mini train).

- *L'accompagnement de Montpellier Agglomération dans l'investissement de véhicules de services 100% électriques*

b) Gestion des horodateurs sur voirie

Au terme d'un avenant de prolongation de 2 mois des anciens contrats, le marché Voirie (zones jaune/orange et zone verte) a été attribué à TAM par la Ville de Montpellier pour la période du 1^{er} mars 2008 au 31 décembre 2013. A ce titre TAM assure une mission de collecte et de comptage des fonds des horodateurs, de gestion des modes de paiements, d'entretien et de maintenance de la signalisation, d'enquêtes de stationnement.

Le résultat financier s'établit à 38.60 K€ (hors provision exceptionnelle), soit une légère évolution par rapport à celui de 2008 (21 K€).

c) Stationnement dans les parkings de centre-ville

Les recettes cumulées (clients horaires et clients abonnés) sont en progression de 8.9% par rapport à 2008.

- *Parc de stationnement Laissac :*

TAM a remporté en 2008 (entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2009) l'appel d'offre concernant l'affermage du parking (2009-2011) lancé par la Ville de Montpellier.

- *Parc de stationnement Corum*

TAM s'est présenté comme sous-délégataire de la SEM ENJOY MONTPELLIER qui a remporté en 2008 (entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2009) l'appel d'offre concernant le palais des congrès. Le parking est désormais sous contrat d'affermage (en amodiation, concession limitée, de 1992 à 2008).

- *Parc de stationnement Gambetta*

Poursuite du contrat de concession 1989-2029 de la Ville de Montpellier, avenant n°8 signé en 2009 concernant la suspension de la compensation tarifaire pour réhabilitation.

- *Parc de stationnement Europa*

Poursuite du contrat de concession 1996-2035 de la Ville de Montpellier, avenant n°3 signé en 2004 concernant les conditions tarifaires. Dans le cadre de cette concession, il a été mis à la charge de Tam :

- la reprise de l'achèvement de places de parking
- la réalisation par extension de places de stationnement supplémentaires

En accord avec la Ville de Montpellier, le financement d'une partie de l'opération a été réalisé par un crédit bail.

- *Parc de stationnement Comédie*

Poursuite du contrat d'affermage 2006-2013 de la Ville de Montpellier. Les travaux concernant le nouveau contrat d'affermage ont été terminés en mars 2009.

- *Parc de stationnement Nombre d'Or*

TAM a remporté en 2009 la DSP du parking (2010-2014) lancé par la Ville de Montpellier, dont le précédent affermage a fait l'objet d'une prolongation d'un mois sur 2010.

- *Parc de stationnement Arceaux*

Poursuite du contrat d'affermage 2008-2010 confié par de la Ville de Montpellier à la TAM en décembre 2007.

- *Parc de stationnement Arc de Triomphe*

L'affermage du parking de la Ville de Montpellier qui était géré par TAM depuis le 16 décembre 2002 a pris fin au 31 décembre 2007, TAM ayant perdu l'appel d'offres lancé pour la période 2008-2013.

- *Parc de stationnement Marché aux fleurs – Préfecture*

Poursuite normale de la Convention de location par amodiation d'emplacements de stationnement au parking confiée à la TAM par la Ville de Montpellier en décembre 1993.

d) Activités en mandats et Assistance à maîtrise d'ouvrage de projets tramway

- *Ligne 1*

- Assistance à maîtrise d'ouvrage 2005-2007 concernant la gestion des opérations administratives ligne 1 non soldées : le Quitus au 26 mai 2007 a été formalisé en 2009.
- Extension de la ligne 1 sur Odysseum : la marche à blanc a démarré début 2009 conduisant à l'autorisation de mise en service commerciale délivrée par M. le Préfet de l'Hérault le 17 septembre 2009.

L'inauguration a eu lieu le mercredi 23 septembre et la mise en service a suivi le 24 septembre 2009.

- *Ligne 2*

Le programme d'aménagement complémentaire prévu à l'avenant 8 à la Convention de mandat pour l'étude et la réalisation de la 2^{ème} ligne de tramway en date du 17 juillet 2000, s'est poursuivi. Ce programme a concerné l'allongement du quai de la station Gare ligne Tram1, l'aménagement du parking Saint-Jean-le-Sec, l'évitement Grisette et la passerelle station Pompignane.

- *Ligne 3*

- La Convention d'indemnisation de l'exploitation du réseau de transport dans le cadre de la réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway sur 2009 qui fait l'objet d'une DSP de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, a été autorisée par le CA du 21/10/09.
- Mandat d'étude et de réalisation d'un Boulevard Est de Liaison (délibération du Conseil Général du 16/07/01) : l'Agglomération de Montpellier a confié à TAM les missions de réaliser l'intégralité de l'opération d'extension à l'Est et de compléments d'aménagements et d'équipement de la 1^{ère} ligne de tramway jusqu'à sa mise en service commerciale, en qualité de mandataire.
- Avenant n°2 au mandat d'étude et de réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway signé en août 2004; contrat par lequel l'Agglomération confie au groupement TAM-TRANSAMO la mission de réaliser l'opération « 3^{ème} ligne et extension ouest de la 1^{ère} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier » en qualité de mandataire. L'avenant n°2 redéfinit le planning de réalisation de l'opération et actualise l'enveloppe financière de l'opération
- Avenant n°2 au contrat de sous-traitance TRANSAMO signé en juin 2005 sur la réalisation de la ligne 3.
- Ligne 3 Juvignac-Perols-Lattes : 2009 a vu l'engagement opérationnel des travaux de la ligne, démarrage des travaux le 19 mars 2009.

A noter que le Conseil d'Agglomération du 25 mai 2009 a attribué à ALSTOM TRANSPORT le marché matériel roulant pour 23 rames de CITADIS 402 et 12 rames additionnelles en tranches conditionnelles à un prix particulièrement avantageux.

Le projet de ligne 3 a été favorablement accueilli dans le cadre du concours lancé par le Ministère de l'environnement « Transport Public et Grenelle de l'environnement » décrochant le montant maximum de l'ensemble des projets présentés : la subvention de l'Etat a ainsi été fixée à 82.6M€.

3) Personnel

Le nombre moyen de salarié est de 968 en 2009 (928 en 2008), soit une augmentation de 4.3%.

Le montant de la masse salariale pour 2009 s'élève à 28 824 K€ soit + 4.8% par rapport à 2008, cela s'expliquant par la montée en puissance de l'effectif rattaché au mandat de la ligne 3 ainsi et par le recrutement de conducteurs afin de répondre au développement de l'offre.

4) Comptes annuels

e) Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires évolue de +4.9% passant de 48 970 K€ en 2008 à 51 346 K€ en 2009.

f) Compte de résultat

Le total des produits d'exploitation évolue de +6,3% par rapport à 2008 pour atteindre 86 740 K€ en 2009.). Les subventions d'exploitation (contribution forfaitaire de l'agglomération) évoluent quant à elles de +8.5% passant de 27 534 K€ en 2008 à 29 881 K€ en 2009.

Les charges d'exploitation progressent de +6,5% par rapport à 2008 en atteignant 87 403 K€ : évolution plus élevée qu'habituellement du poste autres achats et charges externes (personnel externe, mais surtout augmentation du montant des redevances d'affermage).

g) Résultat

Compte tenu du résultat financier de -180.5 K€ (baisse des taux d'intérêts et volume placés), et d'un intéressement de 313.9 K€, le résultat avant impôt ressort bénéficiaire à 840 589 €, soit 536.2K€ après impôt. Ce résultat provient notamment de l'activité de transport pour 762.5 K€ (432.4K€ en 2008) et de l'activité de stationnement avec 42.6 K€ (404.3 K€ en 2008).

h) Bilan

A 29 752 K€, l'actif net immobilisé de TAM au 31/12/09 est totalement couvert par les 29 580 K€ de capitaux permanents. Le fonds de roulement ressort donc à -170 K€.

Le besoin en fonds de roulement d'exploitation ressort en 2009 à -12 900 K€ (négatif aussi en 2008).

Le bilan s'équilibre à hauteur de 80 532 K€ (64 250 K€ fin 2008).

i) Capital social

Le capital social de la société est de 4 286 K€.

j) Evolution des ratios de gestion

- *L'endettement sur capitaux propres* est de 58.35% en 2009 : cela montre que la majeure partie de l'actif de la société est financé davantage par les capitaux propres que par l'endettement.
- *L'endettement sur chiffres d'affaires* est de 9.32% en 2009 : ce ratio indique quelle proportion du chiffre d'affaires de la société est financée par l'endettement.
- *Le coût moyen d'endettement* est de 5.14% en 2009.

La situation financière de la TAM est très satisfaisante. En effet, l'analyse des comptes 2009 démontre l'absence de risque financier pour cette SEM satellite de la Ville de Montpellier.

5) Perspectives et développements

k) Activité Transport

L'année 2010 sera importante à différents niveaux :

- TAM sera titulaire de la DSP Transport gérée par l'Agglomération de Montpellier au 1^{er} janvier 2010 jusqu'au 31 décembre 2017.
- 2010 sera fortement impactée par les travaux de la 3^{ème} ligne de tramway, et ce jusqu'en 2012, notamment au niveau budgétaire et financier : évolution des charges de fonctionnement, hausse des coûts, impact des travaux sur le budget.
- Le budget de l'activité transport de la TAM sera différent au regard de la nouvelle DSP Transport se traduisant par une plus grande responsabilisation de la TAM en ce qui concerne les charges et les produits car la subvention est fixée pour l'année 2010. De plus, cette nouvelle DSP étant en groupement, un engagement plus important de TRANSDEV sera à noter surtout dans le suburbain.
- Il est prévu en 2010 un investissement important de Bornes d'information Voyageurs : affichage des horaires en temps réels implantées sur 310 arrêts de bus, dont 90 bornes sur le suburbain.

l) Activité Stationnement

En 2010 aura lieu l'appel d'offres pour la gestion du parking ARCEAUX de la Ville de Montpellier.
TAM devrait consommer sur 2010 dans le cadre du nouvel affermage la provision constituée en 2006 concernant le contentieux juridique des travaux de réfection du niveau -3 du parking Corum ; le procès a été gagné en première instance par TAM.

m) Activité Projets Tramway

- *Extension Ligne 1 sur Odysséum*

La Communauté d'Agglomération a décidé de réaliser la station Mondial 98 qui avait été différé lors de la mise en service de la ligne 1 en attente de l'urbanisation de Port Marianne ; l'objectif est de réaliser les travaux d'infrastructure de la station pendant l'été 2010 en profitant des interruptions de circulation programmées pour les travaux de la ligne 3, et de mettre en service la nouvelle station fin 2010.

- *Ligne 2*

L'évitement Grissette prévu dans le programme d'aménagement complémentaire de la ligne 2 sera reporté : l'appel d'offre réalisé de l'évitement seul s'est révélé infructueux aussi l'opération a dès lors été intégrée aux travaux ligne 3 qui seront réalisés en 2011.

Enfin, suite à l'étude de faisabilité menée pour l'extension de la ligne 2 jusqu'à Cournonsec et Poussan, une activité d'études et de préparation de concertation ou d'enquête publique est envisageable en 2010.

- *Ligne 3*

Les marchés suivants resteront à passer en 2010 :

- un dernier ouvrage d'art (modification sur le parking Gambetta)
- les espaces verts sur plate-forme
- la monétique
- le mobilier (abris avec publicité, mobilier de quai, mobilier en ligne)
- les bâtiments en ligne,

dont les consultations ont été engagées fin 2009 ou seront engagées début 2010.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

-De prendre acte de ce rapport.

Le Conseil prend acte de ce rapport.

Pour ~~certifier~~ conforme, Madame le Maire



Néle ~~...~~ LOUX

Publiée le : 05/10/2010

Séance publique du lundi 4 octobre 2010

Convoqué le 28/09/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 4 octobre 2010 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS.

Absents :

Georges FRECHE, Stéphane MELLA, Martine PETTITOUT.

Fin d'exercice 2010 - Attribution et ajustement de subventions et cotisations

Au nom de la Commission, Max LEVITA rapporte :

Dans le cadre de sa politique active de partenariats avec les associations, la Ville de Montpellier poursuit et intensifie dans différents domaines ses aides qui viennent s'ajouter aux financements déjà alloués lors du Conseil Municipal du 8 février 2010. Ainsi il est proposé :

SUBVENTIONS

Attributions de subventions

Force Ouvrière

L'association « Force Ouvrière » acteur majeur du dialogue social et de la défense des intérêts communs des travailleurs - est un partenaire privilégié de la Ville. Dans le cadre de son activité, l'association organisera un congrès national à Montpellier en février 2011.

Afin de soutenir l'organisation du 22^{ème} Congrès de la Confédération Syndicale Force Ouvrière qui se déroulera à Montpellier du 14 au 18 février 2011, il est proposé au Conseil Municipal d'attribuer à « Force Ouvrière » une subvention de 50 000 €.

Le versement de cette subvention est soumis à la signature d'une convention spécifique annexée à la présente délibération.

Cette subvention sera prélevée sur les crédits inscrits au Budget Primitif 2010 (imputation budgétaire 6574/920, ligne de crédit 18891).

Promotion Activités Comités Entreprises

Cette association a pour objet d'aider les Comités d'Entreprises et les organismes à vocation similaire dans les domaines suivant : conseil en activités culturelles, information, formation et conseil juridique, conseil en tourisme, loisirs.

Afin de soutenir ce projet, il est proposé au Conseil Municipal d'attribuer à l'association « Promotion Activités Comités Entreprises » une subvention de 30 000 €.

Cette subvention sera prélevée sur les crédits inscrits au Budget Primitif 2010 (imputation budgétaire 6574/925 ligne de crédit 17564).

Maisons pour tous

Dans le cadre du développement des activités des maisons pour tous pendant l'été 2010 et de son rôle dans l'animation de la cité, il est proposé au Conseil Municipal d'attribuer à l'association « Maisons pour tous » une subvention complémentaire de 180 000 €.

Cette subvention sera prélevée sur les crédits inscrits au Budget Primitif 2010 (imputation budgétaire 6574/924 ligne de crédit 1911).

GIP DSUA

Dans le cadre du vote du budget 2010 du Groupement d'Intérêt Public pour le Développement Social et Urbain de l'Agglomération, les participants ont été sollicités pour accorder une subvention complémentaire.

Il est proposé au Conseil Municipal d'attribuer au « GIP DSUA » une subvention nécessaire à l'équilibre du budget 2010 à savoir 1 553 €.

Cette subvention sera prélevée sur les crédits inscrits au Budget Primitif 2010 (imputation budgétaire 6574/ 928, ligne de crédit 2331).

Mouvement Citoyennes Maintenant

Afin de conforter son engagement dans le respect des droits, notamment la promotion de l'égalité femmes-hommes, dans tous les domaines de la vie sociale, professionnelle, politique et privée, la Ville de Montpellier va soutenir l'association « Mouvement Citoyennes Maintenant ».

Par conséquent, il est proposé au Conseil Municipal d'attribuer à l'association « Mouvement Citoyennes Maintenant » une subvention complémentaire de 2 000 €.

Cette subvention sera prélevée sur les crédits inscrits au Budget Primitif 2010 (imputation budgétaire 6574/ 925, ligne de crédit 1963).

UNEF

Présente sur l'ensemble des Universités de France, l'UNEF (Union Nationale des Étudiants de France) est la première organisation syndicale étudiante. Indépendante des partis politiques, elle fonde son engagement autour de la défense des intérêts matériels et moraux des étudiants.

Pour soutenir ses actions, il est proposé au Conseil Municipal d'attribuer à l'UNEF une subvention complémentaire de 5 000 €.

Cette subvention sera prélevée sur les crédits inscrits au Budget Primitif 2010 (imputation budgétaire 6574/ 924, ligne de crédit 1937).

Réaffectations

A cœur ouvert

Dans le cadre de ses activités d'écoute et d'accompagnement des personnes en difficulté à Montpellier, il est proposé au Conseil Municipal d'affecter la subvention de 2 300 € à l'association « A cœur ouvert » en lieu et place de celle accordée par délibération n°4 du 8 février 2010 à l'association « Les amis du musée Fabre ».

Cette subvention sera prélevée sur les crédits inscrits au Budget Primitif 2010 (imputation budgétaire 6574/ 925, ligne de crédit 1966).

Promotion des flux touristiques et économiques

Dans le cadre de la réorganisation des activités assurées par la Chambre de Commerce et de l'Industrie, une partie des missions assurées par celle-ci est désormais prise en charge par l'association « Promotion des flux touristiques et économiques ».

Par conséquent, il est proposé au Conseil Municipal de réaffecter la subvention de 177 500 €, accordée initialement à la Chambre de Commerce et de l'Industrie, par délibération n°4 du 8 février 2010, à l'association « Promotion des flux touristiques et économiques » en lieu et place de celle-ci.

Cette subvention sera prélevée sur les crédits inscrits au Budget Primitif 2010 (imputation budgétaire 6574/ 929, ligne de crédit 13171).

Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur – Université Montpellier Sud de France (PRES-UMSF)

Afin de participer au projet de rénovation, restructuration et construction de nouveaux campus, la Ville participe activement au «plan campus». Aussi, pour répondre aux missions d'accueil international, aux actions Inter-Universitaire et à la mise en place de l'Opération Campus, le PRES- UMSF sollicite une subvention pour mettre en place et compléter l'équipe projet de cette opération importante pour la ville et sa région.

Par conséquent, il est proposé au Conseil Municipal d'attribuer une subvention de 46 000 € au Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur – Université Montpellier Sud de France (PRES-UMSF) en lieu et place de la cotisation de 39 070 € votée par délibération n°4 du 8 février 2010 pour le Pôle Universitaire de Recherche Européen.

Cette subvention sera prélevée sur les crédits inscrits au Budget Primitif 2010 (imputation budgétaire 6574/920, ligne de crédit 18891).

Restaurants du Cœur

Dans le cadre de la manifestation artistique des Enfoirés, organisée tous les ans et regroupant plus de 40 artistes, la Ville de Montpellier souhaite apporter son soutien à cet évènement.

Par conséquent, il est proposé au Conseil Municipal d'attribuer une subvention de 50 000 € à l'association « les restaurants du Cœur ».

Cette subvention sera prélevée sur les crédits inscrits au Budget Primitif 2010 (imputation budgétaire 6574/920, ligne de crédit 18891).

COTISATIONS

Adhésion à l'Association Nationale des Villes et Pays d'Art et d'Histoire et des Villes à Secteurs Sauvegardés et Protégés (ANVPAH)

Cette association témoigne de la volonté des villes et des élus d'inscrire aujourd'hui la valorisation du patrimoine et de l'architecture dans le cadre d'une politique globale à l'échelon du territoire.

Dans le cadre de ses projets de rénovation urbaine, la Ville de Montpellier propose d'adhérer à cette association dont la cotisation pour 2010 s'élève à 4 500 €.

Cette cotisation est prévue au budget 2010 au chapitre 920 (imputation budgétaire 6281/ ligne de crédit 888).

Ajustement de cotisations

L'adhésion aux structures suivantes nécessite un ajustement du montant de leurs cotisations pour l'année 2010. Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir accepter les ajustements proposés ci-dessous :

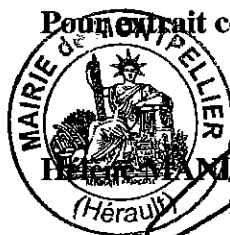
Nom de l'association	Montant initialement prévu au Budget Primitif 2010	Montant réel de la cotisation 2010
ASTEE	215 €	345 €
Association Villes Internet	215 €	4 000 €
Association the ligue of historical cities	80 €	150 €
EAZA-European Association of Zoos and Aquarias	2 346 €	2 520 €

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- D'autoriser les attributions proposées ci-dessus ;
- D'autoriser les réaffectations proposées ci-dessus ;
- D'autoriser les ajustements proposés ci-dessus ;
- D'autoriser l'adhésion proposée ci-dessus ;
- De prélever les sommes nécessaires sur les crédits du budget 2010 ;
- D'autoriser Mme le maire, ou à défaut, l'Adjoint Délégué à signer les documents relatifs à ces affaires.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Publiée le : 05/10/2010

Séance publique du lundi 4 octobre 2010

Convoqué le 28/09/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 4 octobre 2010 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGE CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS.

Absents :

Georges FRECHE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

SERM - Concession Grand Cœur - Garanties d'emprunt - Emprunt de 3 M€ auprès de Dexia et de 3 M€ auprès de Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon

Au nom de la Commission, Serge FLEURENCE rapporte :

La Ville de Montpellier a confié à la Société d'Equipement de la Région Montpellieraine (SERM) une convention publique d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour redynamiser le commerce dans le cadre de l'opération Montpellier Grand Cœur (2000-2010). Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil Municipal le 26 juin 2003, signée le 25 juillet 2003, reçue en Préfecture le 28 juillet 2003 et notifiée à la SERM le 1^{er} août 2003.

La trésorerie de l'opération est actuellement réalisée par un emprunt de 10 M€ pour le portage foncier. Une avance remboursable de la Ville a été mise en place au démarrage de l'opération, à hauteur de 2 M€. De plus des avances infra annuelles sont prévues pour réduire les frais financiers de l'opération. Néanmoins, la trésorerie de l'opération nécessite un recours supplémentaire à l'emprunt à hauteur de 6 M€.

Pour ces besoins de financement, la SERM a décidé de recourir à deux emprunts de 3 M€ chacun. Ces financements ont pour objet de poursuivre la concession d'aménagement Grand Cœur avec notamment l'acquisition de l'ancien lycée Pierre Mendès France et sa restructuration. Le financement demandé est un financement avec un remboursement in fine. Les cessions foncières prévues au plus tard à la fin de la concession prévue en juillet 2013 permettront de rembourser ces emprunts.

Aussi, après avoir consulté plusieurs établissements financiers, la SERM a retenu les propositions de financement de deux établissements financiers et souhaite contracter les emprunts suivants :

- Un emprunt de 3 M€ auprès de DEXIA,
- Un emprunt de 3 M€ auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon.

Les caractéristiques des emprunts sont les suivantes :

1. Etablissement prêteur : DEXIA MA

- Montant : 3 000 000 €
- Durée : 2 ans et 10 mois
- Amortissement : in fine
- Périodicité d'amortissement et d'intérêt : annuelle
- Taux : 2,25%
- Frais de dossier : Néant
- Indemnité de remboursement anticipé : actuarielle

2. Etablissement prêteur : Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon

- Montant : 3 000 000 €
- Durée : 2 ans et 9 mois
- Période de paiement des intérêts : trimestrielle
- Taux : EURIBOR 3 mois +0,52%
- Remboursement du capital : à la date d'expiration du contrat
- Possibilité de remboursement anticipé : possible à tout moment sans indemnité
- Frais de dossier : Néant

La garantie de la Ville pour ces 2 emprunts est proposée à hauteur de 80% du montant contracté.

Cette garantie est accordée pour la durée totale du prêt à hauteur des montants suivants :

- Pour la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon
Montant garanti : 2 400 000 €
- Pour DEXIA MA
Montant garanti : 2 400 000 €

La garantie accordée par la ville de Montpellier est une garantie à première demande. Le garant accorde sa garantie pour le remboursement de toutes sommes dues en principal à hauteur de 80%, augmenté de tous intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, rompus, frais et accessoires au titre du contrat de prêt contracté par l'emprunteur dont les caractéristiques sont indiquées plus haut.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 80% de l'emprunt que la Société d'Equipement de la Région Montpellieraine (SERM) va contracter auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon à hauteur de 3 M€ aux conditions précisées ci-dessus,
- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 80% de l'emprunt que la Société d'Equipement de la Région Montpellieraine (SERM) va contracter auprès de DEXIA MA à hauteur de 3 M€ aux conditions précisées ci-dessus,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour être conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 05/10/2010

Séance publique du lundi 4 octobre 2010

**Convoqué le 28/09/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en
mairie, Salles des Rencontres, le lundi 4 octobre 2010 à 18H00, sous la présidence de
Madame le Maire, Hélène Mandroux**

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH,
Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD,
Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael
DELAFOSSÉ, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT,
Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLBURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard
LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques
MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise
PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMBEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric
SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL,
Francis VIGUË, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS.

Absents :

Georges FRECHE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Intégration des résultats 2009 du budget annexe de l'eau au budget principal de la Ville de Montpellier et transfert à la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Au nom de la Commission, Max LEVITA rapporte :

La Ville de Montpellier a exercé jusqu'au 31 décembre 2009 la compétence de la production et de la distribution
d'eau potable. Cette compétence s'inscrit aujourd'hui, tout comme l'assainissement des eaux usées, dans une
problématique de gestion mutualisée et optimisée de la ressource eau.

En application de l'arrêté préfectoral en date du 23 juin 2009, la Communauté d'Agglomération de Montpellier
a depuis le 1^{er} janvier 2010, la compétente en matière d'eau potable pour l'ensemble de ses communes.

Le Compte Administratif 2009 du budget annexe de l'eau de la Ville de Montpellier, approuvé par le Conseil
Municipal du 14 juin 2010, a fait apparaître les résultats suivants :

- Résultat de fonctionnement : 531 822.36 euros
- Solde d'exécution de la section d'investissement : 895 328.86 euros

Il convient donc de procéder à l'intégration des résultats 2009 du budget annexe de l'eau au budget principal de
la Ville de Montpellier et au transfert à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de ces résultats.

Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- Approuver l'intégration des résultats 2009 du budget annexe de l'eau au budget principal et autoriser
l'ouverture des crédits au Budget Principal 2010 pour les montants suivants :

Section de Fonctionnement	Transfert de l'excédent de fonctionnement	Recettes	Montant
		002 – résultat de fonctionnement	531 822.36 euros

		reporté	
Section d'Investissement	Transfert du solde positif de la section d'investissement	001 – Résultat d'investissement reporté	895 328.86 euros

- Approuver le transfert des résultats 2009 du budget annexe de l'eau à la Communauté d'Agglomération de Montpellier et autoriser l'ouverture des crédits au Budget Principal 2010 aux chapitres 931 et 911 pour les montants suivants :

		Dépenses	Montant
Section de Fonctionnement Chapitre 931	Transfert de l'excédent de fonctionnement	678 – autres charges exceptionnelles	531 822.36 euros
Section d'Investissement Chapitre 911	Transfert du solde positif de la section d'investissement	1068 – Excédent de fonctionnement capitalisé	895 328.86 euros

- Autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint au Maire délégué aux Finances à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour être conforme Madame le Maire



Hélène FRAUDOUX

Publiée le : 05/10/2010

Registre des délibérations - décisions

Décisions et annexes

Lundi 04 octobre 2010

Communication

**Article L 2122-22 et L 2122-23 du
Code Général des Collectivités Territoriales :**

En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.

Numéro de la décision :	Synthèse de la décision :
2010/272	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Epoux LEGLAND
2010/277	De passer une convention avec l'Association Laïcité et République pour la formation d'un élu sur le thème "Les textes législatifs récents, le gel des dotations de l'Etat aux collectivités locales, la politique de rigueur... Analyse des conséquences administratives, financières et politiques sur l'action des collectivités locales : conseils régionaux et généraux, intercommunalité, communes" à Seignosse les 3, 4 et septembre 2010. Le coût de cette formation pour la Ville s'élève à 950 € TTC.
2010/284	De signer l'avenant au marché de Maintenance des équipements réseau Pégase avec la société NEXTIRAONE afin d'intégrer un nouveau matériel
2010/290	De passer une convention avec Cédis pour la formation d'un élu. Cette formation se déroulera pour une durée de trois jours à Nantes. Le coût de cette formation se monte à 1200 €.
2010/295	D'attribuer le marché 0M156 pour la réalisation d'une oeuvre d'art urbaine (lot peinture en trompe l'oeil) à la société A FRESCO pour un montant de 12 800 € HT.
2010/299	De mettre en jeu la protection fonctionnelle: M. EL YAKHLIFI Said agent de surveillance de la voie publique a été agressé physiquement et verbalement par un groupe de jeunes gens, alors qu'il exécutait une mission de verbalisation rue du Carré du Roi angle rue Richer de Belleval. 3 jours d'arrêt de travail lui ont été prescrits.
2010/300	De mettre en jeu la protection fonctionnelle: Mme PERRET Sandrine, agent de surveillance de la voie publique a été agressée physiquement et verbalement par un groupe de jeunes gens, alors qu'elle exécutait une mission de verbalisation rue du Carré du Roi angle rue Richer de Belleval. 3 jours d'arrêt de travail lui ont été prescrits.
2010/302	De passer une convention de formation avec Condorcet Formation pour la formation des élus sur le thème "Développement de la politique territoriale internationale" du 28 octobre au 2 novembre 2010. Le coût de la formation pour la Ville s'élève à 2990 € HT.
2010/303	De passer une convention avec IEFES pour la formation d'un élu. Cette formation se déroulera pour une durée de quatre jours à Port Leucate. Le coût de cette formation se monte à 1400 €.
2010/306	De l'entretien préventif et curatif de l'ascenseur/monte-charges des Halles Castellane. Expiration de l'ancien marché. Lancement de ce nouveau marché pour une durée d'un an reconductible 3 fois sur demande expresse de la Ville pour un montant de 3 700, 00 € maximum.

- 2010/309** D'attribuer le marché à bons de commande concernant la fourniture et la pose de jeux de cours spécifiques à la petite enfance destinés aux crèches et haltes garderies de la Ville à l'entreprise COALA pour un montant minimum de 7.000,00 € H.T. et pour un montant maximum de 21.000,00 € H.T.
- 2010/310** De passer une convention avec A Senatus Consulto pour la formation d'un élu. Cette formation se déroulera le 8 octobre 2010 et son coût se monte à 500 €.
- 2010/313** D'attribuer la marché "achat de boissons" à la société A.B.S/JEX pour un montant total de commandes compris entre 40 000 € HT et 85 000 € HT pour une durée allant jusqu'au 31/12/2011 à compter de sa notification
- 2010/315** D'attribuer la marché "achat de vêtements de sport" à la société INTERSPORT pour un montant total de commandes compris entre 20 000 € HT et 80 000 € HT pour une durée de quatre ans à compter de sa notification.
- 2010/317** D'exercer le droit de préemption sur la propriété MASCLAU située 2 rue du Collège Duvergier cadastrée section HO 128 et 136, pour un montant de 482.850 € plus 45.000 € de commission.
- 2010/318** De passer une convention avec Cédis pour la formation de deux élus. Cette formation se déroulera pour une durée de trois jours à Nantes. Le coût de cette formation se monte à 1200 € par stagiaire soit 2400 €
- 2010/319** D'acquérir un applicatif permettant la télétransmission sécurisée des convocations du Conseil municipal auprès de la société CDC-FAST pour un montant de : Année 2010 : 4790 € HT et années suivantes : 3600 €
- 2010/320** De passer une convention avec "Condorcet Formation" pour le formation d'un élu sur le thème "L'action politique des collectivités territoriales", les 25, 26 et 27 août 2010. Le coût de la formation pour la Ville s'élève à 1126 € TTC par stagiaire.
- 2010/321** D'exercer le droit de préemption sur la propriété CANTERO située 1227 rue des Grèzes et cadastrée section PW 24 et 25 pour un montant de 500.000 €.
- 2010/322** D'exercer le droit de préemption sur la propriété CANTERO située 1227 rue des Grèzes et cadastrée section PW 15 et 16 pour un montant de 120.450 €.
- 2010/323** D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée pour les travaux de réfection de résine des locaux de la cuisine centrale à la société V.B.RESINE pour un montant total de 24 386,00 € HT
- 2010/324** D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée pour la rénovation de la chaufferie et du réseau de chauffage de la salle de sport du Petit Bard à l'entreprise SARL CHICHE plomberie pour un montant de 83 193,83 € HT
- 2010/325** D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée concernant le contrat de la Maîtrise d'oeuvre pour la Halte Garderie Mary Poppins à l'entreprise P3G pour un montant de 25 500 HT
- 2010/326** D'attribution un marché passé selon une procédure adaptée concernant le dépannage des véhicules (2 et 4 roues) et des engins pour une durée fixe non reconductible de 4 ans et sur une tranche de 3 000 € HT à 10 000 € HT.
- 2010/327** D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée pour la maintenance logiciels Coordin et Coordinweb à l'entreprise Alpamayo pour un montant maximum de 14 000 € HT
- 2010/328** D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée à l'entreprise Saint Paul S.A.S. Democratic Books : réalisation et coédition du catalogue de l'exposition photographique Les Suds profonds de l'Amérique

- 2010/329** D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée à l'entreprise DECIPRO : location, transport et vérification de 12 films 35mm, manifestation Cinéma sous les étoiles, 12 séances entre le 2 et le 20 août 2010, amphithéâtre Dionysos, quartier Antigone
- 2010/330** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Indivision COMBETTES - Madame SERIN et autres
- 2010/331** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame TREGUIER
- 2010/332** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Paul JEAN
- 2010/333** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur JEAN
- 2010/334** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SCI CASBA
- 2010/335** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ CHANTIERS MODERNES SUD, GTM SUD, VINCI CONSTRUCTION TERRASSEMENT
- 2010/336** D'exercer le droit de préemption sur la propriété BENALY située 6 rue Daru (lot 6) cadastrée section IZ 130, pour un montant de 25.600 € plus 4.000 € de commission d'agence.
- 2010/337** D'exercer le droit de préemption sur la propriété SA FABIEN MARCEAU située 37 cours Gambetta (lots 18 à 21) cadastrée section HW 22, pour un montant de 160.000 €.
- 2010/338** D'accorder à la sarl Tribeca un avenant au marché précité pour un montant de 480 € HT
- 2010/339** D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée: réalisation, suivi et évaluation d'un projet de manifestations artistiques dans l'espace public, pour un montant de 73 458.68 € HT
- 2010/340** D'attribuer un marché selon une procédure adaptée: lot 13A Revêtements durs, "la Panacée, cité d'artistes" pour un montant de 184 321.35 € HT
- 2010/341** D'attribuer le MAPA 0M219 à l'entreprise La Centrale du Funéraire pour les exhumations administratives des concessions temporaires et perpétuelles reprises par la Ville, avec enlèvement des matériaux et dépôt des dépouilles à l'ossuaire, pour l'année 2010 pour un montant de 90000 € HT
- 2010/342** D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée: location, pose et dépose de tentes, lestage des tentes par blocs béton, pour un montant de 5175.10 € HT
- 2010/343** De confier à l'entreprise Bloc Rendering une mission de perspectiviste pour des scénarii volumétriques de la place Aguesseau pour un montant de 6 000.00 € hors taxe. La durée de la mission étant de 8 semaines.
- 2010/344** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer
- 2010/345** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ ERDF
- 2010/346** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ GRDF
- 2010/347** D'aménager un cheminement vers la salle Avicennes, d'attribuer le MAPA aux entreprises suivantes : SOLATRAG (lot 1 voirie) pour un montant de 44 404,00 € HT et TRAVESSET (lot 2 éclairage public) pour un montant de 13 487,00 € HT.
- 2010/348** De passer une convention avec le Cidefe pour la formation de cinq élus. Cette formation se déroulera à Montpellier le 6 septembre 2010. Le coût de cette formation est de 704 euros par personne soit un montant total de 3520 euros.

- 2010/349** De confier à l'entreprise SERPE les travaux de désembaclement de la Mosson pour un montant de 24 975 € H.T.
- 2010/350** De confier à la Société BRED INGENIERIE la mission de programmation concernant le groupe scolaire République - ZAC port Marianne - pour un montant total du marché de 15 605.00 € HT sur une durée de 11 semaines
- 2010/351** D'accueillir le 10^e colloque francophone des Villes Santé de l'OMS les 24, 25 et 26 novembre 2010, sur le thème de la santé au travail. Le colloque est réservé aux professionnels et sera ponctué de conférences, de tables rondes, de visites et d'ateliers. Au regard de la spécificité de la manifestation l'organisation logistique est confiée à la société Enjoy SAEM LE CORUM- Palais des Congrès-Opéra Berlioz- BP 2200- 34 027 Montpellier cedex 1.
- 2010/352** De proroger le marché de reproduction de documents d'études d'aménagement et d'urbanisme pour la ville de Montpellier. Ce dernier aurait dû prendre fin le 07/08/2010, il est prorogé jusqu'au 31/12/2010.
- 2010/353** De passer un avenant pour l'acquisition d'un module permettant l'évolution de l'application MARCO pour un montant de 4 296 € HT
- 2010/354** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame DELPECH et autres
- 2010/355** Dans le cadre de la modernisation des moyens de paiement offerts aux usagers, la Ville de Montpellier souhaite mettre en place le serveur vocal interactif comme moyen d'encaissement dans ses régies. Cette décision permet d'attribuer ce marché de fourniture et de maintenance à la société Eloquant
- 2010/356** D'approuver des conventions de mise à disposition d'oeuvres pour l'exposition Les Suds profonds de l'Amérique au Pavillon Populaire du 21 octobre 2010 au 9 janvier 2011, pour les montants suivants: 47 755 € TTC et 2000 € de frais de déplacement (Meatyrd), 7502.95 € et 2000 € de frais de déplacement (Harris), 300 € et 2500 € de frais de déplacement (Laughlin). Total 62 057.95 € TTC
- 2010/357** De modifier les conditions du contrat de 35 M€ signé fin 2008 avec le groupe Caisse d'Epargne-Crédit Foncier : prolongation de la phase de mobilisation du 30/09/2010 au 31/12/2010 pour 15 M€ par avenant et nouveau contrat de 20 M€ prolongeant la phase de mobilisation jusqu'au 30/06/2011 et modifiant les conditions financières.
- 2010/358** D'attribuer le marché à procédure adaptée à l'entreprise SOLONET pour la prestation de remplissage des distributeurs de sachets pour la propreté canine, pour un montant de 32 700€ HT.
- 2010/359** D'attribuer les marchés à procédure adaptée "achat de VTT, VTC à assistance électrique, pièces détachées, accessoires et équipements" aux sociétés : - BIKE 34 pour le lot 1 (achat de VTT à assistance électrique, pièces détachées, accessoires et équipements), pour un montant total de commandes compris entre BIKE 34 pour le lot 1 (achat de VTT à assistance électrique, pièces détachées, accessoires et équipements), pour un montant total de commandes compris entre 8 000 € HT et 40 000 € HT, - MOBILECO pour le lot 2 (achat de VTC à assistance électrique, pièces détachées, accessoires et équipements), pour un montant total de commandes compris entre 8 000 € HT et 40 000 € HT, pour une durée de quatre ans à compter de leur notification
- 2010/360** D'attribuer le marché accord cadre "achat de fioul domestique" aux sociétés CHARVET SAS, DYNEFFSA et RAMOND et CIE, pour une estimation du volume d'approvisionnement de 150 000 litres, pour un montant maximum de commandes de 89 000 € HT, pour une durée de deux ans à compter de sa notification. Durant cette période, chaque commande sera un marché attribué au moins disant après remise en concurrence de ces trois titulaires.
- 2010/361** De confier à la société cabinet Michel KLOPPER la mission d'analyse financière prospective du budget principal pour les exercices 2011-2014 pour un montant total du marché de 13 800 € HT sur une durée de 5 mois maximum.

2010/362	D'attribuer un marché à procédure adaptée pour la fourniture et la maintenance de terminaux de paiement électronique fixes et mobiles à la société Naturel Diffusion
2010/363	D'augmenter le montant de l'avance de la régie de la Direction des Finances et du Contrôle de Gestion (porté à 500€)
2010/364	D'attribuer un marché à procédure adaptée à l'entreprise Intervia Etudes pour un montant de 17 350, 00 € HT
2010/365	D'attribuer un marché à procédure adaptée pour des travaux de chauffage au zoo de Lunaret – création d'un réseau de radiateurs à l'entreprise SNECC Chaze (48300- Langogne) pour un montant de 14 887,90 € HT.
2010/366	D'attribuer un marché à procédure adaptée pour des travaux de chauffage à l'école S Freud à l'entreprise SAS BEC Construction LR (34680 St Georges d'Orques) pour un montant de 11 348.42 € HT.
2010/367	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Epoux LEVY
2010/368	D'allonger le montant annuel (2010) du marché n° 8AJB8330 relatif à une mission d'expertise et d'assistance technique pour des études de déplacements, de 20% pour atteindre 36 000€. La mise en oeuvre du Plan Local de Déplacements dès cet été et la complexité de celui-ci, a contraint le service Déplacements/Observatoire a commandé plus d'études que prévu.
2010/369	D'attribuer à MDR Architecte le marché d'étude urbaine sur le secteur IBM-Pinville-Domaine de la Pompignane - Rue de la Vieille Poste pour un montant de 52 000 €HT / 62 192 €TTC
2010/370	D'attribuer le marché à procédure adaptée pour les formations secourisme (Lot 1 : IPS et lot 2 : PSC1) à la Croix Rouge Française pour un montant de 205 euros par session pour le lot 1 et 650 euros par session pour le lot 2.
2010/371	D'attribuer le marché à procédure adaptée pour la formation professionnelle BPJEPS option Loisirs Tous Publics et BAFD à l'entreprise "Les FRANCAS" pour un montant de : - Lot n° 1 : 4050€ HT par personne (5 personnes) - Lot n° 2 : 747€ HT par personnes (45 personnes)
2010/372	D'attribuer le marché «Assistance à maîtrise d'oeuvre pour l'aménagement d'une salle d'hébergement serveurs» à la société LM Ingénierie pour un montant total de 6 585,50 € HT et une durée de six mois.
2010/373	D'attribuer le marché relatif à la réalisation de cartographies et de visuels dans le cadre de l'étude sur l'aménagement des espaces publics de la Cité Gély à la société UBAK pour un montant de 4200 € HT.
2010/374	De passer une convention avec A Senatus Consulto pour la formation d'un élu. Cette formation se déroulera le 8 octobre 2010 et son coût se monte à 1250 €.
2010/375	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Epoux CLOCHARD
2010/376	De passer une convention avec le Greta Deux-Sèvres pour la formation d'un élu. Cette formation se déroulera les 18 et 19 novembre 2010 et son coût se monte à 900 €.
2010/377	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans la procédure d'expulsion squat rue du Puech Villa
2010/378	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Consorts AGELOU
2010/379	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Indivision Eugène GRAVIER

- 2010/380** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Valérie VINCENT
- 2010/381** D'attribuer le marché à procédure adaptée, dans le cadre des nouveaux moyens de paiement des régies de recettes, pour l'acquisition d'un module de paiement afin que les usagers puissent payer par Internet, à la Caisse d'Epargne.
- 2010/382** De passer convention avec le CIDEFE, Centre agréé, pour la formation d'un élu, pour un montant de 704 € TTC.
- 2010/383** De passer une convention avec A Senatus Consulto pour la formation d'un élu. Cette formation se déroulera le 19 mai 2010 et son coût se monte à 500 €.
- 2010/386** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Les Riverains de CAMPERIOLS

Contentieux
Ville c/ Epoux LEGLAND
Permis de démolir à la SCI Campus Thériaque
Recours pour excès de pouvoir



Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que les époux LEGLAND ont déposé un recours n°1002183-1 à l'effet d'obtenir l'annulation du permis de démolir n°34 172 09 V00028 à la SCI Campus Thériaque ;
- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la Ville

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 20 juillet 2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint délégué


Max LEVITA

Publiée le : 21/08/10
Notifiée le :

**Convention de formation des élus Ville de Montpellier
/ Laïcité et République les 3,4 et 5 septembre 2010**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- Qu'une formation pour les élus locaux organisée par « Laïcité et République » - 165 Rue du Maréchal Joffre, 76600 Le Havre – se déroulera les 3,4 et 5 septembre 2010 à Seignosse sur le thème « Les textes législatifs récents, le gel des dotations de l'Etat aux collectivités locales, la politique de rigueur... Analyse des conséquences administratives, financières et politiques sur l'action des collectivités locales : conseils régionaux et généraux, intercommunalités, communes » ;
- Que dans le cadre des dispositions de la loi du 3 février 1992 relatives aux conditions d'exercice des mandats locaux, Monsieur Philippe THINES, Adjoint au Maire, souhaite suivre cette formation ;
- Que le coût de cette formation s'élève à 950 € TTC ;

Décide en conséquence :

- D'adopter la convention de formation proposée par Condorcet Formation ;
- D'imputer la dépense de 950 € TTC sur les crédits figurant au budget, fonction 920210 nature 6535.

Montpellier, le 22/07/2010

Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 23/07/2010
Notifiée le :

Avenant au marché passé selon une procédure adaptée pour la Maintenance des équipements réseau Pégase

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 39/2009, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que par décision numéro 206 en date du 30 avril 2009, la Ville de Montpellier a attribué le marché de maintenance des équipements réseau Pégase à la société Nextiraone pour une durée d'un an renouvelable deux fois et un montant initial annuel de 16 890 euros H.T. pour la partie maintenance et un montant journalier de 700 euros H.T. au titre de la maintenance évolutive sur demande ;
- Qu'il convient à présent d'intégrer un châssis virtuel 3750, pour un montant annuel de 1 596,94 euros H.T., à la liste des équipements actuellement maintenus ;
- Que les conditions contractuelles sont entièrement maintenues ;

Décide en conséquence :

- D'adopter l'avenant à ce marché de maintenance au profit de la société NEXTIRAONE sise Espace Commercial Fréjorgues Ouest – 429 rue Charles Nungesser – 34135 MAUGUIO ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer l'avenant et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.
- De dire que la dépense sera imputée sur les budgets 2010 et suivants de la Direction des Systèmes d'Information – CRB 70000 - Natures 6156 - Fonction 920204.

Montpellier, le 06/09/2010

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué**



Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 07/09/2010

Notifiée le :



**Convention de formation des élus - Ville de
Montpellier / Cedis- du 17 au 20 août 2010**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- Qu'une formation pour les élus locaux organisée par Cedis – 105-107 Boulevard de Chanzy, 93100 Montreuil – se déroulera du 17 au 20 août 2010 sur le thème « Vers la conversion écologique des politiques publiques et des territoires » ;
- Que dans le cadre des dispositions de la loi du 3 février 1992 relatives aux conditions d'exercice des mandats locaux, Madame Nathalie Medeiros, Conseillère municipale, souhaite suivre cette formation ;
- Que le coût de cette formation s'élève à 1200 € TTC ;

Décide en conséquence :

- D'imputer la dépense de 1200 € TTC sur les crédits figurant au budget, fonction 920210, nature 6535.

Montpellier, le 22/07/2010

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 23/07/2010
Notifiée le :

Montpellier Grand Coeur
Attribution d'un marché pour la réalisation d'une
oeuvre d'art urbaine "Le carnaval des animaux"

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 29/2009 du 3 avril 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'un concours a été mené auprès des étudiants de l'école des Beaux-arts de Montpellier agglomération pour la conception d'une oeuvre destinée à être implantée rue du Fbg de Nîmes, face aux stations de tramway du Corum.
- Que suite à l'avis du jury de concours (14 mai 2009), le projet de Melle SIRUCKOVA a été désigné comme lauréat de ce concours par Mme le Maire.
- Qu'il convient de faire fabriquer et installer cette oeuvre par des entreprises spécialisées.
- Que suite à une première consultation infructueuse, le lot 1 du marché (peinture en trompe l'oeil) a fait l'objet d'une nouvelle consultation de prestataires (MAPA OM156), conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 25 mai 2010.
- Que la société A FRESCO a présenté l'offre la plus adaptée techniquement et économiquement cohérente ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à la société A FRESCO représentée par son gérant M. COMMECY pour la réalisation et l'installation de l'oeuvre pour un montant de 12 800€ HT (13 504 € TTC).
- D'autoriser Madame le Maire, son représentant ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer le marché et tous les documents relatifs à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget d'investissement 2010 de la Mission Grand Coeur (CRB 28 500 ligne n°14712).

Montpellier, le

11.08.2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 11.08.2010
Notifiée le :



**Autorisation d'ester
Protection fonctionnelle
EL YAKHLIFI Said**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP VINSONNEAU-PALIES NOY GAUER Ville EL YAKHLIFI Said/X, dans le cadre de l'agression dont a été victime EL YAKHLIFI Said, ASVP dans l'exercice de ses fonctions, le 1^{er} juin 2010 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville et de M. EL YAKHLIFI Said devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire par l'intermédiaire de la SCP VINSONNEAU-PALIES NOY GAUER ;
- De verser le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ligne 14810

Montpellier, le 30 AOU 2010

Madame le Maire
Hélène MANDROUX

Publiée le :
Notifiée le :



Direction des Ressources
Humaines
Prévention

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2010/300

**Autorisation d'ester
Protection fonctionnelle**



PERRET Sandrine

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

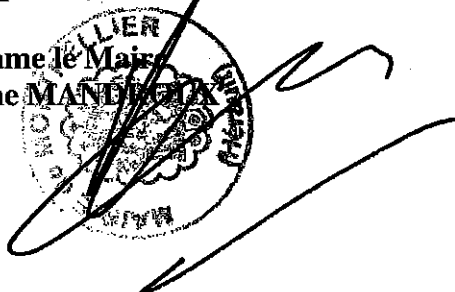
- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP VINSONNEAU-PALIES NOY GAUER Ville PERRET/ X, dans le cadre de l'agression dont a été victime Mme PERRET, ASVP dans l'exercice de ses fonctions, le 1^{er} Juin 2010 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville et de Mme PERRET Sandrine devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire par l'intermédiaire de la SCP VINSONNEAU-PALIES NOY GAUER ;
- De verser le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ligne 14810

Montpellier, le 30 AOU 2010

Madame le Maire
Hélène MANDRET



Publiée le : 31/08/2010
Notifiée le :

**Convention de formation des élus
Ville de Montpellier / Condorcet Formation du 28
octobre au 2 novembre 2010**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- Qu'une formation pour les élus locaux organisée par Condorcet Formation – 8 bis, rue de Solferino, 75007 Paris - se déroulera à Shanghai du 28 octobre au 2 novembre 2010 sur le thème « Journées internationales d'étude des territoires durables » ;
- Que dans le cadre des dispositions de la loi du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux, Madame Hélène Qvistgaard souhaite suivre cette formation ;
- Que le coût de cette formation s'élève à 2 990 € HT ;

Décide en conséquence :

- D'imputer la dépense de 2 990 € HT sur les crédits figurant au budget, fonction 920210 nature 6535.

Montpellier, le 25/07/2010

Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 28/7/2010
Notifiée le :

**Convention de formation des élus - Ville de
Montpellier / IEFES- du 25 au 28 août 2010**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- Qu'une formation pour les élus locaux organisée par IEFES – 2 Rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil – se déroulera du 25 au 28 août 2010 sur le thème « Des élus pour un socialisme du XXIème siècle » ;
- Que dans le cadre des dispositions de la loi du 3 février 1992 relatives aux conditions d'exercice des mandats locaux, Monsieur Francis VIGUIE, Conseiller municipal, souhaite suivre cette formation ;
- Que le coût de cette formation s'élève à 1400 € TTC ;

Décide en conséquence :

- D'imputer la dépense de 1400 € TTC sur les crédits figurant au budget, fonction 920210, nature 6535.

Montpellier, le 22/07/2010

Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 23/07/2010
Notifiée le :

**Maintenance et entretien périodique d'un ascenseur
monte charge desservant le sous-sol des Halles
Castellane**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2010/285//T/R du 29 juin 2010 donnant délégation de signature à M. Frédéric TSITSONIS, Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'assurer la maintenance et l'entretien de l'ascenseur/monte-charges des Halles Castellane ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du CMP, en date du 3 juin 2010, l'entreprise ACAF - sise 78, rue Joe Dasssin ZAE Parc 2000 34080 Montpellier a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n° OM342 relatif à la maintenance et à l'entretien périodique d'un ascenseur/monte- charges desservant le sous-sol des Halles Castellane à la société ACAF, pour une durée de 1 an reconductible 3 fois sur demande expresse de la Ville et pour un montant maximum HT de 3 700, 00 € par an, soit 4 425, 20 € TTC par an ;
- D'autoriser Mme le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs à la préparation, la passation, l'exécution ou le règlement du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget du service Affaires Commerciales CRB 127 - Ligne de Crédit 2413 - Nature 6156 - au titre de l'année 2010.

Montpellier, le 21/07/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint délégué



Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 22/07/2010
Notifiée le :

**Attribution d'un marché à bons de commande passé
selon une procédure adaptée pour la fourniture et pose
de jeux de cours spécifiques à la petite enfance destinés
aux crèches et haltes garderies de la Ville**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2010/067/T/R du 04 juin 2010 donnant délégation de signature à Monsieur Michel PASSET en l'absence de Mme PRUNIER ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à la fourniture et pose de jeux de cours spécifiques à la petite enfance destinés aux crèches et haltes garderies de la Ville dans le cadre de la maintenance et de la sécurité ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 22/03/2010, conformément aux articles 28 et 77 du code des marchés publics, l'entreprise COALA sise ZAC de Valdegour - 74 rue Guy Arnaud, BP 6009 à Nîmes (30), a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché 0 M 49 précité à l'entreprise COALA pour un montant minimum de 7.000,00 € H.T et pour un montant maximum 21.000,00 € H.T
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2010 de la Ville
- Ce marché est conclu pour une période initiale de un an et peut être reconduit au maximum trois fois, par expresse reconduction. La personne responsable des marchés prend par écrit la décision de reconduire ou non le marché, au moins deux mois avant la fin de la durée de validité du marché. Le titulaire ne peut refuser la reconduction du marché.
 - o Section : Investissement Fonction : 9064 Nature : 2312
 - o Section : Fonctionnement Fonction : 9264 Nature : 61558 et 6156
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 23.02.2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint délégué


Michel PASSET

Publiée le : 26.02.2010
Notifiée le :

**Convention de formation des élus - Ville de
Montpellier / A Senatus Consulto - Formation
"Expression orale, comportementale et prise de
parole"**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- Qu'une formation « Expression orale, comportementale et prise de parole » organisée par A Senatus Consulto se déroulera à Paris le 17 septembre 2010,
- Que dans le cadre des dispositions de la loi du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux, Madame Boyer Agnes, Adjoint au Maire, souhaite suivre cette formation,
- Que le coût de cette formation s'élève pour la ville à 500 euros

Décide en conséquence :

- D'imputer cette dépense de 500 euros sur les crédits figurant au budget de la Ville, fonction 920210, nature 6535.

Montpellier, le 22/07/2010

Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le :
Notifiée le : 23/07/2010

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour l'achat de boissons**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de boissons (eaux, jus de fruits, sodas, bières et cidres, apéritifs et digestifs, muscats et champagnes) pour la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément aux articles 28 et 77-1 du Code des Marchés Publics, en date du 20/05/2010, la société A.B.S/JEX, 34000 MONTPELLIER a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société A.B.S/JEX, pour un montant total de commandes compris entre 40 000 € H.T et 85 000 € H.T, pour une durée allant jusqu'au 31/12/2011 à compter de sa notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 60623, chapitre 920.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 21/07/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 22/07/2010
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour l'achat de vêtements de sport**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

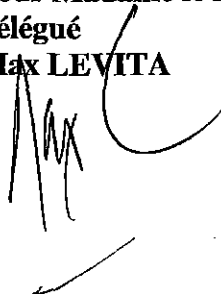
- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de vêtements de sport pour la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément aux articles 28 et 77-1 du Code des Marchés Publics, en date du 08/06/2010, la société INTERSPORT, 34970 LATTES a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

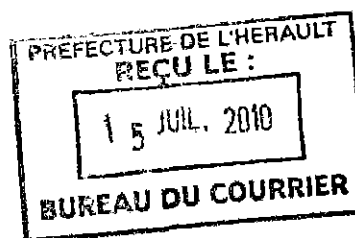
- D'attribuer le marché précité à la société INTERSPORT, pour un montant total de commandes compris entre 20 000 € H.T et 80 000 € H.T, pour une durée de quatre ans à compter de sa notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 60636, tous chapitres.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 21/07/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le : 22/07/2010
Notifiée le :



MISSION GRAND COEUR
Droit de préemption urbain
Propriété MASCLAU
1, rue du Collège Duvergier
Exercice du droit de préemption

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Madame le Maire le 31 mars 2009 (n° 29-2009);
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan de sauvegarde et de mise en valeur approuvé par décret du Conseil d'Etat le 1^{er} septembre 1977;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la SERM par délibération du Conseil municipal du 26 juin 2003;
- Vu l'estimation des services fiscaux.

Considérant :

- que le 18 mai 2010, les Epoux Fernand MASCLAU ont souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un immeuble de quatre niveaux, situé 1 rue du Collège Duvergier et cadastré section HO 128, 136, au prix de 550.000 € plus 45.000 € de commission d'agence.
- que la politique locale de l'habitat mise en œuvre par la Ville de Montpellier vise à réactiver et diversifier le marché du logement et permettre le renouvellement urbain, conformément aux objectifs du Plan Local d'Urbanisme et à l'article L 300-1 du code de l'urbanisme relatif aux opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat et de permettre la restructuration urbaine;
- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur", avec pour objectifs principaux sur le volet habitat de réactiver et diversifier le marché du logement, par la production de logements sociaux

publics et de logements à loyer maîtrisé, par la réhabilitation du parc de logements inconfortables ou obsolètes;

- que pour la mise en œuvre de l'opération "Montpellier Grand Cœur" susvisée, la Ville de Montpellier a conclu avec la SERM une concession d'aménagement, selon le régime défini par l'article L. 300-4 du code de l'urbanisme, approuvée par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003;

- que le bien immobilier objet des présentes est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus, et dans celui de l'ANRU et en secteur sauvegardé. Cet immeuble est également sous déclaration d'utilité publique de prescription de travaux pris par le Préfet de l'Hérault par arrêté du 2 mars 2006;

- que dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier, au vu des objectifs ci-dessus, en vue de la réalisation de trois grands appartements à loyer maîtrisés;

- que le prix proposé paraît excessif.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété de Monsieur et Madame MASCLAU, située 1 rue du Collège Duvergier, et cadastrée section HO 128 et 136, au prix de 482.850 € plus 45.000 € pour la commission d'agence;

- dans le cas où les propriétaires décideraient de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme;

- que la SERM intervienne à l'acte d'acquisition en tant que tiers payeurs et que le bien lui sera ensuite rétrocédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement.



Montpellier, le 15 JUL. 2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 15 JUL. 2010

Notifiée le :

15 JUL. 2010

Département urbanisme et
aménagement

Direction de l'urbanisme
opérationnel

Service : FONCIER OPERATIONNEL

Adresse Postale :

Mairie de Montpellier
1 place Francis Ponge
34064 Montpellier Cedex 2

Bureaux :

Carré Montmorency
474 Allée Henri II de Montmorency
MONTPELLIER
Tramway ligne 1 = station Léon
Blum

Réf. : IA 2010- 2224

Affaire suivie par : P. DEBARD

Tel : 04.67.63.73.57

Montpellier, le

15 JUL 2010

Ville de
Montpellier



Téléphone : 04 67 34 70 00

Fax DUOP : 04.99.06.06.87

Bon reçu le 15 juillet 2010
L. VIALLA et E. DOSSA
NOTAIRES

21, Rue Foch

CS 69514

34961 MONTPELLIER CEDEX 2

Tél. 04 67 600 800 - Fax: 04 67 66 37 38

vialla.dossa@notaires.fr

Maîtres VIALLA et DOSSA
Notaires

21 rue Foch

CS 69514

34961 MONTPELLIER Cedex 2

OBJET : DROIT DE PREEMPTION - Déclaration d'Intention d'Aliéner

RECOMMANDEE AVEC A.R

- REFER :
- Déclaration reçue le : 18/05/2010
 - Enregistrée dans nos services sous le Numéro : IA 2010- 2224
 - Concernant : Immeuble
 - Situé (es) à : 1 rue du Collège Duvergier
 - Réf. Cadastres : HO 128 et HO 136
 - Au prix proposé de : 550.000 € plus 45.000 € de commission
 - Appartenant à : Epx MASCLAU Fernand

Maîtres,

Par déclaration visée en référence, vous avez fait part à la ville de l'intention de Monsieur et Madame MASCLAU, d'aliéner sous forme de vente, un bien soumis au droit de préemption urbain de Montpellier, moyennant le prix de 550.000 € plus 45.000 € de commission d'agence.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la Ville de Montpellier a décidé d'exercer le droit de préemption qui lui est ouvert par l'article L 211-1 du code de l'urbanisme, et offre, conformément à l'article R 213-8c du même code, d'acquérir ce bien moyennant le prix de 482.850 € plus 45.000 € pour la commission d'agence, considérant :

- que la politique locale de l'habitat mise en œuvre par la Ville de Montpellier vise à réactiver et diversifier le marché du logement et permettre le renouvellement urbain, conformément aux objectifs du Plan Local d'Urbanisme et à l'article L 300-1 du code de l'urbanisme relatif aux opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat et de permettre la restructuration urbaine;

- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur", avec pour objectifs principaux sur le volet habitat de réactiver et diversifier le marché du logement, par la production de logements sociaux publics et de logements à loyer maîtrisé, par la réhabilitation du parc de logements inconfortables ou obsolètes;

- que pour la mise en œuvre de l'opération "Montpellier Grand Cœur" susvisée, la Ville de Montpellier a conclu avec la SERM une concession d'aménagement, selon le régime défini par l'article L 300-4 du code de l'urbanisme, approuvée par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003;

- que le bien immobilier objet des présentes est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus, et dans celui de l'ANRU et en secteur sauvegardé. Cet immeuble est également sous déclaration d'utilité publique de prescription de travaux pris par le Préfet de l'Hérault par arrêté du 2 mars 2006;

- que dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier, au vu des objectifs ci-dessus, en vue de la réalisation de trois grands appartements à loyer maîtrisés;

Vous trouverez ci-joint la décision relative à cette affaire.

Conformément aux dispositions de l'article R 213-10 du code de l'urbanisme, vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la réception de la présente offre pour me faire connaître par lettre recommandée avec demande d'avis de réception :

- soit que le propriétaire accepte cette offre.

Dans ce cas, la vente de ce bien au profit de la Ville de Montpellier est définitive. Elle devra être régularisée conformément aux dispositions des articles R 213-12 et L 213-14 du code de l'urbanisme. L'acte de vente devra donc être signé dans les trois mois à compter de son accord, quant au prix, il sera payé dans les six mois suivant son accord.

- soit qu'il maintient le prix figurant dans votre déclaration.

Si c'est le cas, je vous informe dès à présent, conformément à l'article R 213-8c du code de l'urbanisme, de mon intention de faire fixer la valeur de ce bien par la juridiction compétente en matière d'expropriation.

- soit qu'il renonce à l'aliénation de ce bien.

Dans ce cas, s'il envisageait à nouveau de vendre ce même bien, vous seriez tenu de souscrire une nouvelle déclaration d'intention d'aliéner.

Je vous précise qu'à défaut de notification d'une réponse dans un délai de deux mois susvisé, le propriétaire sera réputé avoir renoncé à l'aliénation.

Par ailleurs, la présente décision peut être contestée devant le tribunal administratif de Montpellier par le dépôt d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à partir du jour de sa notification en vertu des dispositions de l'article R 421-1 du code de justice administrative.

Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision dans ce même délai. Dans ce cas, conformément à l'article R 421-2 du code de justice administrative, le délai de recours contentieux sera prolongé de deux mois à compter de la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Le recours gracieux doit être formulé auprès de l'autorité qui a pris la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, l'absence de réponse pendant plus de deux mois valant décision de rejet. Tout recours gracieux interrompt les délais de recours contentieux.

Le recours contentieux doit être formulé auprès du Tribunal administratif de Montpellier.

Je vous prie d'agréer, Maîtres, l'assurance de mes meilleurs sentiments.

Pour Madame le Maire
L'Adjoint Délégué à l'urbanisme



Philippe SAUREL

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2010/318

**Convention de formation des élus - Ville de
Montpellier / Cedis- du 17 au 20 août 2010**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- Qu'une formation pour les élus locaux organisée par Cedis - 105-107 Boulevard de Chanzy, 93100 Montreuil - se déroulera du 17 au 20 août 2010 sur le thème « Vers la conversion écologique des politiques publiques et des territoires » ;
- Que dans le cadre des dispositions de la loi du 3 février 1992 relatives aux conditions d'exercice des mandats locaux, Monsieur Jean-Louis ROUMEGAS et Madame Nicole MOSCHETTI-STAMM, Conseillers Municipaux, souhaite suivre cette formation ;
- Que le coût de cette formation s'élève à 1200 € TTC par stagiaire ;

Décide en conséquence :

- D'imputer la dépense de 2400 € TTC sur les crédits figurant au budget, fonction 920210, nature 6535.

Montpellier, le 23/07/2010

Madame le Maire
Hélène MANDROUX

Publiée le :
Notifiée le : 26/07/2010



Marché de télétransmission sécurisée des convocations du Conseil municipal

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de fonction à M. Max LEVITA.

Considérant :

- qu'il y a lieu de passer un marché à procédure adaptée pour l'acquisition et la maintenance d'une application permettant l'envoi dématérialisé et sécurisé des convocations du Conseil municipal ;
- qu'à la suite d'une consultation lancée à cet effet le 16 juin 2010 et conformément à l'article 28 du code des marchés publics, la société CDC-Fast a proposé une offre conforme aux attentes de la Ville ;

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché relatif à l'acquisition et la maintenance d'une application permettant l'envoi dématérialisé et sécurisé des convocations du Conseil municipal, marché conclu pour une période de 1 an reconductible 2 fois, à CDC-Fast pour un montant de :
 - o Année 2010 : 4 790 € HT
 - o Années suivantes : 3 600 € HT
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs au marché ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2009 de la Ville : Secrétariat général – Service de l'Assemblée : Nature : 205 / Fonction : 900/020 / Ligne de crédit : 14840

Montpellier, le 21 10/7/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint délégué



Max LEVITA

Publiée le : 22/07/2010

Notifiée le : 22/07/2010



**Convention de formation des élus
Ville de Montpellier / Condorcet Formation
Les 25, 26 et 27 août 2010**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de fonction à M. Max LEVITA.

Considérant :

- Qu'une formation pour les élus locaux organisée par Condorcet Formation – 8 bis, rue de Solférino, 75007 Paris – se déroulera les 25, 26 et 27 août 2010 à La Rochelle sur le thème « L'action politique des collectivités territoriales » ;
- Que dans le cadre des dispositions de la loi du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux, Madame Hélène Mandroux, Maire de la ville de Montpellier, monsieur Serge Fleurence, 1^{er} adjoint, monsieur Michael Delafosse, adjoint au maire et mesdames Magalie Couvert et Hélène Qvistgaard, adjointes au maire, souhaitent suivre cette formation ;
- Que le coût de cette formation s'élève à 1126 € TTC par stagiaire soit 5 630 € TTC ;

Décide en conséquence :

- D'imputer la dépense de 5 630 € TTC sur les crédits figurant au budget, fonction 920210, nature 6184

Montpellier, le 21/07/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'adjoint délégué,

Max LEVITA

Publiée le : 22/07/2010
Notifiée le :



DROIT DE PREEMPTION
Zone d'Aménagement Différé des BOUISSES
Propriété CANTERO
1227 rue des Grèzes cadastre PW 24 et 25
Exercice du droit de préemption

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2010/389/T/R du 12 juillet 2010 donnant délégation à Monsieur Philippe SAUREL, Adjoint Délégué;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006.
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu l'arrêté préfectoral du 8 mars 2007 portant création de la zone d'aménagement différé des BOUISSES;
- Vu l'estimation des services fiscaux.

Considérant :

- que le 31 mai 2010, les consorts CANTERO Michel, demeurant à Montpellier 1406, Rue du pont de Lavérune, ont souscrit par l'intermédiaire de Maître GOUJON-VANSUYT, notaire à JUVIGNAC, une déclaration d'intention d'aliéner portant sur un bien immobilier, située rue des Grezes et cadastré section PW n° 24 et 25 au prix de 1.052.000,00 €.
- qu'il paraît opportun pour la Ville d'exercer le droit de préemption sur ledit bien afin de constituer une réserve foncière dans le cadre de la zone d'aménagement différé des BOUISSES qui prévoit de s'assurer la maîtrise foncière des terrains de cette zone afin de répondre aux besoins futurs d'urbanisation tout en protégeant les espaces naturels remarquables, en offrant un habitat favorisant la mixité sociale par la réalisation de constructions en collectifs et en protégeant la vallée de la Mosson et le bois de Bionne.
- que la maison principale est certes illégale (pas d'autorisation de droit des sols délivrée) mais probablement autorisable par les règlements d'urbanisme successifs car réalisées à partir de la réhabilitation-extension d'un mas ancien existant comme en témoigne les cadastres anciens mais que

les autres constructions présentes sur les parcelles sont illégales et non autorisables par les documents d'urbanisme successifs POS et PLU.

- que le prix paraît excessif.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété des consorts CANTERO, située rue des Grézes figurant au cadastre section PW n° 24 et 25 au prix au prix de 500.000,00 € correspondant à la seule valeur de marché de la maison principale occupée par Monsieur et Madame CANTERO.

- dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme.

- de prélever les sommes nécessaires à cette acquisition sur le budget 2010 programme individualisé n° 2010AP23 "Action foncière", ligne de crédit 17460 "Acquisitions constructions".

Montpellier, le 26 JUL 2010



Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 26 JUL 2010

Notifiée le : 26 JUL 2010

DROIT DE PREEMPTION
Zone d'Aménagement Différé des BOUISSES
Propriété CANTERO
1227 rue des Grèzes cadastre PW 15 et 16
Exercice du droit de préemption

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2010/389/T/R du 12 juillet 2010 donnant délégation à Monsieur Philippe SAUREL, Adjoint Délégué;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006.
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu l'arrêté préfectoral du 8 mars 2007 portant création de la zone d'aménagement différé des BOUISSES;
- Vu l'estimation des services fiscaux.

Considérant :

- que le 31 mai 2010, Monsieur et Madame CANTERO Michel, demeurant à Montpellier 1406, Rue du pont de Lavérune, ont souscrit par l'intermédiaire de Maître GOUJON-VANSUYT, notaire à JUVIGNAC, une déclaration d'intention d'aliéner portant sur un bien immobilier, située rue des Grèzes et cadastré section PW n° 15 et 16 au prix de 2.103.000,00 €.
- qu'il paraît opportun pour la Ville d'exercer le droit de préemption sur ledit bien afin de constituer une réserve foncière dans le cadre de la zone d'aménagement différé des BOUISSES qui prévoit de s'assurer la maîtrise foncière des terrains de cette zone afin de répondre aux besoins futurs d'urbanisation tout en protégeant les espaces naturels remarquables, en offrant un habitat favorisant la mixité sociale par la réalisation de constructions en collectifs et en protégeant la vallée de la Mosson et le bois de Bionne.
- que compte tenu du caractère illégal de la totalité des constructions bâties sur ces terrains (pas d'autorisation de droit des sols délivrée et constructions non autorisables par les documents

d'urbanisme successifs POS et PLU), ledites constructions existantes seront démolies conformément aux objectifs de la zone AU0-8 du PLU et de la ZAD des Bouisses.

- que le prix parait excessif.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété de Monsieur et Madame CANTERO Michel, située rue des Grézes figurant au cadastre section PW n° 15 et 16 au prix au prix de 120.450,00 € ce montant correspondant à la valeur du terrain nu;

- dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme;

- de prélever les sommes nécessaires à cette acquisition sur le budget 2010 programme individualisé n° 2010AP23 "Action foncière", ligne de crédit 17460 "Acquisitions constructions".

Montpellier, le 26 JUL. 2010



Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 26 JUL. 2010

Notifiée le : 26 JUL. 2010



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour les travaux de réfection de résine de la
cuisine centrale des Restaurants Scolaires**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/42 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis GELY adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il ya lieu d'effectuer des travaux de réfection de résine de la cuisine centrale des Restaurants Scolaires de la Ville ;
- Qu'à la suite d'une consultation MAPA n° 0M98, conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, seule la société V.B. RESINE ZA la Prairie, rue de Gutemberg, 42340 Veauche, a présenté une offre qui a été jugée économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- De confier les travaux de réfection de résine de la cuisine centrale des Restaurants Scolaires de la Ville à la société V.B. RESINE ZA la Prairie, rue de Gutemberg, 42340 Veauche pour un montant avec les options comprises de 24 386,00 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement du service des Restaurants Scolaires de la Ville : Nature : 61522 Fonction : 922511 Ligne de crédit : 1508
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

30/09/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Jean-Louis GELY

Publiée le : 02/08/10
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour la rénovation de la chaufferie et du
réseau de chauffage de la salle de sport du Petit Bard**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2010/065/T/R du 04 juin 2010 donnant délégation de signature à M. FLEURENCE en l'absence de Madame Sophie BONIFACE- PASCAL ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à la rénovation de la chaufferie et du réseau de chauffage de la salle de sport du Petit Bard.
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 21 mai 2010, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, l'entreprise Chiche SARL plomberie, sise 9, rue Patrice Lumumba 34070 Montpellier a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché 0M128 précité à l'entreprise CHICHE SARL plomberie pour un montant de 83 193.98 € HT
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2010 de la ville
- Section : Investissement Fonction : 90411 Nature 2135 Programme 10497 Opération 08D04674
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 28/07/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier Adjoint,


Serge FLEURENCE

Publiée le : 27/07/2010
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour la réhabilitation de la Halte Garderie
Mary Poppins**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2010/67/T/R du 29 juin 2010 donnant délégation de signature à Michel PASSET en m'absence de Madame Françoise Prunier

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à des travaux de réhabilitation de la Halte Garderie Mary Poppins
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 30 mars 2010, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, l'entreprise P3G Ingénierie, sise 471, rue Charles Nungesser, Mas des Cavaliers 2, 34130 Mauguio, a présenté l'offre la plus avantageuse;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché 0 M 85 précité à l'entreprise P3G Ingénierie pour un montant de 25 500 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2010 de la Ville ;
- Section : Investissement Fontion :9064 Nature :2135
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjointe Déléguée à signer tout le document relatif à cette affaire.

Montpellier, le **23.07.2010**

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint délégué


Michel PASSET

Publiée le : **26.07.2010**

Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2010/326

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée:
Dépannage des véhicules**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 35 / 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric TSITSONIS, adjoint délégué

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder aux dépannages des véhicules (à 2 et 4 roues) et engins divers gérés par le Service Parc Auto de la Ville de Montpellier.
- Qu'à la suite d'une consultation, référencé 0 M 268, conformément au code des marchés publics.
- Que le montant approximatif et estimatif de la dépense publique pour ce type de prestations sur la durée totale du marché a été évalué à 9 177,50 € HT.
- Que la société MONTPELLIER DEPANNAGE a présenté une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à la société MONTPELLIER DEPANNAGE, 55 rue Montels Saint Pierre 34070 Montpellier, pour la réalisation des dépannages des véhicules et engins gérés par le Service Parc Auto de la Ville de Montpellier, pour un montant compris entre 3 000 € HT et 10 000 € HT et pour une durée de 4 ans fixes non renouvelables à compter de la date de notification du présent marché.
- D'imputer cette dépense sur le budget de fonctionnement de la ville et plus précisément sur la nature comptable 61551 et la ligne de crédit 13392.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 02.08.2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 03.08.2010.
Notifiée le :





Direction du Génie

Urbain

Direction du Génie Urbain

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2010/397

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée - Maintenance Coordin et Coordinweb
(n°0M78)**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009-130 du 31 juillet 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, adjoint délégué ;

Considérant :

- qu'une erreur matérielle est intervenue sur la décision n° 2010/218 et qu'il convient de corriger le montant de 7350 € HT indiqué dans celle-ci par un montant annuel maximum de 14 000 € HT ;

Décide en conséquence :

- de dire que cette décision annule et remplace la précédente en date du 25 mai 2010 et enregistrée sous le numéro 2010/218
- d'attribuer le marché précité à l'entreprise Alpayayo pour un montant annuel maximum de 14 000 € HT et ce pour une période de un an reconductible trois fois ;
- d'autoriser Madame le maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.

Montpellier, le 28/07/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Serge FLEURENCE

Publiée le :
Notifiée le :) 29/07/2010

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: réalisation et coédition du catalogue de
l'exposition photographique Les Suds profonds de
l'Amérique**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/39 en date du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué

Considérant :

- Qu'il y a lieu de faire réaliser un catalogue pour l'exposition photographique *Les Suds profonds de l'Amérique*, qui sera présentée au Pavillon Populaire du 21 octobre 2010 au 9 janvier 2011 ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, en date du 19 mai 2010, l'entreprise Saint Paul S.A.S. Democratic Books a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise Saint Paul S.A.S. Democratic Books, 24 rue Saint Antoine, 75004 Paris, pour un montant de 19 500 € H.T.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2010 de la Ville, fonction 923

Montpellier, le 26/07/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint délégué



Michaël DELAFOSSE

Publiée le :
Notifiée le : 27/07/2010



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: location, transport et vérification de 12 films
35mm, manifestation Cinéma sous les étoiles, 12
séances entre le 2 et le 20 août 2010, amphithéâtre
Dionysos, quartier Antigone**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/39 en date du 31 mars 2009, donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que dans le cadre de la manifestation Cinéma sous les étoiles qui se déroulera place Dionysos du 2 au 20 août 2010, il y a lieu de procéder à la location, au transport et à la vérification de 12 films 35mm ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 28 mai 2010, conformément à l'article 28 du Code des marchés publics, l'entreprise DECIPRO a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à l'entreprise DECIPRO, 5 rue du Lantissargues, 34070 Montpellier, pour un montant de 10 805 € H.T. ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2010 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 26/07/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27/07/2010
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2010/330

Contentieux
Ville c/ Indivision COMBETTES - Madame SERIN et
autres
Requête en annulation du jugement du Tribunal
Administratif du 27 mai 2010
Cour Administrative d'Appel de Marseille
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que le jugement du Tribunal Administratif du 27 mai 2010 relatifs aux recours n°0903632-1 et 0903633-1 a annulé les décisions du maire du 22 juin 2009 et a condamné la Commune au titre de l'article L.761-1 du Code de Justice Administrative ;
- Que la Commune interjette appel pour obtenir son annulation ;
- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la Ville

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 23 juillet 2010

Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier
Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 26/07/2010
Notifiée le :



Direction des Affaires
Juridiques et de la
Commande Publique
Service Juridique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2010/33A

Contentieux
Ville c/ Madame TREGUIER
Permis de construire à M.GUILLO
Recours pour excès de pouvoir



Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Madame TREGUIER a déposé un recours n°1003009-1 à l'effet d'obtenir l'annulation de l'arrêté du Maire du 26 janvier 2010 accordant un permis de construire n°34 172 09 V 0377 à M.GUILLO ;
- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la Ville

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 23 / 07 / 2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 23/07/2010
Notifiée le :



Direction des Affaires
Juridiques et de la
Commande Publique
Service Juridique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2010/332

Contentieux
Ville c/ Monsieur JEAN
Arrêté du 1er juillet 2010 retirant l'arrêté de
déclaration préalable du 23 avril 2010
Recours en référé suspension
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Monsieur Paul JEAN a déposé un recours n°1003224-1 à l'effet d'obtenir la suspension de l'arrêté du Maire du 1^{er} juillet 2010 retirant son arrêté du 23 avril 2010 portant non opposition à la déclaration préalable n°34 172 100 262 ;
- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la Ville

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 23/07/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 23/07/2010
Notifiée le :

Contentieux
Ville c/ Monsieur JEAN
Arrêté du 1er juillet 2010 retirant l'arrêté du 23 avril
2010 d'autorisation de travaux
Recours pour excès de pouvoir



Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Monsieur Paul JEAN a déposé un recours n°1003223-1 à l'effet d'obtenir l'annulation de l'arrêté du Maire du 1^{er} juillet 2010 retirant l'arrêté du 23 avril 2010 portant non opposition à la déclaration préalable n°34 172 100262 ;
- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la Ville

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 23/07/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 23/07/2010
Notifiée le :



Direction des Affaires
Juridiques et de la
Commande Publique
Service Juridique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2010/334

Contentieux
Ville c/ SCI CASBA
Recours en annulation du jugement du Tribunal
Administratif du 1er avril 2010
Cour Administrative d'Appel de Marseille



Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que le jugement n°0801290 du Tribunal Administratif du 1^{er} avril 2010 a rejeté le recours de la SCI CASBA dirigé contre l'arrêté du Maire du 20 novembre 2007 lui délivrant un permis de construire ;
- Que celle-ci a interjeté appel par requête n°10MA02112 pour obtenir son annulation ;
- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la Ville

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 23/07/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 23/07/2010
Notifiée le :



Recours de plein contentieux
Ville c/ CHANTIERS MODERNES SUD, GTM SUD,
VINCI CONSTRUCTION TERRASSEMENT
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que les sociétés CHANTIERS MODERNES SUD, GTM SUD et VINCI CONSTRUCTION TERRASSEMENT ont déposé un recours devant le Tribunal administratif de Montpellier le 30/06/2010 sous le n° 1002982 contre la Ville de Montpellier ;
- Qu'elles sollicitent du juge la condamnation de la Ville au paiement de la somme de 774 311,96€ HT, complétée d'intérêts moratoires, correspondant à la réalisation de prestations de génie civil et de terrassement dans le cadre de l'exécution du marché de réalisation d'une conduite pour le franchissement d'une voie ferrée par le ruisseau « Le Lantissargues » dont elles ont été attributaires alors qu'elles étaient constituées en groupement ;
- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget 2010 de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

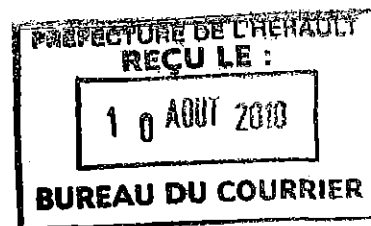
Montpellier, le 23/07/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier
Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 23/07/2010
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2010/336



MISSION GRAND COEUR
Droit de préemption urbain
Propriété BENALY
6, rue Daru (lot 6)
Exercice du droit de préemption

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Madame le Maire le 12 juillet 2010 (n° 2010-389);
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la SERM par délibération du Conseil municipal du 26 juin 2003;
- Vu l'estimation des services fiscaux.

Considérant :

- que le 15 juin 2010, Madame Hania BENALY a souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un appartement occupé, situé 6 rue Daru et cadastré section IZ 130, au prix de 55.000 € plus 4.000 € de commission d'agence.
- que la politique locale de l'habitat mise en œuvre par la Ville de Montpellier vise à réactiver et diversifier le marché du logement et permettre le renouvellement urbain, conformément aux objectifs du Plan Local d'Urbanisme et à l'article L 300-1 du code de l'urbanisme relatif aux opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat et de permettre la restructuration urbaine;
- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur", avec pour objectifs principaux sur le volet habitat de réactiver et diversifier le marché du logement, par la production de logements sociaux

publics et de logements à loyer maîtrisé, par la réhabilitation du parc de logements inconfortables ou obsolètes;

- que pour la mise en œuvre de l'opération "Montpellier Grand Cœur" susvisée, la Ville de Montpellier a conclu avec la SERM une concession d'aménagement, selon le régime défini par l'article L 300-4 du code de l'urbanisme, approuvée par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003;

- que le bien immobilier objet des présentes est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus, et dans celui de l'ANRU et de l'OPAH RU "Gamabetta-Clémenceau, Nord Ecusson".

- que dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier, au vu des objectifs ci-dessus, en vue de réaliser un logement à loyer maîtrisé aux normes d'habitabilité.

- que le prix proposé paraît excessif.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété Madame BENALY, située 6 rue Daru, et cadastrée section IZ 130, au prix de 25.600 € plus 4.000 € de commission d'agence.

- dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme.

- que la SERM intervienne à l'acte d'acquisition en tant que tiers payeurs et que le bien lui sera ensuite rétrocédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement.

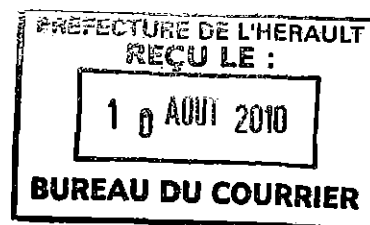


Montpellier, le 27 JUL 2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 27 JUL 2010

Notifiée le : 27 JUL 2010



MISSION GRAND COEUR
Droit de préemption urbain
Propriété SA FABIEN MARCEAU
37, cours Gambetta (lots 18 à 21)
Exercice du droit de préemption

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Madame le Maire le 12 juillet 2010 (n° 2010-389);
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la SERM par délibération du Conseil municipal du 26 juin 2003;
- Vu l'avenant n° 3 à la concession d'aménagement confiée à la SERM (actions à mener dans le cadre du protocole transactionnel VILLE/CCI/CAM/SERM/SCI Odysseum 2) approuvé par délibération du Conseil municipal du 10 mai 2006;
- Vu l'estimation des services fiscaux.

Considérant :

- que le 08 juin 2010, la S.A FABIEN MARCEAU a souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un local commercial (lots 18 à 21) situé 37 cours Gambetta et cadastré section HW 22, au prix de 160.000 €;
- que la politique locale de l'habitat et de dynamisation du commerce mise en œuvre par la Ville de Montpellier, se traduisant en application de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme, par des actions en faveur du renouvellement urbain, de lutte contre l'insalubrité, de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine bâti, et de revitalisation du commerce,

- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain « Montpellier Grand Cœur »,

- que ledit bien immobilier est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus,

- que pour la mise en œuvre de l'opération « Montpellier Grand Cœur » susvisée, la Ville de Montpellier a conclu avec la SERM une convention publique d'aménagement, selon le régime défini par l'article L 300-4 du code de l'urbanisme, approuvée par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003,

- que l'avenant n° 3 de la convention publique d'aménagement, approuvé par délibération du Conseil municipal du 10 mai 2006, met en place un programme d'actions complémentaires liées à l'accompagnement commercial suite à la signature d'un protocole transactionnel signé par la Ville, la Communauté d'agglomération de Montpellier, la Chambre de Commerce d'Industrie de Montpellier, la SERM et la SC Odysseum II,

- que la présente acquisition entre, d'une part, dans le cadre des différentes études réalisées par la Ville de Montpellier et la SERM afin de mettre en œuvre la politique de dynamisation du commerce en Centre Ville et, d'autre part, dans la mise en œuvre des différents accords signés entre la Ville de Montpellier, la Chambre de Commerce et d'Industrie et les principaux acteurs en charge du commerce afin de pérenniser le commerce en Centre Ville,

- que dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ce local commercial vide, au vu des objectifs ci-dessus, afin de maîtriser l'implantation de l'activité commerciale et de la pérenniser.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété de la S.A FABIEN MARCEAU, située 37 cours Gambetta, et cadastrée section HW 22 au prix de 160.000 €;

- que la SERM intervienne à l'acte d'acquisition en tant que tiers payeurs et que le bien lui sera ensuite rétrocédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement.



Montpellier, le 27 JUL 2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 27 JUL 2010

Notifiée le :

27 JUL 2010



Avenant à l'étude de plan programme pour les espaces publics connexes au projet de gare St-Roch

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2010/389/T/R en date du 12 juillet 2010 donnant délégation de fonction à Monsieur Philippe SAUREL :

Considérant :

- Qu'il y lieu de procéder aux modifications et à la numérisation du plan programme des espaces publics aux abords de la Gare St-Roch réalisé par Tribeca dans le cadre du marché de l'étude « plan programme des espaces publics aux abords de la Gare St-Roch » ;
- Qu'une consultation de prestataire pour cette étude de plan programme des espaces publics aux abords de la Gare St-Roch a été menée, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en avril 2010 ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer à Tribeca l'avenant au marché précité pour la modification et la numérisation du plan programme des espaces publics aux abords de la Gare St-Roch ; pour un montant de 480 € HT ;
- D'autoriser Mme le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du dit marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2010 de la Direction de l'Aménagement et de la Programmation ;

Nature : 2031

Fonction : 908241

Programme : 2010AP32

Ligne : 18 793

Montpellier, le 26/07/2010

Pour Madame le Maire, l'Adjoint délégué

Philippe SAUREL

Publiée le :

Notifiée le :

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

VILLE DE MONTPELLIER

DAP

Service Formes Urbaines

1, PLACE F.PONGE

34064 MONTPELLIER

ETUDE DE PLAN PROGRAMME POUR LES ESPACES PUBLICS CONNEXES AU PROJET DE GARE ST ROCH

AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Personne publique contractante :

Ville de MONTPELLIER
1 place Francis Ponge
34 064 MONTPELLIER CEDEX 02
Correspondant : Madame le Maire

Représenté par
Madame Le Maire

Titulaire du marché :

TRIBECA
12 rue du Commerce
34 000 MONTPELLIER

Représenté par Lydie Champonnois

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :

Etude de plan programme pour les espaces publics connexes au projet de Gare St Roch

N° du marché :

Marché non numéroté

Notifié le :

19 novembre 2008

Montant initial du marché (Année 1 et suivantes) :

3500 € HT

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet la numérisation ainsi que les modifications à apporter au plan programme des espaces publics aux abords de la Gare Saint Roch, réalisé par Tribeca dans le cadre du marché de l'étude « plan programme des espaces publics aux abords de la gare Saint Roch ».

Les modifications seront intégrées au plan général (accès à la rue des Deux Ponts depuis la place de Strasbourg rétabli, étude du nivellement entre l'entrée de la nouvelle gare et le niveau des voies tramway, rétablissement de l'arrêt bus sur le pont de Sète, espacement des potelets à 3m sur le plateau de la place de Strasbourg, etc....).

Le plan sera saisi sur informatique, à partir du plan topographique et associera le plan masse de la future gare, transmis par la DAP. Le secteur d'étude sera poché d'aplats de couleurs correspondants à la représentation schématique des revêtements.

ARTICLE 2

Les prestations supplémentaires à exécuter par le titulaire du contrat seront payées en fonction du prix inscrit dans sa proposition en date du : 15 juin 2010.

Cette pièce fait partie intégrante de l'avenant au contrat.

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à 480€ H.T, soit en toutes lettres : quatre cent quatre-vingts euros hors taxe.

Le montant du contrat est donc porté à 3 980 € H.T.

La plus-value s'élève donc à 13,71% du contrat initial.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A Montpellier... , le 26/07/2010

Le titulaire,

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué

Philippe SAUREL

E- Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire. Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal daté et signé du titulaire. En cas de remise contre récépissé, le titulaire signera la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le

TRIBECA S.A.R.L.

Architecture - Urbanisme - Environnement

12, rue du Commerce

34000 MONTPELLIER

Tel 04 67 54 78 10

Port 06 50 65 00 07

SARL au capital de 5 000€

SIRET 514 713 338 00010

RCS MONTPELLIER APE 7111Z

N° TVA FR 33 514 713 338

Ordre des Architectes N° S13465

Mairie de MONTPELLIER
A l'attention de Monsieur CHOUKOUR1, place Francis-Ponge
34064 MONTPELLIER Cedex 2

15/06/2010

Avenant pour l'étude de plan-programme secteur de la gare.

Pour faire suite à notre rendez-vous du 11 juin, vous trouverez ci-après ma proposition d'avenant à la précédente mission :

INTITULE ET CONTENU DE LA MISSION

Pour faire suite à l'étude de plan programme des espaces publics aux abords de la future Gare TGV Saint Roch rendue le 19 mai dernier sous forme de plan, de coupes et d'extraits de plans à la main, la DAP souhaite que de nouvelles modifications soient intégrées et que le rendu de plan soit informatisé.

Les modifications exposées ce jour seront intégrées au plan général (accès à la rue des Deux Ponts depuis la place de Strasbourg rétabli, étude du nivellement entre l'entrée de la nouvelle gare et le niveau des voies tramway, rétablissement de l'arrêt bus sur le pont de Sète, espacement des potelets à 3m sur le plateau de la place de Strasbourg, etc...)

Le plan sera saisi sur informatique, à partir du plan topo et associera le plan masse de la future gare, transmis par la DAP. Le secteur d'étude sera poché d'aplats de couleurs correspondants à la représentation schématique des revêtements.

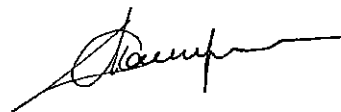
Le plan d'aménagement général sera remis à la DAP au format dwg Autocad 2009 fin de semaine 24.

CONDITIONS DE REALISATION DE LA MISSION

Le montant de rémunération global proposé est de **480 € H.T.** Ce montant est forfaitaire.

Fait à Montpellier
Le 15 juin 2010

DAP Aménagement Programmation

Lydie CHAMPONNOIS
po TRIBECA Sarl



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: réalisation, suivi et évaluation d'un projet de
manifestations artistiques dans l'espace public**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/39 en date du 31 mars 2009, donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'organiser la réalisation, le suivi et l'évaluation d'un projet de manifestations artistiques dans l'espace public ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 25 juin 2010 ;
- Monsieur Pascal LE BRUN CORDIER a présenté l'offre la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à Monsieur Pascal Le Brun Cordier, 53 rue Piat, 75020 Paris, pour un montant de 73 458.68 € HT ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2010 de la Ville, fonction 923.

Montpellier, le 30/07/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 02/08/10
Notifiée le :



**Attribution d'un marché selon une procédure adaptée:
lot 13A Revêtements durs, "la Panacée, cité d'artistes"**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/39 en date du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué ;

Considérant :

- qu'il y a lieu de réaliser la restructuration de l'ancienne Ecole de Pharmacie en Centre d'Art Contemporain dénommée « la Panacée – Cité des Artistes » associé à des logements étudiants du CROUS dans le centre ville ;
- que par délibération en date du 30 septembre 2008, il a été décidé de lancer les consultations pour les travaux en groupement de commandes avec le CROUS ;
- que, suite à deux relances infructueuses, par délibération en date du 29 mars 2010, la ville et le CROUS ont exclu le lot 13 du groupement de commandes afin de le relancer séparément.
- qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 8 juin 2010 conformément aux articles 8, 27 III 2° et 28 du code des marchés publics, l'entreprise COMAC Sarl PROSOL Méditerranée a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

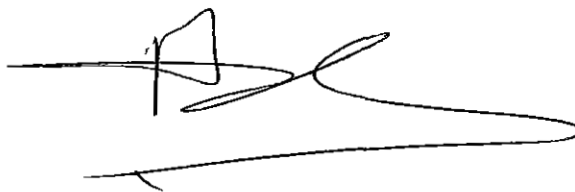
Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché précité à l'entreprise COMAC Sarl PROSOL Méditerranée sis – La Mogère, Vauguières le Haut, 34 130 MAUGUIO, pour un montant total de 184 321,35 € Hors Taxe (cent quatre vingt quatre mille trois cents vingt et un euros et trente cinq centimes hors taxe) ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, nature 2313, fonction 903 ;
- d'autoriser Mme le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs au marché ;

Montpellier, le 30/07/2010

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 02/08/10
Notifiée le :

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'M' followed by a long horizontal stroke that ends in a small loop.



Direction des Relations
aux Publics
Administration des
cimetières

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2010/341

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour les exhumations administratives des
concessions reprises par la Ville - 2010**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation 2010/443/T/R, donnant délégation à Madame Françoise PRUNIER, Adjointe déléguée, pour la période du 1^{er} au 23 août 2010.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder, au cimetière St Lazare, aux exhumations administratives des concessions perpétuelles en état d'abandon reprises par la Ville et des concessions temporaires échues, non renouvelées par les familles dans le délai légal de 2 ans après l'échéance.
- Que les matériaux déposés sur ces concessions seront enlevés et évacués du cimetière et les dépouilles déposées à l'ossuaire du même cimetière.
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, en date du 11 juin 2010, référencée 0M219, conformément à l'article 28 et 71 du code des Marchés Publics, l'entreprise La Centrale du Funéraire, domiciliée à CASTELNAU LE LEZ 34170, 586 avenue de l'Europe, qui a été la seule entreprise à déposer un dossier de candidature, a présenté une offre répondant aux besoins exprimés.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché des prestations précitées à l'entreprise La Centrale du Funéraire pour l'année 2010, pour un montant de 90 000 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2010 de la Ville, Nature 62878 Fonction 920262 ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05/08/2010
Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe déléguée,


Françoise PRUNIER

Publiée le : 10/08/2010
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: location, pose et dépose de tentes, lestage des
tentes par blocs béton**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/39 en date du 31 mai 2009, donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à la location, la pose et la dépose de tentes, le lestage des tentes par blocs béton pour la manifestation Forum des Musiques Indépendantes ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 8 juillet 2010 ;
- Que l'entreprise AD Sud Réceptions a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise AD Sud Réceptions, Z.A. Les Baronnes, 34730 Prades le Lez, pour un montant de 5175.10 € HT
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer le marché et plus généralement toutes les pièces relatives à cette affaire
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2010 de la Ville, fonction 923

Montpellier, le 05/08/2010

Pour Madame le Maire,
Monsieur le Premier Adjoint

Serge FLEURENCE

Publiée le : 06/08/2010
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée**
**Mission de Perspectiviste Scénarii Volumétriques de la
Place Aguesseau**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°35/2009 en date du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur TSITSONIS, adjoint délégué à l'économie des ressources et du Patrimoine.

Considérant :

- qu'il y a lieu de confier à une entreprise le marché concernant la mission de perspectiviste pour des scénarii volumétriques de la place Aguesseau,
- qu'à la suite d'une consultation en date du 21 juin 2010, conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, la société BLOC RENDERING a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché de perspectiviste précité à l'entreprise BLOC RENDERING sise 4 rue Pagezy – 34000 Montpellier, pour un montant total de marché de 6 000,00 Euros H.T. (Six mille Euros H.T.) sur une durée de 8 semaines.
 - d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement tout document relatif à cette affaire ;
 - de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2010 de la Ville de Montpellier
- Direction Architecture & Immobilier – Service : conduite d'Opération
Nature : 2031 - Fonction : 900/201 - Programme : 50079 Ligne de crédit : 18870

Montpellier, le 09/08/2010

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué**



Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 10/08/2010

Notifiée le :



Direction des Affaires
Juridiques et de la
Commande Publique
Service Juridique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2010/344

Contentieux
Référé préventif
Montpellier c/ KAUFMANN et BROAD (SARL)
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2010/141/T/R du 18 juin 2010 donnant délégation à Monsieur Serge FLEURENCE en remplacement de Monsieur Max LEVITA du 26 juillet au 27 août 2010 ;

Considérant :

- Que la SARL KAUFMANN et BROAD LANGUEDOC ROUSSILLON a assigné la Ville de Montpellier devant le juge des référés du Tribunal de grande Instance afin d'obtenir de ce dernier la prescription d'une mesure d'expertise dans le cadre de la démolition envisagée parcelle cadastrée CD n°100, sise 13 route de Nîmes ;
- Que la Ville est propriétaire de la parcelle cadastrée n°574, sur laquelle se situe la Maison Pour Tous Voltaire laquelle jouxte la parcelle CD n°100 ;
- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la Ville

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 05/08/2010
Pour Madame le Maire,
Le Premier Adjoint
Délégué au Personnel

Serge FLEURENCE

Publiée le : 06/08/10.
Notifiée le :



Direction des Affaires
Juridiques et de la
Commande Publique
Service Juridique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2010/345

Contentieux
Ville c/ ERDF
Appel contre le jugement du 09 juin 2010 du Tribunal
Administratif de Montpellier

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2010/141/T/R du 18 juin 2010 donnant délégation à Monsieur Serge FLEURENCE en remplacement de Monsieur Max LEVITA du 26 juillet au 27 août 2010 ;

Considérant :

- Que le Tribunal Administratif de Montpellier a, par jugement du 09 juin 2010 annulé le titre n°2010 du 16 juin 2010 émis à l'encontre de ERDF pour l'occupation du domaine public ;
- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la Ville

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 05/08/2010.
Pour Madame le Maire,
Le Premier Adjoint
Délégué au Personnel

Serge FLEURENCE

Publiée le : 06/08/10.
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2010/346

Contentieux
Ville c/ GRDF
Appel contre le jugement du 09 juin 2010 du Tribunal
Administratif de Montpellier

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2010/141/T/R du 18 juin 2010 donnant délégation à Monsieur Serge FLEURENCE en remplacement de Monsieur Max LEVITA du 26 juillet au 27 août 2010 ;

Considérant :

- Que le Tribunal Administratif de Montpellier a, par jugement du 09 juin 2010 annulé les titres n°2009 et 2011 du 16 juin 2009 et n°1797 du 15 mai 2009 émis à l'encontre de GRDF pour l'occupation du domaine public ;
- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la Ville

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 05/08/2010.
Pour Madame le Maire,
Le Premier Adjoint
Délégué au Personnel


Serge FLEURENCE

Publiée le : 06/08/2010
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée
Rue des Araucarias
PRU Cévennes / Petit Bard
Aménagement du cheminement vers la salle Avicennes
Lot 1 Voirie
Lot 2 Eclairage public**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2008/1205 donnant délégation à Monsieur Serge FLEURENCE Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier à un prestataire extérieur l'aménagement du cheminement vers la salle Avicennes ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées dans le cadre d'un marché à procédure adaptée, en date du 18 Juin 2010 conformément à l'article 28 du code des marchés publics, l'entreprise SOLATRAG Zone Industrielle 34302 AGDE Cedex a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 1 voirie, et l'entreprise TRAVESSET 242 avenue du Progrès ZA BP1 34820 TEYRAN Cedex a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 2 éclairage public.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité aux entreprises suivantes : SOLATRAG (lot 1) pour un montant de 44 404,00 € HT et TRAVESSET (lot 2) pour un montant de 13 487,00 € HT.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2010 de la ville.

Nature 2315 Fonction 908221 Programme 10505

Montpellier, le 05/08/2010
Pour Madame le Maire,
Le Premier Adjoint

Serge FLEURENCE

Publiée le : 06/08/2010.
Notifiée le :

**Convention de formation des élus - Ville de
Montpellier / Cidefe - 6 septembre 2010**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/20 du 31 mars 2009 relatif à la suppléance de Madame le Maire ;

Considérant :

- qu'une formation pour les élus locaux organisée par le Centre d'Information, de Documentation, d'Etude et de formation des Elus (CIDEFE) -10 Rue Parmentier 93189 Montreuil – se déroulera le 6 septembre 2010 à Montpellier sur le thème « Comment faire vivre les valeurs et objectifs des élus locaux dans le cadre de la réforme territoriale en cours ? » ;

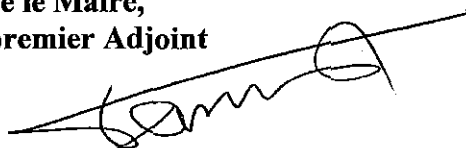
- que dans le cadre des dispositions de la loi du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux, Monsieur Passet Michel, Adjoint au Maire, Madame Prunier Françoise, Adjointe au Maire, Madame Troadec-Robert Claudine, Conseillère municipale, Monsieur Martin Hervé, Conseiller municipal, Monsieur Sudres Cédric, Conseiller municipal, souhaitent suivre cette formation ;

- que le coût de cette formation s'élève à 704 € TTC par personne soit 3520 euros ;

Décide en conséquence :

- d'imputer la dépense de 3520 € TTC sur les crédits figurant au budget, fonction 920210 nature 6535

Montpellier, le 30/08/2010
Pour Madame le Maire,
monsieur le premier Adjoint



Serge FLEURENCE

Publiée le : 31/08/2010
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée
Plan de gestion de la Mosson
Travaux de désembaclement**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/130 du 31 juillet 2009 donnant délégation de signature à Monsieur FLEURENCE, adjoint délégué ;

Considérant :

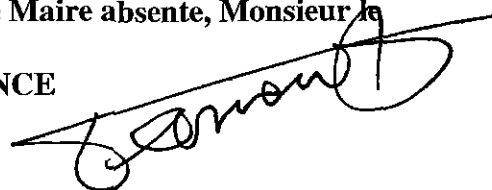
- Qu'il y a lieu de procéder à des travaux de désembaclement du lit mineur de la Mosson et de restauration de la ripisylve dans le cadre de la lutte contre les inondations,
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, en date du 25 juin 2010,
- L'entreprise **SERPE** a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise **SERPE** pour un montant de **24 975 € H.T.**
- D'autoriser Madame le maire ou l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire,
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget plan 1 de la Ville.
Nature 61 523 Fonction 816 Ligne 13 391

Montpellier, le 23.08.2010.

Pour Madame le Maire absente, Monsieur le
Premier Adjoint
Serge FLEURENCE



Publiée le :
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée.**

**Mission de Programmation
Groupe Scolaire République**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°35/2009 en date du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric TSITSONIS, Adjoint délégué à l'économie des ressources et du patrimoine ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier à une entreprise le marché concernant la mission de programmation du futur groupe scolaire République, situé dans la ZAC port Marianne / République ;
- qu'à la suite d'une consultation en date du 20 mai 2010, conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, la société BRED INGENIERIE a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de programmation précité à l'entreprise BRED INGENIERIE – Domaine du Tourillon, Bâtiment Naos, 350 rue Denis Papin – 13857 Aix en Provence, pour un montant total du marché de 15 605,00 € Hors Taxe (Quinze mille six cent cinq Euros HT) dont 11 055,00 € Hors Taxe (onze mille cinquante cinq Euros HT), sur une durée totale de 11 semaines ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement tout document relatif à cette affaire ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier :
- Direction Architecture & Immobilier – Service Conduite d'Opération
- Nature : 2031 Fonction : 900/020 Opération 50079 Ligne de crédit : 18870

Montpellier, le 09/08/2010

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué**

Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 10/08/2010
Notifiée le :





**10^e colloque francophone des Villes Santé de l'OMS
Convention entre la Ville de Montpellier et la société
Enjoy SAEM LE CORUM, pour la gestion des
inscriptions des congressistes**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/123 donnant délégation de signature à Madame Christiane FOURTEAU adjointe déléguée.

Considérant :

- que le 10^e colloque francophone des Villes Santé de l'OMS, organisé par la Ville se déroulera au Corum, les 24, 25 et 26 novembre 2010,
- qu'au regard du site retenu et du caractère international de la manifestation, la gestion des inscriptions, est confiée à la société Enjoy SAEM LE CORUM- Palais des Congrès- Opéra Berlioz- BP 2200- 34 027 Montpellier cedex 1,
- que le coût de la prestation est fixé à 28 (vingt huit) euros HT par inscription effectivement prise en charge,
- que le nombre des participants est estimé à 130 personnes environ
- que le montant estimé de la dépense est de 3640€ HT,
- que conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, dernier alinéa « le pouvoir adjudicateur peut décider que le marché sera passé sans publicité ni mise en concurrence préalables si les circonstances le justifient, ou si son montant estimé est inférieur à 4 000 Euros HT, ou dans les situations décrites au II de l'article 35. »

Décide en conséquence :

- de confier la mission, de réception des inscriptions, d'enregistrement des paiements et des dossiers à la société Enjoy SAEM LE CORUM- Palais des Congrès- Opéra Berlioz- BP 2200- 34 027 Montpellier cedex 1.
- d'établir un mandat de gestion entre la Ville de Montpellier et la société Enjoy SAEM LE CORUM.
- de prévoir le reversement par Enjoy SAEM LE CORUM- Palais des Congrès- Opéra Berlioz- BP 2200- 34 027 Montpellier cedex 1, du produit généré par les inscriptions à la Ville.
- de dire que la dépense et la recette seront imputées sur le budget 2010 de la Ville.
- d'autoriser Mme le Maire ou l'adjointe déléguée à signer le mandat de gestion et plus généralement tous les documents relatifs, notamment à, la préparation, la passation, l'exécution et le règlement de cette prestation.

Montpellier, le 31/08/2010
Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe déléguée

Christiane FOURTEAU

Publiée le : 01/09/2010
Notifiée le :



**Marché ordinaire de services n°07-06-833-29
Reproduction de documents d'études d'aménagement
et d'urbanisme pour la Ville de Montpellier
Prorogation de la durée du marché**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°29/2009 en date du 31 mars 2009 relatif à la délégation de fonctions consentie par Madame le Maire à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint au maire, délégué au Pojet Urbain, à l'urbanisme et à l'aménagement durable ;
- Vu la décision en date du 01 août 2007 attribuant le marché à l'entreprise A.R.T.S Hélio déposée en Préfecture le 02 août 2007 ;

Considérant :

- Que le marché n°07-06-833-29 passé selon la procédure adaptée prévue à l'article 28 du Code des Marchés Publics et concernant la reproduction de documents d'études d'aménagement et d'urbanisme, a été conclu pour une période de 1 an reconductible 2 fois ;
- Que les besoins en reproduction de la Direction de l'Aménagement et de la Programmation nécessitent une durée de marché supérieure à celle estimée initialement ;
- Que la prorogation du délai jusqu'au 31/12/2010 permettra d'assurer la prestation jusqu'à la mise en place d'un nouveau marché global ;

Décide en conséquence :

- Que le marché n°07-06-833-29 d'une durée de 3 ans après reconduction, qui aurait dû prendre fin le 07 août 2010 est prorogé jusqu'au 31 décembre 2010 pour un montant total de l'avenant au contrat de 3 000 € HT,
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué, à signer le marché et, plus généralement, tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement dudit marché.

Montpellier, le

20/08/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 23/08/2010.
Notifiée le :



Contentieux
Ville c/ Madame DELPECH et autres
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis de construire modificatif du 06 mai 2010
délivré NG Promotion
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2010/141/T/R du 18 juin 2010 donnant délégation à Monsieur Serge FLEURENCE en remplacement de Monsieur Max LEVITA du 26 juillet au 27 août 2010 ;

Considérant :

- Que Madame DELPECH et autres ont introduit un recours n°1003051-1 visant à faire annuler l'arrêté de permis de construire modificatif du 06 mai 2010 délivré à NG Promotion ;
- Qu'il est nécessaire de défense des intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 18.08.2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Serge FLEURENCE

Publiée le :
Notifiée le :



**Attribution d'un marché à procédure adaptée pour la
fourniture et la maintenance d'un serveur vocal
interactif**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max Lévida adjoint délégué,
- Vu l'arrêté n°2009/20 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence Premier adjoint,
- Vu la décision n°2010/228 du 28 mai 2009 élargissant les moyens d'encaissement dans les régies de Recettes,

Considérant :

- que la Ville de Montpellier, dans une volonté de modernisation des relations aux usagers, souhaite doter ses régies de recettes de moyens contemporains d'encaissement,
- que dans le cadre de la mise en place de ces nouveaux moyens d'encaissement, le serveur vocal apparaît comme une solution efficace pour les spécificités du service des Restaurants Scolaires et non excluante pour les usagers ne possédant pas d'accès à Internet,
- qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, dans le cadre d'une procédure adaptée conforme à l'article 28 du Code des Marchés Publics (avis d'appel public à la concurrence sur Internet en date du 20 mai 2010), la Ville de Montpellier n'a reçu aucune offre,
- que les sociétés Eloquant et Osimatic ont été contactées dans l'objectif de constituer une mise en concurrence sans publicité,
- que la société Osimatic n'a pas souhaité répondre à l'offre de la Ville de Montpellier,
- que la solution proposée par la société Eloquant correspond techniquement et économiquement à la demande de la Ville de Montpellier,

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché cité en objet à la société Eloquant, pour une durée de 3 ans, dans les conditions suivantes :

Mise en service du serveur vocal 12 500€ HT

Frais mensuels fixes 400€ HT

Frais mensuels liés à l'usage

0,03€ HT par minute et par appel entrant

0,02€ HT par minute pour le transfert de la communication vers une ligne fixe

- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, au chapitre 900
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur le Premier Adjoint à signer ce marché.

Montpellier, le 12/08/2010

Pour Madame le Maire absente, Monsieur le
Premier Adjoint
Serge FLEURENCE

Publiée le :) 13/08/2010
Notifiée le :



Direction de la Culture et
du Patrimoine
Administration

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2010/356

**Exposition Les Suds profonds de l'Amérique
Au Pavillon Populaire, du 21 octobre 2010 au 9 janvier
2011**

**Conventions de mise à disposition des œuvres de
Clarence John Laughlin et Alex Harris
Convention de mise à disposition et d'acquisition
d'œuvres de Ralph Eugene Meatyard**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/39 en date du 31 mars 2009, donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'en 2010 la Ville de Montpellier célébrera le 55^{ème} anniversaire de son jumelage avec la Ville de Louisville, Kentucky ;
- Qu'à cette occasion l'exposition *Les Suds profonds de l'Amérique* sera présentée au Pavillon Populaire du 21 octobre 2010 au 9 janvier 2011. Cette exposition se composera de deux parties distinctes : la rétrospective exceptionnelle de Ralph Eugene MEATYARD (1925 – 1972), intitulée *L'opticien du Kentucky*, mise en regard avec l'exposition *New-Orleans : ruines, mythes, chaos*, soit une sélection de photographies de Clarence John LAUGHLIN (1905 – 1985), dénommée *L'œil ne dort jamais* ainsi qu'une série du photographe contemporain Alex HARRIS : *A Pilgrimage to Katrina* ;
- Qu'il convient de formaliser la mise à disposition de ces œuvres ainsi que l'acquisition de certaines d'entre elles ;
- Que conformément à l'article 35.II-8° du Code des Marchés Publics ces conventions peuvent être signées sans publicité ni mise en concurrence préalable, les droits d'exploitation étant détenus par les auteurs ou leur représentant ;

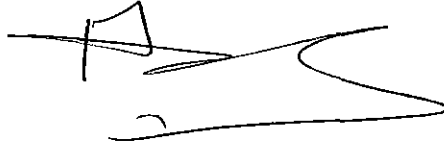
Décide en conséquence :

- D'approuver les conventions de mise à disposition d'exposition et la convention de mise à disposition et d'acquisition d'œuvres présentées en annexe
- D'autoriser Mme le Maire ou M. l'adjoint délégué à signer ces conventions et plus généralement toutes les pièces relatives à cette affaire
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2010 de la Ville, fonction 923, pour les montants suivants : 300 € (œuvres de Clarence John Laughlin), 7 561 € (œuvres de Alex Harris) et 47 755 € (œuvres de Ralph Eugene Meatyard), ainsi qu'un montant forfaitaire de 2 000 € par exposition destiné à couvrir les frais de transport, d'hébergement et de restauration de l'artiste ou de son représentant (2 500 € pour C. J. Laughlin)

Montpellier, le 30/07/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le :
Notifiée le :) 02.08.10



Ville de

Montpellier



Direction Finances et
Contrôle de Gestion
Expertise Financière

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n°

2010/357

Modifications du contrat d'emprunt de 35 M€
Groupe Caisse d'Epargne-Crédit Foncier de France de
2008 :
Avenant N° 1 et nouveau contrat

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/25 en date du 31 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA ;
- Vu l'arrêté n° 2010/141/T/R du 25 juin 2010 donnant délégation à Monsieur Serge FLEURENCE, Premier Adjoint, en remplacement de Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- Que la phase de mobilisation du contrat N° 1 801 001P de 35 M€ conclu auprès du groupe Caisse d'Epargne-Crédit Foncier de France, à ce jour non mise en œuvre, arrive à échéance au 30/09/2010,
- Que les conditions financières de ce contrat restent intéressantes au regard des conditions actuelles de marchés,
- Que le groupe Caisse d'Epargne-Crédit Foncier de France propose à la Ville :

1/ Par l'Avenant N° 1, de rallonger la phase de mobilisation de 3 mois soit jusqu'au 31/12/2010 pour une enveloppe de 15 M€, en maintenant les conditions financières actuelles, soit

- ▶ en phase de mobilisation : Eonia + 0,90% ou Euribor 1 mois + 0,70%
- ▶ en phase de consolidation (30 ans maximum) :
 - jusqu'à 25 ans : Euribor 3, 6 et 12 mois et taux de swap contre Euribor 6 mois + 0,27% et Tam/Tag + 1,05%
 - de 25 à 30 ans : Euribor 3, 6 et 12 mois et taux de swap contre Euribor 6 mois + 0,28% et Tam/Tag + 1,5%

2/ Par le Contrat N° 4 025 026N, de reporter la fin de phase de mobilisation au 30/06/2011 pour une enveloppe de 20 M€ et d'ajuster les conditions financières de la façon suivante

- ▶ en phase de mobilisation, en maintenant les conditions financières actuelles : Eonia + 0,90% ou Euribor 1 mois + 0,70%
- ▶ en phase de consolidation (30 ans maximum) :
 - ⇒ en conservant les conditions financières sur index Tam/Tag + 1,05%
 - ⇒ en réévaluant les marges sur taux de swap et index Euribor ainsi :

- jusqu'à 25 ans : Euribor 3, 6 et 12 mois et taux de swap contre Euribor 6 mois + 0,39% et Tam/Tag + 1,05%
- de 25 à 30 ans : Euribor 3, 6 et 12 mois et taux de swap contre Euribor 6 mois + 0,39% et Tam/Tag + 1,05%,

Décide en conséquence :

- D'adopter l'Avenant N° 1 au Contrat de prêt n° 1 801 001P et le nouveau contrat N° 4 025 026N fixant les nouvelles conditions du prêt, telles que présentées ci-dessus,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer l'Avenant N° 1 au contrat N° 1 801 001P et le nouveau contrat N° 4 025 026N entre le groupe Caisse d'Epargne-Crédit Foncier de France et la Ville de Montpellier, ainsi que tout document relatif à leur mise en œuvre.

Montpellier, le 08.08.2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Serge FLEURENCE

Publiée le : 10.08.2010
Notifiée le :



**Marché passé selon une procédure adaptée pour la
prestation de remplissage des distributeurs de sachets
pour la propreté canine.**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2010/77/T/R du 10 juin 2010 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, Premier Adjoint, en l'absence de Madame Annie Benezech, adjointe déléguée ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder au remplissage des distributeurs de sachets pour la propreté canine;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 28 juin 2010 ;
- L'entreprise « SOLONET » a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise « SOLONET Méditerranée », 927 avenue Joliot Curie, 30 900 Nîmes, pour un montant de 32 700 euros HT annuel.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2010 de la Ville.

Nature...611.....Fonction...9212.1.....Ligne de crédit.....13525.....

Montpellier, le 03 septembre 2010

Pour Madame le Maire absente, Monsieur le Premier Adjoint

Serge FLEURENCE

Publiée le : 06/09/2010

Notifiée le :

Ville de
Montpellier



Direction Energie Moyens
Techniques
Achats et Production
Graphique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2010/359

Attribution de marchés passés selon une procédure adaptée pour l'achat de VTT, VTC à assistance électrique, pièces détachées, accessoires et équipements

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Considérant que Monsieur LEVITA Max, Adjoint au Maire, délégué aux Finances et à l'Administration Générale, est absent du 26 juillet au 27 août 2010 inclus ;
- Vu l'arrêté n°. 2010/141/T/R Monsieur Serge FLEURENCE, Adjoint au Maire, Officier d'Etat-Civil, reçoit délégation de signature, pour la période du 26 juillet au 27 août 2010 inclus, en remplacement de Monsieur LEVITA Max.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de VTT, VTC à assistance électrique, pièces détachées, accessoires et équipements pour la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément aux articles 28 et 77-1 du Code des Marchés Publics, en date du 06/07/2010, la société BIKE 34, 34170 CASTELNAU LE LEZ pour le lot 1 (VTT à assistance électrique, pièces détachées, accessoires et équipements) et la société MOBILECO, 34070 MONTPELLIER pour le lot 2 (VTC à assistance électrique, pièces détachées, accessoires et équipements) ont présenté les offres économiquement les plus avantageuses.

Décide en conséquence :

- D'attribuer les marchés précités aux sociétés :
Lot 1 : BIKE 34, pour un montant total de commandes compris entre 8 000 € HT et 40 000 € H.T,
Lot 2 : MOBILECO, pour un montant total de commandes compris entre 8 000 € HT et 40 000 € H.T,
pour une durée de quatre ans à compter de leur notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur les budgets investissement et fonctionnement de la Ville, nature 2182 - 2188 - 60628 - 60632, tous chapitres.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 17.08.2010

Pour Madame le Maire absente, Monsieur le
Premier Adjoint
Serge FLEURENCE

Publiée le : 18.08.2010
Notifiée le :

Ville de
Montpellier



Direction Energie Moyens
Techniques
Achats et Production
Graphique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2010/360

**Attribution d'un marché accord cadre passé selon une
procédure adaptée pour l'achat de fioul domestique
avec mise en concurrence permanente entre trois
titulaires**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Considérant que Monsieur LEVITA Max, Adjoint au Maire, délégué aux Finances et à l'Administration Générale, est absent du 26 juillet au 27 août 2010 inclus ;
- Vu l'arrêté n°. 2010/141/T/R Monsieur Serge FLEURENCE, Adjoint au Maire, Officier d'Etat-Civil, reçoit délégation de signature, pour la période du 26 juillet au 27 août 2010 inclus, en remplacement de Monsieur LEVITA Max.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de fioul domestique pour la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément aux articles 1, 28, 76 et 77 du Code des Marchés Publics, en date du 26 juillet 2010, les sociétés CHARVET SAS, 42390 VILLARS, DYNEFF SA, 11201 LEZIGNAN CORBIERES et RAMOND et Cie, 34700 LODEVE, ont présenté des offres économiquement avantageuses ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer l'accord-cadre précité aux sociétés CHARVET SAS, DYNEFF SA et RAMOND et Cie, pour une estimation du volume d'approvisionnement de 150 000 litres, pour un montant maximum de commandes de 89 000 € HT (tous fournisseurs confondus), pour une durée de vingt quatre mois à compter de leur notification.
- D'autoriser Mme le Maire ou Mme l'adjointe déléguée à signer cet accord-cadre.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville (nature 60621 tous chapitres).

Montpellier, le 17.08.2010

Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier
Adjoint
Serge FLEURENCE

Publiée le : 18.08.2010
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour la mission d'analyse financière
prospective du budget principal pour les exercices
2011-2014**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, adjoint délégué,
- Vu l'arrêté n°2010/141 du 18 juin 2010 donnant délégation de signature à Monsieur Serge FLEURENCE, en l'absence de Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

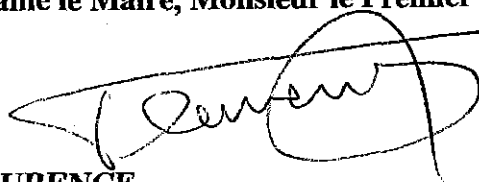
- Que la Ville de Montpellier souhaite réaliser une mission d'analyse financière prospective de son budget principal pour les années 2011-2014,
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, dans le cadre d'une procédure adaptée conforme à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 12 juillet 2010,
- la proposition de l'entreprise cabinet Michel KLOPFER a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse,

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise cabinet Michel KLOPFER sise 6, rue du Général Larminat – 75015 Paris pour un montant de 13 800 € HT sur une durée de 5 mois maximum,
- Dire que la dépenses correspondante sera imputée sur le budget de la Ville au chapitre 920.

Montpellier, le 17.08.2010

Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier Adjoint



Serge FLEURENCE

Publiée le : 18.08.2010
Notifiée le :



**Attribution d'un marché à procédure adaptée pour la
fourniture et la maintenance de terminaux de paiement
électronique fixes et mobiles**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué,
- Vu l'arrêté n°2010/141 du 18 juin 2010 donnant délégation de signature à Monsieur Serge FLEURENCE en l'absence de Monsieur Max LEVITA,
- Vu la décision n°2010/228 du 28 mai 2010 élargissant les moyens d'encaissement dans les régies de recettes,

Considérant :

- que la Ville de Montpellier, dans une volonté de modernisation des relations aux usagers, souhaite doter ses régies de recettes de moyens contemporains d'encaissement,
- que dans le cadre de la mise en place de ces nouveaux moyens d'encaissement, les terminaux de paiement électronique fixes et mobiles apparaissent comme une solution efficace pour garantir les paiements,
- qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, dans le cadre d'une procédure adaptée conforme à l'article 28 du Code des Marchés Publics (avis d'appel public à la concurrence sur Internet en date du 20/04/2010), la Ville de Montpellier n'a reçu aucune offre,
- que les sociétés Naturel Diffusion et JDC ont été contactées dans l'objectif de constituer une mise en concurrence sans publicité,
- que la solution proposée par la société Naturel Diffusion correspond davantage à la demande de la Ville de Montpellier,

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché cité en objet à la société Naturel Diffusion, pour une durée initiale de 2 ans reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 2 ans, selon les tarifs proposés par le prestataire (au 20/07/2010). Le montant de la commande sera au minimum de 7 500 € HT et au maximum de 30 000 € HT.
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, au chapitre 900
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer ce marché.

Montpellier, le 16/08/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier
Adjoint
Serge FLEURENCE

Publiée le : 17/08/2010
Notifiée le :

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Serge Fleurence', written over a horizontal line.



Régies d'avances
Direction des Finances et du Contrôle de Gestion
Modification du montant de l'avance

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA,
- Vu l'arrêté n°2010/141 du 18 juin 2010 donnant délégation de signature à Monsieur Serge FLEURENCE en l'absence de Monsieur Max LEVITA,
- Vu la Décision n°219 du 13 mai 2008 relative à l'institution d'une régie d'avances à la Direction des Finances,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal,

Considérant :

que l'activité de cette régie nécessite une évolution du montant de l'avance,

Décide en conséquence :

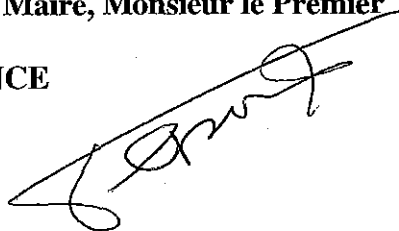
Article 1 : Le montant de l'avance à consentir au régisseur est porté à 500 €.

Article 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

**Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier
Adjoint**

Serge FLEURENCE

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Serge', written over a horizontal line.

Publiée le :

Notifiée le :

**Marché à procédure adaptée n°OM624
Mission de maîtrise d'oeuvre travaux - Couverture de
la trémie et ouvrages de soutènement
Rue des Pertuisanes**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/130 du 31 juillet 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence Adjoint délégué ;

Considérant :

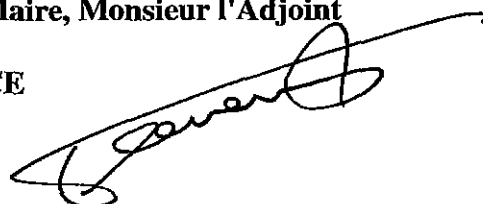
- Qu'il y a lieu de confier à INTERVIA Etudes, la mission de maîtrise d'oeuvre travaux pour la couverture de la trémie et ouvrage de soutènement rue des Pertuisanes
- L'entreprise INTERVIA Etudes a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse,

Décide en conséquence :

- D'approuver le marché n° OM624 intitulé « Rue des Pertuisanes « Mission de maîtrise d'oeuvre travaux - Couverture de la trémie et ouvrage de soutènement» pour un montant de 17 350,00 € HT avec le cabinet INTERVIA Etudes Z.I. du Salaison 500, avenue des Brigos 34740 Vendargues.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2010 de la Ville.

Montpellier, le 25/08/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Serge FLEURENCE



Publiée le : 26/08/2010
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée - Travaux de chauffage au zoo de Lunaret –
création d'un réseau de radiateurs**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2010/259/T/R du 18/06/2010 donnant délégation à Monsieur Serge FLEURENCE 1^{er} adjoint délégué,

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à des Travaux de chauffage au zoo de Lunaret – création d'un réseau de radiateurs ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, en date du 19 juillet 2010 ;
- Que l'entreprise SNECC Chaze a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse :

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise SNECC Chaze, domiciliée au 69 avenue Foch – 48300 Langogne pour un montant de 14 887,90 €HT
- De dire que la dépense correspondante sera imputée sur le budget primitif 2010 de la Ville, nature 2315 fonction 900201.

Montpellier, le 24/08/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier
Adjoint
Serge FLEURENCE

Publiée le : 25/08/2010
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée - travaux de chauffage à l'école S Freud**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2010/259/T/R du 18/06/2010 donnant délégation à Monsieur Serge FLEURENCE 1^{er} adjoint délégué,

Considérant :

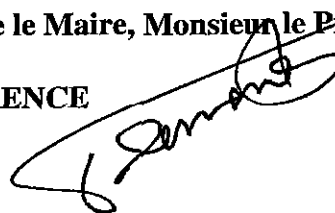
- Qu'il y a lieu de procéder à des travaux de chauffage à l'école S Freud
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, en date du 19 juillet 2010 :
- Que l'entreprise SAS BEC Construction LR a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse :

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise SAS BEC Construction LR, domiciliée au 1111 avenue Justin BEC - 34680 St Georges d'Orques pour un montant de 11 348.42 €HT
- De dire que la dépense correspondante sera imputée sur le budget primitif 2010 de la Ville, nature 2135 fonction 900207.

Montpellier, le 24/08/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier
Adjoint
Serge FLEURENCE



Publiée le : 25/08/2010
Notifiée le :



Direction des Affaires
Juridiques et de la
Commande Publique
Service Juridique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2010/367

CONTENTIEUX
Ville de Montpellier c/ Epoux LEVY
Appel du jugement du TGI du 03/06/2010
Décision d'ester

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2010/141/T/R du 18 juin 2010 donnant délégation à Monsieur Serge FLEURENCE en remplacement de Monsieur Max LEVITA du 26 juillet au 27 août 2010 ;

Considérant :

- Que suite à la rupture du seuil du Prado, les époux LEVY ont engagé une procédure devant le Tribunal de Grande Instance de Montpellier, qui a statué le 03 juin 2010 ;
- Que la Ville a décidé d'interjeter appel de cette décision afin de contester la propriété du seuil et sa part de responsabilité ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire, avec pour avoué la SCP ARGELLIERS-WATREMET ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 20.08.10

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Serge FLEURENCE

Publiée le :
Notifiée le :



**Marché n°8AJB8330 : MISSION D'EXPERTISE ET
D'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR DES ETUDES
DE DEPLACEMENTS Avenant n°1**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée par la délibération 2009/131 du 30 mars 2009;
- Vu l'arrêté de délégation 2009/130 du 29 juillet 2009 donnant délégation de fonctions à M. Serge FLEURENCE, Premier Adjoint ;

Considérant :

- En 2008, il a été décidé de passer un marché à bons de commande afin de mandater un bureau d'études pour une mission d'expertise et d'assistance technique liées à des études de déplacements. Le bureau d'études EGIS a présenté la meilleure offre.
- Cette assistance a servi, et servira, à la mise en œuvre progressive du Plan Local Déplacements, dès l'été 2010.
- Compte tenu de la complexité de ce projet, des études complémentaires ont été demandées au bureau d'études EGIS. C'est pourquoi le seuil maximal de l'année 2 du marché a été atteint. Il est proposé d'augmenter de 20% le montant maximum du marché pour 2010, soit de 30 000€ à 36 000€ hors taxes.

Décide en conséquence :

- D'autoriser Madame le Maire, ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer l'avenant n°1 ainsi que tous les documents se rapportant à cette affaire.
 - De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville.
- Nature : 2031 Fonction : 908241 Opération : étude circulation

Montpellier, le 14.09.2010

Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier Adjoint

Serge FLEURENCE

Publiée le : 15.09.2010
Notifiée le :

MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

VILLE DE MONTPELLIER

DAP

Déplacements/Observatoire

1, PLACE F.PONGE

34064 MONTPELLIER

MISSION D'EXPERTISE ET D'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR DES ETUDES DE DEPLACEMENTS

VILLE DE MONTPELLIER

AVENANT N°1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Personne publique contractante :

Ville de MONTPELLIER
1 place Francis Ponge
34 064 MONTPELLIER CEDEX 02
Correspondant : Madame le Maire

Représenté par
Madame Le Maire

Titulaire du marché :

Groupement Egis Mobilité
Le Décisium - Bât. B2 -
1, rue M. Gandhi
13090 AIX-EN-PROVENCE

Représenté par Patrick Denis

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :

Mission d'assistance technique sur des études liées aux déplacements

N° du marché :

8AJB8330

Notifié le :

19 novembre 2008

Montant initial du marché (Année 1 et suivantes) :

<i>Seuil minimal</i>	4 000	Euros HT
<i>Seuil maximal</i>	30 000	Euros HT

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le seuil maximal des commandes pour l'année 2 du marché. En effet, la mise en oeuvre du nouveau Plan Local de Déplacements à l'été 2010, a contraint le service Déplacements/Observatoire à mandater le bureau d'études EGIS sur des études complémentaires et nécessaires à la mise en place du nouveau plan de circulation. Ces études ne peuvent être décalées à l'année 3 au vu de la date de mise en oeuvre du PLD.

ARTICLE 2

Le seuil maximal de l'année 2 du marché a été initialement fixé à 30 000€ HT. Par cet avenant, le seuil de l'année 2 est augmenté de 20 % et est fixé à 36 000€ HT.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A, le

Le titulaire,

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué

Serge Fleurence



E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire. Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal daté et signé du titulaire. En cas de remise contre récépissé, le titulaire signera la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A, le

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2010/369

**Attribution du marché passé selon une procédure
adaptée**



**Etude de définition urbaine
du secteur IBM – rue de Pinville – Domaine de la
Pompignane – rue de la Vieille poste**



Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2008/1229 du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à la réalisation d'une étude de définition urbaine du secteur IBM – rue de Pinville – Domaine de la Pompignane – rue de la Vieille poste ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées du 12 au 31 mai 2010, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, **MDR Architectes** a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n°9M469 à **MDR Architectes**, pour un montant de 52 000 euros HT ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement dudit marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville.

Nature : 2031

Fonction : 908241

N° programme : 50031

N° ligne : 14 658

Montpellier, le

09/09/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 10/09/2010
Notifiée le :



Attribution d'un marché selon une procédure adaptée
Formations secourisme
Lot 1 : IPS
Lot 2 : PSC1

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/130 du 31 juillet 2009 donnant délégation de signature de Monsieur FLEURENCE, Adjoint Délégué.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à une mise en concurrence pour les formations secourisme (lot 1 : IPS et lot 2 : PSC1).
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 30 décembre 2009 ; l'entreprise CROIX-ROUGE FRANCAISE a présenté l'offre la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à l'entreprise CROIX-ROUGE FRANCAISE pour un montant de 205 euros par session pour le lot n° 1 et 650 euros par session pour le lot n° 2.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment, à la préparation, l'exécution et le règlement du marché.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget du Service Formation et Compétences de la Ville (Nature : 6184, fonction : 9200 200).

Montpellier, le 01/05/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Serge FLEURENCE

Publiée le : 02/09/2010
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée
Formation professionnelle BPJEPS option Loisirs Tous
Publics et du BAFD**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/130 du 31 juillet 2009 donnant délégation de signature de Monsieur FLEURENCE, Adjoint délégué.

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder à une mise en concurrence pour la formation professionnelle BPJEPS option Loisirs Tous Publics et BAFD ;
- qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 30 décembre 2009, l'association Les FRANCAS a présenté l'offre la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'association Les FRANCAS pour :
Lot n° 1 BPJEPS Op. Loisirs Tous Publics 4050€ HT par personne
Lot n° 2 BAFD 737€ HT par personne
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs, notamment à la préparation, l'exécution et le règlement de marché ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget du Service Formation et Compétences de la Ville (Nature : 6184, Fonction : 9200 200)

Montpellier, le 01/09/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Serge FLEURENCE

Publiée le : 02/05/2010
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2010/32

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée : Assistance à maîtrise d'oeuvre pour
l'aménagement d'une salle d'hébergement serveurs**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2010/466/T/R, donnant délégation à Monsieur FLEURENCE Serge, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la Direction des Systèmes d'Information de la Ville souhaite disposer dans son nœud de raccordement optique Euréka d'un espace pour héberger une partie de son système d'information ;
- Qu'elle souhaite se faire assister par un bureau d'études spécialisé pour aménager une salle informatique ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées conformément à l'article 28 du Code des marchés publics, en date du 5 juillet 2010, la société LM Ingénierie a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société LM Ingénierie sise 8 rue Léopold Sédar Senghor – 34830 CLAPIERS, pour une durée de six mois à compter de la date de notification et un montant total de 6 585,50 € HT.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2010 de la Direction des Systèmes d'Information – CRB 70000 - Nature 6188 - Fonction 920204.

Montpellier, le 27/08/2010

Pour Madame le Maire,
Monsieur l'Adjoint délégué

Serge FLEURENCE

Publiée le :
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2010-373

**Montpellier Grand Coeur- Attribution d'un marché
relatif à la réalisation d'illustrations pour le projet Cité
gély**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 30/2009 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Christian BOUILLE, Adjoint délégué ;


Considérant :

- Que la Ville de Montpellier a lancé une étude programmatique d'aménagement des espaces publics de la Cité gély dans le cadre de la convention signée avec l'ANRU pour le PRU centre ;
- Qu'il convient de compléter cette étude par des cartographies et visuels permettant d'illustrer les principes d'aménagement proposés ;
- Qu'une mise en concurrence a été faite par demande de devis auprès de 3 prestataires (MAPA OM806), conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 12 août 2010.
- Que la société UBAK a présenté l'offre la plus adaptée techniquement et économiquement cohérente ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à la société UBAK représentée par M. C. BODIN pour la réalisation d'illustrations pour le projet Cité Gély pour un montant de 4200 € HT (5023.20 € TTC) ;
- D'autoriser Madame le Maire, son représentant ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer le marché et tous les documents relatifs à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget d'investissement 2010 de la Mission Grand Coeur (CRB 28 500 ligne n°14712).

Montpellier, le


Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Christian BOUILLE

30.08.2010

Publiée le : 31/08/2010
Notifiée le :



32635

**Convention de formation des élus - Ville de
Montpellier / A Senatus Consulto - Formation
"Expression orale, comportementale et prise de
parole"**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- Qu'une formation « Expression orale, comportementale et prise de parole » organisée par A Senatus Consulto se déroulera à Paris le 8 octobre 2010,
- Que dans le cadre des dispositions de la loi du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux, Madame Agnes Boyer, Adjoint au Maire, souhaite suivre cette formation,
- Que le coût de cette formation s'élève pour la ville à 1250 euros.

Décide en conséquence :

- D'imputer cette dépense de 1250 euros sur les crédits figurant au budget de la Ville, fonction 920210, nature 6535

Montpellier, le 15/09/2010

Madame le Maire
Hélène MANDROUX

Publiée le : 16/09/2010
Notifiée le :



Direction des Affaires
Juridiques et de la
Commande Publique
Service Juridique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2010/375

Contentieux
Ville c/ Epoux CLOCHARD
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis de construire du 27 avril 2007 délivré à
Monsieur PHALIPPOU



Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2010/141/T/R du 18 juin 2010 donnant délégation à Monsieur Serge FLEURENCE en remplacement de Monsieur Max LEVITA du 26 juillet au 27 août 2010 ;

Considérant :

- Que les époux CLOCHARD ont déposé un recours n°1003436-1 visant à faire annuler l'arrêté de permis de construire du 27 avril 2007 délivré à Monsieur PHALIPPOU ;
- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la Ville

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 27.08.2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Serge FLEURENCE

Publiée le : 30.08.2010
Notifiée le :



39630

**Convention de formation des élus - Ville de
Montpellier / Greta Deux-Sèvres - Formation
"Comment maîtriser sa parole en public ?"**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- Qu'une formation « Comment maîtriser sa parole en public ? » organisée par le Greta des Deux-Sèvres se déroulera à Paris les 18 et 19 novembre 2010,
- Que dans le cadre des dispositions de la loi du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux, Monsieur Richard MAILHE, Conseiller municipal, souhaite suivre cette formation,
- Que le coût de cette formation s'élève pour la ville à 900 euros.

Décide en conséquence :

- D'imputer cette dépense de 900 euros sur les crédits figurant au budget de la Ville, fonction 920210, nature 6535.

Montpellier le 15/09/2010

Madame le Maire
Hélène MANDROUX

Publiée le : 16/09/2010
Notifiée le :



Direction des Affaires
Juridiques et de la
Commande Publique
Service Juridique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2010/377

Contentieux
APPEL
Procédure d'expulsion
Squat rue du Puech Villa
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par ordonnance du 29 juillet 2010, le tribunal d'instance a déclaré sans droit ni titre l'occupation de la villa située 599 rue du Puech Villa et affirmé la nécessité de mettre un terme à ce trouble manifestement illicite ;
- Que les occupants de la Villa ont interjeté appel de la décision près de la Cour d'Appel de Montpellier le 17 août 2010 ;
- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la Ville

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 15/09/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 16/09/2010
Notifiée le :

Contentieux
Ville c/ Consorts AGELOU
Recours en annulation du jugement du Tribunal
Administratif du 10 juin 2010
Cour Administrative d'Appel de Marseille



Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que le jugement n°0804488 du Tribunal Administratif du 10 juin 2010 a rejeté la requête des consorts AGELOU en annulation de la délibération du Conseil Municipal du 24 juillet 2008 approuvant la création de l'extension de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer ;
- Qu'ils ont interjeté appel par requête n°10MA03030 pour obtenir son annulation ;
- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la Ville

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 09/09/10

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 10/09/2010
Notifiée le :



Contentieux
Ville c/ Indivision Eugène GRAVIER
Construction sans autorisation administrative
Décision d'Ester

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que l'Indivision Eugène GRAVIER a réalisé la construction d'un ascenseur extérieur sur son immeuble sans autorisation administrative ;
- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la Ville

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 09/09/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 10/09/2010
Notifiée le :



Direction des Affaires
Juridiques et de la
Commande Publique
Service Juridique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2010/380

Contentieux
Ville c/ Madame Valérie VINCENT
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Madame Valérie VINCENT a déposé un recours devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 26 juillet 2010 sous le numéro 1003339-5 ;
- Qu'elle conteste le bien-fondé d'une créance née de la facturation émise le 30 décembre 2009 par le service Restaurants scolaires concernant les repas et heures d'accueil pour sa fille Clémentine VINCENT, scolarisée à l'école maternelle Teresa ;
- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la Ville

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 15/09/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 16/09/2010
Notifiée le :



**Direction Finances et
Contrôle de Gestion**
Gestion Budgétaire et
Comptable

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2010/381

Attribution d'un marché à procédure adaptée pour la fourniture d'un module de paiement

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max Lévitte adjoint délégué,
- Vu la décision n° 2010/228 du 28 mai 2010 élargissant les moyens d'encaissement dans les régies de recettes,

Considérant :

- que la Ville de Montpellier, dans une volonté de modernisation des relations aux usagers, souhaite doter ses régies de recettes de moyens contemporains d'encaissement,
- que dans le cadre de la mise en place de ces nouveaux moyens d'encaissement, le paiement en ligne apparaît comme une solution simple et sécurisée pour garantir les paiements dans les régies,
- qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, dans le cadre d'une procédure adaptée conforme à l'article 28 du Code des Marchés Publics (avis d'appel public à la concurrence sur Internet en date du 14/05/2010), la Ville de Montpellier n'a reçu aucune offre conforme au cahier des charges défini pour le module de paiement en ligne,
- que la société Paybox et la Caisse d'Epargne ont été contactées dans le cadre d'une procédure négociée,
- que la solution proposée par la Caisse d'Epargne correspond techniquement et économiquement à la demande de la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché concernant le module de paiement en ligne cité en objet à la Caisse d'Epargne, pour une durée totale de 3 ans, selon les tarifs proposés par le prestataire dans son offre du 13/08/2010 :
 - o Frais de mise en œuvre du premier service (1^{ère} régie équipée) : 180 € HT
 - o Frais de mise en œuvre à partir du deuxième service (2^{ème} régie et suivantes): 90 € HT
 - o Abonnement mensuel du premier service : 18€ HT
 - o Abonnement mensuel à partir du deuxième service (dont 100 transactions) : 13 € HT
 - o Prix à la transaction de 101 à 500 : 0.09 € HT
 - o Prix à la transaction de 501 à illimité : 0.07 € HT
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, au chapitre 900 pour la mise en œuvre et 920 pour l'abonnement et les frais de transaction
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer ce marché.

Montpellier, le 13.09.2010
Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint délégué

Max LEVITTE

Publiée le :
Notifiée le :



**Convention de formation des élus Ville de Montpellier
/ CIDEFE le 24 septembre 2010**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- qu'une formation pour les élus locaux organisée par le Centre d'Information, de Documentation, d'Etude et de formation des Elus (CIDEFE) -10 Rue Parmentier 93189 Montreuil – se déroulera le 24 septembre 2010 à Aubagne sur le thème « Rôle des élus dans les missions locales » ;
- que dans le cadre des dispositions de la loi du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux, Madame Troadec-Robert, Conseillère Municipale, souhaite suivre cette formation ;
- que le coût de cette formation s'élève à 704 € TTC ;

Décide en conséquence :

- d'imputer la dépense de 704 € TTC sur les crédits figurant au budget, fonction 920210 nature 6535

Montpellier, le 17/09/2010

Madame le Maire
Hélène MANDROUX

Publiée le : 20/09/2010
Notifiée le :



**Convention de formation des élus Ville de
Montpellier / A Senatus Consulto - Formation
"Expression orale, comportementale et prise de
parole"**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire et modifiée par la délibération 2009/131 du 30 mars 2009;

Considérant :

- Qu'une formation « Expression orale, comportementale et prise de parole » organisée par A Senatus Consulto se déroulera à Paris le 19 mai 2010,
- Que dans le cadre des dispositions de la loi du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux, Madame Beccaria Eva, Adjoint au Maire, souhaite suivre cette formation,
- Que le coût de cette formation s'élève pour la ville à 500 euros

Décide en conséquence :

- D'adopter la convention de formation proposée par A Senatus Consulto situé 23, Rue Boyer-Barret, 75014 Paris,
- D'imputer cette dépense de 500 euros sur les crédits figurant au budget de la Ville, fonction 920210, nature 6535.

Montpellier, le 03 09 2010

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 04 09 2010



Direction des Affaires
Juridiques et de la
Commande Publique
Service Juridique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2010/386

Contentieux

Ville c/ Les Riverains de CAMPERIOLS
Arrêté du 30 avril 2010 délivrant un permis de
construire à la SCCV Le Jardin des Oliviers

□

Recours en référé suspension

□

Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que les Riverains de Camperiols ont déposé un recours n°1003836-1 à l'effet d'obtenir la suspension de l'arrêté du Maire du 30 avril 2010 accordant un permis de construire n°34 172 09V0388 à la SCCV Le Jardin des Oliviers ;
- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la Ville

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 16/09/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 17/09/2010
Notifiée le :